

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 13/07/2018

N° : 2018/086

Les Délibérations
Conseil du 15 mai 2018

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018

Institution

2018 CT2 109

Motion du Conseil de Territoire du Pays d'Aix relative aux subventions

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire la motion suivante :

- Compte tenu du projet de contrat entre l'Etat et la Métropole Aix-Marseille-Provence, visant à garantir une limitation du budget de fonctionnement de la Métropole autour de +1.2% par an (base 2017, inflation comprise et à périmètre constant) entre 2018 et 2022 ;
- Compte tenu de la nécessité pour la Métropole de réduire de 60 M € son budget de fonctionnement dès 2018 pour entrer dans le cadre défini par le contrat à conclure avec l'Etat ;
- Compte tenu de la solidarité nécessaire des EST au Budget de la Métropole ;
- Compte tenu de l'effort consenti par le territoire du Pays d'Aix pour l'exercice 2018, à savoir la baisse de 10% du montant de la dotation de fonctionnement par rapport à l'exercice 2017 alors même que les compétences transférées au conseil de territoire ont augmenté du fait des transferts de certaines compétences communales, sans aucune compensation financière;
- Compte tenu de la demande du Directeur Général des Services de la Métropole en date du 27 avril 2018, de gel de toutes les subventions pourtant inscrites à la séance du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 et du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 pour certaines d'entre elles ;
- Compte tenu du fait que les commissions thématiques du Territoire du Pays d'Aix ont validé l'ensemble des subventions inscrites aux assemblées délibérantes du territoire et de la Métropole, préalablement à toute demande de gel;
- Compte tenu du bienfondé des subventions envisagées qui répondent à des missions de service public dont certaines contribuent à maintenir de l'emploi sur le territoire métropolitain,

d'autres faisant partie de contrats pluriannuels ;

- Compte tenu du fait que le 25 avril 2018, les services de la Métropole ont envoyé des tableaux récapitulatifs dans lesquels figuraient bien l'ensemble des subventions inscrites par les services du Territoire du Pays d'Aix avant leur passage au Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai et/ou du Bureau de la Métropole du 18 mai ;
- Compte tenu de la tardiveté de cette demande de gel de toute subvention par rapport au processus décisionnel engagé depuis plusieurs semaines ;

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix exprime la position suivante :

- Le tissu associatif ne peut pas souffrir **d'une décision aussi arbitraire du Vice-Président aux Finances de la Métropole** sans que les services n'aient le temps de procéder aux instructions nécessaires au cas par cas des conséquences dévastatrices que ce gel entrainerait sur les associations et notamment en terme d'emploi, de trésorerie et de survie le cas échéant.
- Nonobstant l'effort à consentir par le Budget de la Métropole sur l'exercice 2018 pour limiter la croissance des dépenses de fonctionnement, le Conseil de Territoire, souverain dans l'exécution de son Etat Spécial de Territoire :
 - **décide de maintenir tous les rapports relatifs aux attributions de subventions** au Conseil de Territoire du 15 mai et demande qu'il en soit de même pour le Bureau du 18 mai ;
 - **condamne fermement la méthode** consistant à vouloir geler le versement de subventions, pourtant instruites et engagées dans un processus décisionnel, **sans aucune concertation des présidents de territoires ou instruction technique** ;
 - demande qu'un **comité composé d'élus métropolitains et de territoires étudie à compter du**

mois de juin, quelles sont les pistes à envisager afin de parvenir au résultat souhaité sans pour autant détruire l'équilibre fragile trouvé depuis des années du monde associatif local, nécessaire à la réalisation d'objectifs de service public.

Vote sur la motion

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	1
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	79
Majorité absolue	40
Pour	79
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
SERRUS Jean-Pierre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité la motion ci-jointe et la transforme en délibération.

2018_CT2_110 **Modification des Commissions thématiques du Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La délibération n° HN 012-014/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Ainsi, par délibération n° 2016_CT2_026, le Conseil de Territoire a créé 6 Commissions thématiques qui, sans être obligatoires juridiquement, sont utiles dans le processus décisionnel. Ces Commissions regroupent des thématiques ou politiques publiques identifiées, les dossiers y sont débattus entre élus à l'aide des techniciens, avant leur présentation en Conseil de Territoire, Bureau ou Conseil de la Métropole.

Suite aux transferts de compétences communales le 1^{er} janvier 2018 à la Métropole, au sein des Conseils de Territoire, et plus précisément du

Territoire du Pays d'Aix, il est nécessaire d'adapter les commissions pour plus d'efficacité.

Il est donc proposé de modifier deux commissions sur les 6 existantes, de la façon suivante :

- La Commission « aménagement de l'espace et mobilité » devient la Commission « mobilité et infrastructures de transports », et est réservée aux rapports impactant le territoire en matière de mobilité, d'infrastructures de transport et de voirie, que ces derniers soient des rapports issus du Territoire ou de la Métropole.

- La Commission « habitat et politique de la ville » devient la commission « habitat, urbanisme et aménagement », et est toujours réservée aux rapports relatifs à la thématique habitat et politique de la ville mais est ajoutée la double thématique de l'aménagement (qui relevait jusqu'à présent de la Commission mobilité), et de l'urbanisme (qui est une nouvelle compétence du Territoire).

La nouvelle désignation des membres de ces deux Commissions sera proposée lors du prochain Conseil de Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adapter les commissions afin de parfaire l'organisation administrative et institutionnelle du Territoire.

Délibère

Article unique :

Sont modifiées comme suit les Commissions thématiques au sein du territoire :

- la Commission « développement économique, emploi et agriculture »,
- la Commission « mobilité et infrastructures de transports »,
- la Commission « environnement et déchets »,
- la Commission « habitat, urbanisme, et aménagement »,
- la Commission « culture et sports »,
- la Commission « ressources et moyens »

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2018 CT2 111**Approbation du Compte de Gestion de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire, réuni sous la présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI , délibérant sur le compte de gestion de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de l'exercice 2017, résumé ci-après.

COMPTE DE GESTION 2017			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<u>RECETTES</u>	PRÉVISIONS TOTALES		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	RECETTES NETTES	A	165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56
<u>DÉPENSES</u>	PRÉVISIONS TOTALES		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	DÉPENSES NETTES	B	165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2017		C= A- B	0,00	0,00	0,00

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire ressources et moyens du 19 avril 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte de Gestion de l'exercice 2017 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 112

AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et Opérations d'aménagements.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2017 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Les résultats de clôture de l'exercice 2017 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Section d'investissement	-1	004
526,22 euros		
Section de fonctionnement	7	654
932,87 euros		
Solde	6	650
406,65 euros		

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Section de fonctionnement	69
461,60 euros	
Solde	69
461,60 euros	

BUDGET ANNEXE OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Section d'investissement	415 335,81 euros
Section de fonctionnement	-12 847,52 euros
Solde	402 488,29 euros

Article 2 :

Est adopté et déclare que les comptes de gestion des services de l'assainissement non collectif, de la collecte et des traitements des déchets et des Opérations d'aménagements du Territoire du Pays d'Aix dressé par le Receveur pour l'exercice 2017, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 113

Approbation du Compte Administratif 2017 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire, réuni sous la présidence de Madame Maryse JOISSAINS MASINI, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2017 adressé par Madame Maryse JOISSAINS MASINI, Président du Conseil de Territoire, après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

Constate les identités de valeur avec les indications de valeur du compte de gestion, résumé ci-après :

COMPTE DE GESTION 2017			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<u>RECETTES</u>	PRÉVISIONS TOTALES		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	RECETTES NETTES	A	165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56

<u>DÉPENSES</u>	PRÉVISIONS TOTALES		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	DÉPENSES NETTES	B	165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56

Il est à noter que les réalisations se sont effectuées
en 2017, de la manière suivante :

			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
<u>RECETTES</u>	Prévisions totales		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	<i>Titres réalisés</i>		165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56
<u>En % des prévisions</u>			92,30	87,50	91,44

<u>DÉPENSES</u>	Prévisions totales		178 843 333,00	39 553 563,00	218 396 986,00
	<i>mandats réalisés</i>		165 108 898,75	34 602 938,81	199 711 837,56
<u>En % des prévisions</u>			92,30	87,50	91,44

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire ressources et moyens du 19 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Administratif 2017 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte - LENFANT Gaëlle

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 114

AVIS - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratifs de l'exercice 2017 du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Président de la Métropole soumet au Conseil de la Métropole pour approbation, les Comptes Administratifs de l'exercice 2017 pour les budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix des services de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement non collectif et des Opérations d'aménagement.

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2017 pour ces budgets annexes.

Le Conseil de la Métropole en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans le Compte Administratif précité, de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives relatifs à l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2017 dont les montants sont retranscrits ci-après :

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS**

SOLDE CREDITEUR : 6 650 406,65 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	1 712 624,97		- 2 717 151,19	- 1 004 526,22
FONCTIONNEMENT	6 281 799,83	3 256 977,73	4 630 110,77	7 654 932,87
TOTAL	7 994 424,80	3 256 977,73	1 912 959,58	6 650 406,65

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON
COLLECTIF**

SOLDE CREDITEUR : 69 461,60 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT				
FONCTIONNEMENT	64 611,59		4 850,01	69 461,60
TOTAL	64 611,59		4 850,01	69 461,60

**TABLEAU D'EXECUTION DU BUDGET ANNEXE
OPERATIONS D'AMENAGEMENT**

SOLDE CREDITEUR : 402 488 ,29 euros

	RESULTATS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2016	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT EXERCICE 2017	RESULTATS DE L'EXERCICE 2017	RESULTATS DE CLOTURE 2017
INVESTISSEMENT	237 233,26	0,00	178 102,55	415 335,81
FONCTIONNEMENT	- 58 772,27	0,00	45 924,75	-12 847,52
TOTAL	178 460,99	0,00	224 027,30	402 488,29

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite du Compte Administratif de l'exercice 2017, document annexé à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs et ses annexes de la Collecte et du traitement des déchets, de l'Assainissement Non Collectif et des Opérations d'aménagement.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Collecte et traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 68 859 594,61 euros
Reprise des résultats antérieurs 4 737 447,07 euros
En dépenses de 66 946 635,03 euros
Solde 6 650 406,65 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe de l'Assainissement Non Collectif, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017 :

En recettes de 638 538,04 euros
Reprise des résultats antérieurs 64 611,59 euros
En dépenses de 633 688,03 euros
Solde 69 461,60 euros

Article 5 :

Est constaté, pour le Compte Administratif Annexe Opérations d'aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2017

En recettes de 689 396,05 euros
Reprise des résultats antérieurs 178 460,99 euros
En dépenses de 465 368,75 euros
Solde 402 488,29 euros

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 115

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux "Les Jardins de Suzanne" située Route du Coteau Rouge à Meyreuil

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements sociaux « Les Jardins de Suzanne » située Route du Coteau Rouge à Meyreuil.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 960 813 € est financée par un emprunt de 717 391 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Meyreuil.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 394 565,05 €.

L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence, effectuée à partir de son bilan 2016, montre que l'actif comptable est égal à 369 553 486 €, le passif réel (dettes) à 253 643 820 €. L'actif net comptable s'élève donc à 115 909 666 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 2 718 219 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 71956 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 717 391 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt PLUS/PLAI N° 71956.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 8 logements collectifs « Les Jardins de Suzanne » située Route du Coteau Rouge à Meyreuil.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Famille et Provence ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 116

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Promologis pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux "Le Clos du Jas de Bassas" située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux « Le Clos du Jas de Bassas » située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau.

Portée par la SA HLM Promologis, cette opération d'un montant total de 1 205 763 € est financée par un emprunt de 1 023 746 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Fuveau.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 563 060 €.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 950 899.410 € un passif réel (dettes) à 1 428 828.619 €. L'actif net comptable s'élève donc à 522 070.791 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 24 464.391 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 73737 (réf. PLS travaux n°5211095 - PLS foncier n°5211094 - PLS complémentaire n°5211096) d'un montant total de 1 023 746 € en annexe signé entre la SA HLM Promologis et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

•→L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit un montant de 563 060 €, pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 023 746 euros souscrit par la SA HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73737.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements collectifs « Le Clos du Jas de Bassas » située Lieu-dit Espinades RN 96 à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Promologis dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Promologis est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Promologis opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Promologis.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Promologis ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 117

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux "Bleu Nature" située Chemin de Bourdon à Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements sociaux « Bleu Nature » située Chemin de Bourdon à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 2 496 510 € est financée par un emprunt de 1 881 899 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 035 044,45 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 74291 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 881 899 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 74291.

Ce prêt, constitué de trois lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 12 logements collectifs « Bleu Nature » située Chemin de Bourdon à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement

dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 118

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux "Jean Monnet" située Avenue Jean Monnet à Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 48 logements sociaux « Jean Monnet » située Avenue Jean Monnet à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 6 968 174 € est financée par un emprunt de 4 912 735 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 2 702 004,25 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 450 €. L'actif net comptable s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €..

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération n°FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 73139 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 912 735 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 73139.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 48 logements collectifs « Jean Monnet » située Avenue Jean Monnet à Vitrolles.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement

dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de cinq logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Foncier

2018 CT2 119

Bien sans maître sur la commune de Jouques - Renonciation à son incorporation dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article 1123-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP) prévoit que « sont considérés comme n'ayant pas de maître les biens qui font partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté ».

La parcelle cadastrée A 1722 sur la commune de Jouques, appartenant à Monsieur Cerruti, décédé le 11 mars 1978 entre dans le champ d'application de cet article.

Ces biens sans maître appartiennent à la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés (cf. article 713 du Code Civil). Le conseil municipal doit prendre une délibération autorisant l'incorporation du bien dans le domaine de la commune. Mais la commune peut également renoncer à exercer ses droits au profit de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre. Le bien sans maître est alors réputé appartenir à l'EPCI. Si à son tour l'EPCI à fiscalité propre renonce à exercer ses droits, la propriété est transférée de plein droit à l'État.

Par délibération en date du 28 septembre 2015, la commune de Jouques a renoncé à exercer ses droits sur cette parcelle au profit de la Communauté du Pays d'Aix. La parcelle A 1722 est en conséquence réputée appartenir à la Communauté du Pays d'Aix.

Depuis le 1er janvier 2016, la Communauté du Pays d'Aix a fusionné avec cinq autres EPCI au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui doit donc à présent décider si elle exerce ses droits sur la parcelle A 1722 ou si elle renonce à l'incorporer dans le domaine de la Métropole.

La parcelle A 1722, d'une contenance de 329 m², comporte un bâtiment en ruine qui menace de s'effondrer, édifié en surplomb d'une salle voûtée faisant partie de la maison construite sur la parcelle mitoyenne cadastrée A 1087. La parcelle A 1722 à l'abandon depuis de nombreuses années ainsi que sa configuration, conduisent la Métropole Aix-Marseille-Provence à renoncer à son incorporation à son domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article 1123-1 ;
- Le Code Civil et notamment l'article 713 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération de la commune de Jouques en date du 28 septembre 2015.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Il est décidé de renoncer à l'incorporation de la parcelle cadastrée A 1722 sise sur la commune de Jouques dans le domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 120

Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire du Pays d'Aix (PLUi) - Définition des modalités de collaboration avec les communes

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la fusion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "*solidarités géographiques préexistantes*" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5218-3 du CGCT et du décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix correspond au périmètre de l'ancienne

Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, composée de 36 communes, à savoir les communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, avec une population de 415.000 habitants.

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme:

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le PLUi du Territoire du Pays d'Aix

Le PLUi du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes membres, et se substituera aux documents d'urbanisme existants au niveau des communes.

Conformément aux articles L 153-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, le PLUi doit être ainsi le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de

développement du Territoire du Pays d'Aix. Il est également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage du sol.

Le PLUi du Pays d'Aix devra être garant d'une action publique de proximité et devra veiller au renforcement des liens de solidarité et de proximité avec les communes membres du Pays d'Aix, et avec ses habitants.

La procédure d'élaboration du PLUi est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme.

L'article L134-13 du Code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription du PLUi, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle les Maires des 36 communes du Pays d'Aix examinent ensemble, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Une conférence intercommunale s'est tenue le 8 février 2018. Au cours de cette conférence les maires des 36 communes du Pays d'Aix ont examiné les propositions formulées.

Les maires du Pays d'Aix souhaitent réaffirmer le fait que leur légitimité est issue du suffrage universel. Ils souhaitent ainsi que les instances intercommunales s'efforcent, dans la mesure du possible, de prendre en compte leurs positions.

Après débats, il est proposé d'unifier le temps de réponse donné aux communes pour rendre leurs avis aux différentes étapes de la procédure, à deux mois.

De plus il est ajouté une réunion de la conférence intercommunale PLUi des Maires avant le vote par le conseil de la Métropole de la délibération prescrivant le PLUi.

Les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et les 36 communes, débattues en conférence intercommunale, ont ensuite été soumises, pour avis, aux conseils municipaux des communes membres par courrier daté du 09 février 2018.

Entre le 22/02/2018 et le 26/04/2018, 33 communes ont délibéré : 33 avis favorables :

Aix-en-Provence le 13/04/2018, Beaurecueil le 21/02/2018, Bouc Bel Air le 26/02/2018, Cabriès le 13/04/2018, Châteauneuf-le-Rouge le 29/03/2018, Coudoux le 12/03/2018, Equilles le 29/03/2018, Fuveau le 26/03/2018, Gardanne le 22/02/2018, Gréasque le 13/03/2018, Jouques le 26/02/2018, Lambesc le 04/01/2018, Meyrargues le 29/03/2018, Meyreuil le 30/03/2018, Pertuis le 03/04/2018,

Peynier le 19/03/2018, Peyrolles-en-Provence le 09/03/2018, Les Pennes-Mirabeau le 26/04/2018, Le Puy-Sainte-Réparate le 26/03/2018, Puyloubier le 5/03/2018, La Roque d'Anthéron le 15/03/2018, Rousset le 02/03/2018, Saint-Antonin-sur-Bayon le 22/03/2018, Saint-Cannat le 13/03/2018, Saint-Estève-Janson le 26/04/2018, Saint-Marc-Jaumegarde le 29/03/2018, Saint-Paul-Lez-Durance le 20/03/2018, Simiane-Collongue le 29/03/2018, Le Tholonet le 26/03/2018, Vauvenargues le 27/03/2018, Venelles le 14/04/2018, Ventabren le 09/04/2018, Vitrolles le 27/03/2018 ;

Une conférence des maires s'est également tenue le 15 mai 2018 afin d'examiner les avis des conseils municipaux sur les modalités de collaboration et d'étudier la délibération de prescription du PLUi avant le vote par le Conseil de la Métropole.

Les modalités de collaboration ont été finalisées comme suit :

- Les principes généraux des modalités de collaboration sont les suivants :

La collaboration sera menée avec les communes en amont de la prescription du PLUi, à chacune des étapes de l'élaboration du PLUi, et jusqu'à son approbation.

- Les modalités de la collaboration sont les suivantes :

- La conférence intercommunale PLUi des maires du Pays d'Aix

En application de l'article L134-13 du code de l'urbanisme, les maires des 36 communes du Pays d'Aix seront réunis, à l'initiative du Président du Territoire, pour tenir une conférence intercommunale, à deux reprises :

- pour examiner les modalités de collaboration avec les communes avant que celles-ci soient arrêtées par le Conseil de Territoire
- pour que leur soient présentés, après l'enquête publique, les avis joints au dossier les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête

Une réunion de la conférence des Maires PLUi est également prévue avant le vote par le conseil de la Métropole de la délibération prescrivant le PLUi.

- Le séminaire PLUi des maires du Pays d'Aix

En complément, et pour permettre aux communes et à leur maire de participer aux travaux d'élaboration du PLUi, il est prévu de le réunir, tout au long de la procédure d'élaboration du PLUi, autant que de besoin et à minima aux étapes suivantes :

- pour présenter l'avant-projet de projet d'aménagement et de développement durable (PADD)

avant la tenue du débat sur les orientations générales du PADD au sein de l'organe délibérant du conseil de Territoire

- pour présenter l'avant projet de Plui avant que l'organe délibérant de la Métropole Aix Marseille Provence ne l'arrête
- pour présenter le PLUi tel que modifié après l'enquête publique, avant que le conseil de Métropole ne l'approuve

Il regroupera les maires ou leurs représentants et sera présidé par le Président du conseil de Territoire ou son représentant.

Il sera réuni sur invitation du Président du Territoire ou son représentant.

- Les communes

Le Maire se verra communiquer les différents actes de procédures afin de les soumettre, pour avis, au vote du conseil municipal à chacune des étapes suivantes :

a- préalablement à l'adoption de la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant le PLUi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation publique, la version du projet de délibération consolidée lors de la conférence intercommunale des Maires PLUi sera transmise aux Maires.

b- préalablement au débat sur les orientations générales du PADD, la version du projet de PADD consolidée lors du séminaire PLUi sera transmise aux Maires.

c- préalablement à l'arrêt du projet de PLUi par le Conseil de la Métropole, la version du projet consolidée lors du séminaire PLUi sera transmise aux Maires. Conformément à l'article L134-13 du code de l'urbanisme, une fois le projet de PLUi arrêté, le dossier sera transmis aux Maires.

d- préalablement à l'approbation du PLUi par le Conseil de la Métropole, la version du projet consolidé lors du séminaire PLUi sera transmise aux Maires.

L'avis de la commune sera réputé favorable si le conseil de Territoire n'est pas destinataire d'une délibération dans un délai de 2 mois après la saisine du Maire.

- Comité STRAtégique - COSTRA

Ce groupe sera présidé par le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant et composé de membres élus du conseil de Territoire.

Il comptera une dizaine de membres qui seront désignés par le Président du Conseil de Territoire, en fonction de leur qualité de Maire ou de Vice-Président du Conseil de Territoire ou de la Métropole sur des compétences stratégiques (transports, habitat, économie...).

Il sera réuni sur invitation.

Le COSTRA assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du PLUi et préparera les dossiers à soumettre à la conférence intercommunale.

- Des réunions thématiques

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du PLUi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, des réunions thématiques.

Ces réunions portant sur un thème bien défini ou sur un secteur géographique donné pourront être organisées, à l'échelon communal et/ou à l'échelle de plusieurs communes.

Des échanges avec chacune des communes auront lieu spécifiquement pour la phase règlement.

Ces réunions doivent permettre aux maires ou à leurs représentants de contribuer activement aux travaux de co-construction du PLUi et de s'assurer de l'appropriation du projet par les communes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
 - Le courrier du 30 janvier 2018 par lequel Madame le Président a invité les Maires des communes du territoire du Pays d'Aix à se réunir en conférence intercommunale pour examiner les modalités de collaboration dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix
- Le courrier par lequel Madame le Président a invité les Maires des communes du territoire du Pays d'Aix à se réunir en conférence intercommunale pour examiner les modalités de collaboration dans le cadre de l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix
- Les conférences intercommunales des Maires qui se sont tenues le 08 février et le

15 mai 2018, et les comptes rendus établis lors de ces conférences ;

- Les avis favorables des conseils municipaux sur la définition des modalités de collaboration avec les communes :

Aix-en-Provence le 13/04/2018, Beaurecueil le 21/02/2018, Bouc Bel Air le 26/02/2018, Cabriès le 13/04/2018, Châteauneuf-le-Rouge le 29/03/2018, Coudoux le 12/03/2018, Eguilles le 29/03/2018, Fuveau le 26/03/2018, Gardanne le 22/02/2018, Gréasque le 13/03/2018, Jouques le 26/02/2018, Lambesc le 04/01/2018, Meyrargues le 29/03/2018, Meyreuil le 30/03/2018, Pertuis le 03/04/2018, Peynier le 19/03/2018, Peyrolles-en-Provence le 09/03/2018, Les Pennes-Mirabeau le 26/04/2018, Le Puy-Sainte-Réparate le 26/03/2018, Puyloubier le 5/03/2018, La Roque d'Anthéron le 15/03/2018, Rousset le 02/03/2018, Saint-Antonin-sur-Bayon le 22/03/2018, Saint-Cannat le 13/03/2018, Saint-Estève-Janson le 26/04/2018, Saint-Marc-Jaumegarde le 29/03/2018, Saint-Paul-Lez-Durance le 20/03/2018, Simiane-Collongue le 29/03/2018, Le Tholonet le 26/03/2018, Vauvenargues le 27/03/2018, Venelles le 14/04/2018, Ventabren le 09/04/2018, Vitrolles le 27/03/2018 ;

- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que conformément au Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire, plusieurs Plans locaux d'urbanisme intercommunaux et que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole .
- Que le PLUi du Pays d'Aix est élaboré en partenariat avec les communes du territoire du Pays d'Aix dans le respect de l'article L134-13 du code de l'urbanisme .
- Que les modalités de la collaboration sont les suivantes : les principes généraux susmentionnés, la conférence intercommunale PLUi des Maires du Pays d'Aix, le séminaire PLUi des maires du Pays d'Aix, la demande d'avis des conseils municipaux de chacune des 36 communes au moment clefs de la procédure d'élaboration, la constitution d'un Comité Stratégique et l'organisation, autant que de besoin, de réunions thématiques .
- Que la conférence intercommunale PLUi des Maires du Pays d'Aix s'est réunie le 08 février et le 15 mai 2018 et a débattu des modalités de collaboration .

- Que le Président du Territoire du Pays d'Aix a demandé aux maires des 36 communes de réunir leur conseil municipal afin de donner un avis sur la proposition de modalités de collaboration telles que débattues en conférence intercommunale .

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et ses communes membres dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays d'Aix, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 121

AVIS - Prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal du Territoire du Pays d'Aix - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du

Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "*solidarités géographiques préexistantes*" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, est créé un conseil de territoire composé des conseillers délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5218-3 du CGCT et du décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix correspond au périmètre de l'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, composée de 36 communes, à savoir les communes d'Aix-en-Provence, Beaurecueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde, Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2017. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme:

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat,

commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le PLUi du Territoire du Pays d'Aix

Le PLUi du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes membres, et se substituera aux documents d'urbanisme existants au niveau des communes.

Dans l'attente de l'approbation du futur Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) métropolitain, le PLUi du Territoire du Pays d'Aix s'appuiera sur le projet de territoire défini dans le SCOT du Pays d'Aix, qui a été approuvé le 17 décembre 2015 par délibération n°2015_A034.

L'élaboration du PLUi du Pays d'Aix prendra en compte, après leur vote par la Métropole, les orientations définies dans le cadre des politiques publiques et des actions menées par cette dernière. Cela concerne notamment les documents de planification et de stratégie générale tels que le projet métropolitain et le SCOT mais également les schémas thématiques et programmatiques comme l'agenda des mobilités acté en décembre 2016, l'agenda du développement économique et ses trois schémas de développement relatifs aux commerces, aux zones d'activités et à l'immobilier de bureau, le Plan d'Action Foncière, le Plan d'Action pour le Tourisme, le Plan Alimentaire Territorial (PAT), le Programme Local de l'Habitat, le Plan Climat Air Energie Territorial ainsi que le Plan de Déplacements Urbains.

Conformément aux articles L 153-11 et suivants du Code de l'Urbanisme, le PLUi doit être ainsi le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays d'Aix. Il est également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage du sol.

Le PLUi du Pays d'Aix devra être garant d'une action publique de proximité et devra veiller au renforcement des liens de solidarité et de proximité

avec les communes membres du Pays d'Aix, et avec ses habitants.

Le Territoire du Pays d'Aix comprend trente-six communes et accueille plus de 400 000 habitants sur un vaste territoire de 1300 km² dont près de 80% sont constitués d'espaces naturels et agricoles. Il présente une attractivité et un dynamisme qui se sont affirmés depuis de nombreuses années en rayonnant bien au-delà de son contexte métropolitain.

La vitalité de ce territoire repose sur de nombreux atouts :

- sa situation géographique privilégiée, à l'intersection de l'arc méditerranéen allant de l'Italie à l'Espagne et de l'axe Alpes-Littoral, via la vallée de la Durance,
- un cadre de vie exceptionnel grâce à la qualité de ses paysages, la diversité de son patrimoine naturel et urbain,
- un système d'enseignement supérieur et de recherche performant, une activité touristique et culturelle internationalement reconnue, des équipements de qualité ;
- la diversité des emplois (productifs et présents), la présence d'entreprises à haute valeur ajoutée, le dynamisme de son agriculture ;
- le rayonnement de sa ville centre historique, Aix-en-Provence, et le rôle moteur et stratégique du Territoire du Pays d'Aix dans l'économie métropolitaine.

Le développement de ce territoire, source de richesses et d'emplois, a aussi généré des dysfonctionnements, notamment par :

- une consommation d'espaces souvent au détriment des espaces agricoles et de la qualité des paysages ;
- des nuisances et pollutions qui portent atteinte à la santé et à la qualité de vie des habitants ;
- une incitation à l'usage de la voiture qui crée aujourd'hui une congestion des principaux axes de déplacement, notamment ceux desservant les pôles d'emplois ;
- des difficultés croissantes pour se loger, notamment pour les jeunes et les familles qui s'installent en périphérie du Pays d'Aix.

C'est dans ce contexte d'indéniable réussite du Pays d'Aix mais aussi de prise de conscience de la nécessité de mieux valoriser et de protéger son cadre de vie face aux changements climatiques et sociétaux à venir que s'inscrivent les objectifs à poursuivre dans le cadre de la démarche d'élaboration du PLUi du Pays d'Aix.

Trois ambitions guident le projet de territoire du Pays d'Aix :

- 1/ Un territoire de proximité à l'écoute des changements sociétaux,
- 2/ Un territoire renforçant le dynamisme économique et la diversité des emplois,
- 3/ Un territoire éco responsable face aux enjeux des changements climatiques.

Ainsi, l'élaboration du PLUi du Pays d'Aix poursuit les objectifs suivants :

Développer un territoire solidaire qui respecte les équilibres spatiaux et qui valorise un cadre de vie qualitatif à ses habitants :

- en anticipant au mieux l'offre d'équipements publics par rapport à la production de logements,
- en promouvant la revitalisation des centres urbains et ruraux,
- en le structurant autour de la politique de mobilité, par des projets notamment autour de :

- L'attractivité des cœurs de villes, de villages et de quartiers, notamment par le développement de services à la population et par un renouvellement urbain dans le respect de la qualité de vie de ses habitants.
- L'amélioration du parc de logements existant et la production de logements, adaptés aux besoins du plus grand nombre d'habitants (jeunes, seniors, famille...), en veillant à la qualité architecturale et paysagère et en répondant aux ambitions du Pays d'Aix,
- La réalisation d'équipements éducatifs, culturels, sportifs, sociaux, de santé etc...adaptés aux nouveaux besoins,
- L'offre d'espaces verts publics de proximité accueillants, supports du vivre ensemble,
- L'articulation du développement urbain durable des communes à la politique de mobilité de demain.

Renforcer le dynamisme économique, favoriser le commerce de proximité, promouvoir la diversité des emplois et s'adapter aux évolutions sociétales pour consolider l'attractivité du territoire du Pays d'Aix en poursuivant les implications dans :

- L'accompagnement des filières productives et innovantes telles que ; la microélectronique, les énergies renouvelables, le nucléaire, la filière bois, Endurance Energies, Le Technopôle de l'Arbois, The Camp, French Tech,, ...
- La création et la requalification des espaces d'activités en favorisant la densité, la qualité et leur intégration,
- La poursuite du développement de l'activité tertiaire
- Une meilleure prise en compte des besoins qualitatifs et quantitatifs des entreprises, des salariés et notamment des jeunes actifs, basée sur l'attractivité universitaire du territoire,
- Le développement de l'attractivité touristique du Pays d'Aix telles que ; activités de pleine nature, sentiers de randonnées, sites classés, culture
- Une organisation du développement commercial afin de conforter les commerces de centres et de villages en tant qu'acteurs de cohésion sociale, facteurs de convivialité, d'animation et de proximité.

Relever les défis environnementaux :

- en préservant la richesse des espaces agricoles, notamment les terroirs d'Appellation d'Origine Contrôlée viticoles et oléicoles (Côte de Provence Sainte-Victoire, Coteaux d'Aix-en-Provence, Palette...), naturels, forestiers et paysagers,
- en protégeant les ressources du territoire et en garantissant un développement durable et équilibré pour le bien-être et la santé de ses habitants et des générations futures, par des projets autour :

- La préservation des richesses écologiques du Pays d'Aix en particulier l'air, l'eau, le sol, le sous-sol, les ressources naturelles, la biodiversité et les éco systèmes en milieux naturels et urbains,
- La protection du patrimoine et des paysages provençaux en tant qu'héritage culturel et identitaire du Pays d'Aix à léguer aux générations futures,
- Le renforcement du potentiel alimentaire du territoire pour tendre vers l'autonomie,
- L'aménagement d'une ville durable de qualité adaptée aux changements climatiques,
- L'amélioration de la sécurité, la santé et le bien-être des populations par la prise en compte des risques (inondations, feux de forêts, risques miniers, ...) et des pollutions dans les projets de développement et de renouvellement urbain,
- La mise en place de conditions favorables au développement d'un territoire sobre et efficace en énergies limitant les gaz à effet de serre et la « consommation d'espaces »,
- La contribution au développement des énergies renouvelables afin de tendre vers l'autonomie énergétique tout en préservant les paysages,

Conformément aux dispositions des articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, les réflexions relatives au PLUi seront menées sur le territoire dans le cadre d'une concertation associant, les habitants, les associations locales et toutes les personnes concernées.

1/ Les objectifs de la concertation sont les suivants :

- donner l'accès au public à une information claire tout au long de la concertation
- sensibiliser la population aux enjeux et aux objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- permettre au public de formuler ses observations

2/ La durée de la concertation :

La concertation se déroulera depuis la prescription du PLUi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet ».

3/ Les modalités de la concertation

Dossier de présentation

Un dossier de présentation du projet de PLUi sera mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans chacune des 36 communes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Ce dossier sera complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure. Le contenu de ce dossier sera également disponible sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix.

Réunions publiques

Des réunions publiques seront organisées à deux étapes de la procédure d'élaboration du PLUi à savoir,

- présentation du diagnostic et du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- présentation de « l'avant-projet » de PLUi

En particulier et pour chacune de ces deux étapes, il est prévu cinq réunions publiques à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix ainsi que dans chacune des communes membres du territoire et sur le site internet du Territoire. L'annonce précisera les dates, lieux et objet des réunions.

Expression du public

Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la procédure selon les modalités suivantes :

- en les consignait dans les registres destinés à recevoir les observations du public et mis à disposition du public au siège du Territoire du Pays d'Aix et dans chacune des 36 communes qui le composent

- et/ou en les adressant par écrit à :
Madame le Président du Territoire du Pays

d'Aix

CONCERTATION SUR LE PLAN LOCAL
D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Hôtel de Boadès – CS 40 868 - 13 626 Aix-
en-Provence Cedex 1

- et/ou en les adressant par voie électronique à Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix via l'adresse suivante :

plui-ct2-concertation@ampmetropole.fr

2. oralement lors des réunions publiques

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;
- La loi Engagement National pour le Logement du 13 juillet 2006 ;
- La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement dite « Grenelle II » ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aix approuvé par délibération n°2015-A034, Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 ;
- Le SCOT Métropolitain engagé par délibération n°URB 001-1405/16/CM, Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 arrêtant les modalités de collaboration avec les communes ;
- Les avis des Conseils Municipaux sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public :
- Aix-en-Provence le 13/04/2018, Beaucueil le 21/02/2018, Bouc Bel Air le 26/02/2018, Cabriès le 13/04/2018, Châteauneuf-le-Rouge le 29/03/2018, Coudoux le 12/03/2018, Eguilles le 29/03/2018, Fuveau le 26/03/2018, Gardanne le 22/02/2018, Gréasque le 13/03/2018, Jouques le 26/02/2018, Lambesc le 04/01/2018, Meyrargues le 29/03/2018, Meyreuil le 30/03/2018, Les Pennes-Mirabeau le 26/04/2018, Pertuis le 03/04/2018, Peynier le 19/03/2018, Peyrolles-en-Provence le 09/03/2018, Le Puy-Sainte-Réparate le 26/03/2018, Puyloubier le 5/03/2018, La Roque d'Anthéron le 15/03/2018, Rousset le 02/03/2018, Saint-Antonin-sur-Bayon le 22/03/2018, Saint-Cannat le 13/03/2018, Saint-Estève-Janson le 26/04/2018, Saint-Marc-Jaumegarde le 29/03/2018, Saint-Paul-Lez-Durance le 20/03/2018, Simiane-Collongue le 29/03/2018, Le Tholonet le 26/03/2018, Vauvenargues le 27/03/2018, Venelles le 14/04/2018, Ventabren le 09/04/2018, Vitrolles le 27/03/2018.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,

Considérant

- Que conformément au Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Territoires, plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux et que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole.
- Que le Territoire du Pays d'Aix doit élaborer le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, couvrant l'intégralité de son territoire.
- Que la délibération de prescription du PLUi doit obligatoirement définir les objectifs poursuivis conformément aux articles L103-2 et suivants du Code l'Urbanisme.
- Que conformément aux articles L153-11 et L103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, il convient de délibérer sur les modalités de concertation.
- Que les communes ont collaboré à la définition des objectifs poursuivis par le PLUi et des modalités de concertation avec le public dans le respect de l'article L134-13 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du PLUi qui couvrira l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L103-2 et suivants du Code de l'urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

Conformément à l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet de Région,
- au Préfet des Bouches-du-Rhône,
- au Préfet de Vaucluse,
- au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- à la Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône,
- au Président du Conseil Départemental de Vaucluse,
- aux Présidents des Territoires qui composent la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- au Président du Parc Naturel Régional situé sur le Territoire du Pays d'Aix,
- aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse,

- aux Présidents des Chambres des Métiers des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse,
- aux Présidents des Chambres d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence étant l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains et en charge de l'élaboration du SCOT et du PLH, il n'y a pas lieu de lui notifier la présente délibération au regard de ses compétences.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 122

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision allégée n°2 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme

et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 juillet 2015.

Au courant de l'année 2017, la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Constance et la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme portant sur la mise en cohérence de la trame végétale, la modification des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de la Constance et la dérogation à la loi Barnier dans ce même secteur avaient été engagées.

Le conseil municipal d'Aix-en-Provence n'a pas sollicité la poursuite de ces deux procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, suite à l'engagement de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a estimé qu'il était nécessaire de réaliser une évaluation environnementale de ce projet de modification. Il a semblé plus cohérent d'initier une seule et même procédure de révision contenant l'ensemble du projet et permettant notamment d'apprécier les effets cumulés de ce projet global sur l'environnement.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

Pour cette procédure de révision allégée, il est nécessaire de définir les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence conformément à l'article L134-13 qui prévoit que *« le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires. »*

Par dérogation à l'article L153-8, le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Une conférence intercommunale du Territoire a été organisée le 12 avril 2018 par le Président du conseil de Territoire du Pays d'Aix qui a invité le Maire d'Aix-en-Provence à y participer. Au cours de cette conférence, le Maire de la commune d'Aix-en-

Provence a examiné les propositions de modalités pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il a été proposé que le Maire de la commune d'Aix-en-Provence, éventuellement accompagné d'un adjoint désigné par le Maire, d'un conseiller territorial désigné par le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, ainsi que par des techniciens se réunissent à deux reprises afin d'examiner :

- 1- Les principes et orientations du projet de révision allégée n°2
- 2- Les propositions de la traduction réglementaire du projet de révision allégée n°2

Après en avoir débattu en conférence intercommunale, il est apparu pertinent d'ajouter, pour une meilleure collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence une réunion supplémentaire afin de présenter les éventuelles adaptations du projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Aix-en-Provence après enquête publique.

Dès lors, les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence ont été finalisées comme suit :

Ont été désignés en tant qu'adjoint au Maire, Monsieur Alexandre GALLESE et en tant que conseiller du Territoire du Pays d'Aix, Monsieur Frédéric GUINIERI, Vice-Président délégué au PLUi, PLU et documents d'urbanisme associés,

Trois réunions seront organisées afin d'examiner :

- 1- Les principes et orientations du projet de révision allégée n°2
- 2- Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée n°2
- 3- Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée n°2 après enquête publique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et

n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- La conférence intercommunale des maires du 12 avril 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018 ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est prévu d'engager une procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du code de l'urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
de BUSSCHERE Charlotte - LENFANT Gaëlle

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 123

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Prescription de la révision allégée n°2 - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 juillet 2015.

Au courant de l'année 2017, la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur de la Constance et la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme portant sur la mise en cohérence de la trame végétale, la modification des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de la Constance et la dérogation à la loi Barnier dans ce même secteur, ont été engagées. Le conseil municipal d'Aix-en-Provence n'a pas sollicité la poursuite de ces deux procédures d'évolution du Plan Local d'Urbanisme par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En effet, suite à l'engagement de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme, la Mission Régionale d'Autorité environnementale a estimé qu'il était nécessaire de réaliser une évaluation environnementale de ce projet de modification. Il a semblé plus cohérent d'initier une seule et même procédure contenant l'ensemble du projet, et permettant notamment d'apprécier les effets cumulés de ce projet global sur l'environnement.

Le Conseil de la Métropole envisage de prescrire la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme concerné dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Constance-Valcros, et dans ce cadre, de mettre en cohérence la trame végétale, modifier les

cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de la Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ». En effet, conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, *« lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9. »*

Dans le cadre de cette révision allégée, il convient tout d'abord de présenter les motifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur puis de définir les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation, conformément aux articles L.103-2 et L.103-3 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les motifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

L'avenir et le rayonnement futur d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix se préparent aujourd'hui et notamment à travers le futur quartier de la Constance. Ce projet apporte une partie de la réponse à la mixité sociale et fonctionnelle nécessaire au développement urbain.

Grâce à sa maîtrise publique, le projet de la Constance permettra de proposer une diversité de logements que ne procure pas aujourd'hui le renouvellement urbain qui s'effectue essentiellement sur des terrains privés.

Le futur quartier de la Constance permettra à la ville de se doter de nouveaux équipements publics et d'espaces d'activités pour accompagner des filières technologiques d'avenir en lien avec la French Tech et offrir ainsi des opportunités nouvelles face au déficit d'emplois connu dans les quartiers Ouest.

En complément du renouvellement urbain dont le processus long et aléatoire ne permet pas à lui seul de répondre à tous les besoins inhérents au développement d'Aix-en-Provence, le Plan Local d'Urbanisme a identifié le site de Valcros-Constance, à proximité et en lien direct avec la ville, comme un secteur d'urbanisation complémentaire en le classant en zone à urbaniser 2AU différée.

Par délibération du 23 juillet 2015, le conseil municipal d'Aix-en-Provence a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. Lors de cette même séance, le dossier de création de la Zone d'Aménagement

Concerté de la Constance a également été adopté, définissant les ambitions affirmées de la collectivité pour développer, dans ce secteur, une opération d'aménagement d'ensemble volontariste et sous maîtrise publique. Depuis, le projet urbain et le schéma d'aménagement du quartier ont été précisés dans le cadre d'une procédure de concours d'urbanisme.

L'aboutissement de ce travail préalable à la mise en place du dossier de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté, permet de traduire désormais plus précisément ce projet urbain ambitieux à travers le Plan Local d'Urbanisme.

Les motifs qui conduisent à l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sont par ailleurs liés aux capacités d'urbanisation dans les zones déjà urbanisées et à la faisabilité d'un tel projet dans ces zones.

1.1 Au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées

A travers son Plan Local d'Urbanisme, la ville d'Aix-en-Provence a fait le choix d'un scénario de développement apaisé et équilibré. D'ici 2030, la ville pourra compter environ 155.000 habitants, par la création moyenne de 900 logements et d'un millier d'emplois par an. Ce rythme de développement retenu permettra à la commune de conforter son statut de ville capitale et de relâcher la tension sur le marché du logement, notamment en faveur des actifs dans leurs parcours résidentiels. Eu égard à son statut de pôle d'excellence universitaire, la commune prévoit d'accroître en particulier l'offre dédiée aux étudiants. La commune doit également répondre aux obligations légales de mixité sociale par la construction d'environ 4.000 logements dits « sociaux » sur 15 ans.

L'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis établie en 2015 pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme avait montré que d'ici 2030 à peu près 170 hectares de foncier étaient susceptibles d'être mobilisables au sein des espaces urbanisés et 18 hectares au sein du pôle d'activités d'Aix-en-Provence. Plus de 50% des besoins en logement devraient être issus d'un mécanisme de renouvellement urbain sur des secteurs en tout ou partie urbanisés. Ces possibilités permettraient non seulement de densifier, mais également de diversifier l'offre de logements ainsi que les activités économiques.

L'analyse des projets autorisés met en évidence plusieurs constats :

- En termes quantitatifs, le renouvellement urbain produit ses effets. Le volume de logements neufs autorisés depuis Juillet 2015 marque une forte progression. Près de 1900 nouveaux logements, dont des logements étudiants, devraient sortir de terre au cours des prochaines années. La hausse du volume des nouveaux logements traduit un effet « d'ouverture » lié au Plan Local d'Urbanisme .

- Le processus de renouvellement urbain est plus prononcé dans la grande couronne urbaine correspondant aux zones d'urbanisation maîtrisée (UM) et douce (UD), avec près de 65% des logements autorisés. Le renouvellement incitatif concernant la première couronne du centre-ville (UI) produit pour l'instant près d'un tiers des logements autorisés.

- En termes qualitatifs, 80% des autorisations d'urbanisme dans les espaces bâtis à vocation mixte (UI, UM et UD) sont à destination d'habitation. Le renouvellement urbain permet également des résultats en matière de logement social. Un projet sur cinq développe plus de 2000 m² de surface de plancher et comprend, conformément aux règles du Plan Local d'Urbanisme, au minimum 25% de logements sociaux. Cependant, malgré les possibilités offertes par le Plan Local d'Urbanisme en termes de mixité des logements, l'élargissement de l'offre neuve n'entraîne pas encore de baisse des prix significative et la création de logements dits « intermédiaires » reste le chaînon manquant entre le locatif social et l'accession à la propriété qui sont privilégiés par le marché immobilier. Les logements dits « intermédiaires », se caractérisent soit par un niveau de loyers situé entre ceux du parc social et ceux du parc privé, soit par un prix d'acquisition inférieur à celui du marché.

- Une partie des projets autorisés sont bloqués par des recours contentieux qui peuvent demander plusieurs années avant d'être examinés par la juridiction administrative. La question de l'insertion du projet dans son environnement est donc aussi prégnante que celle de l'acceptation du projet par le voisinage.

- Une partie du potentiel de densification au sein des espaces bâtis n'est tout simplement pas mobilisable car ne faisant pas l'objet d'une vente, d'une cession ou de démolition/reconstruction. Le renouvellement de la ville se réalise de manière spontanée au travers d'opérations majoritairement privées dans le cadre du fonctionnement du marché immobilier local. La maîtrise foncière incertaine et la complexité des procédures rendent aléatoire la programmation régulière de logements, d'activités ou de services.

Toutes les capacités d'urbanisation calibrées par le Plan Local d'Urbanisme à l'horizon 2030 n'ont évidemment pas été consommées en moins de deux ans. En termes quantitatifs, le renouvellement urbain produit ses effets pour l'instant. En revanche, en termes qualitatifs, les résultats du renouvellement sont plus probants en termes de densification que de diversification de l'offre de logements ou d'activités économiques au sein des espaces déjà urbanisés. Nous constatons donc que le renouvellement urbain ne permet pas en l'état de répondre aux besoins de mixité des fonctions et des logements en ville.

1.2 Au regard de la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones

Parmi la vingtaine de périmètres d'urbanisation complémentaire figurant au Plan Local d'Urbanisme, le secteur de la Constance est le plus à même d'accompagner dans le temps la production régulière et indispensable des logements, activités et services. Il n'existe pas d'autres secteurs ayant ces caractéristiques au sein des zones déjà urbanisées.

En effet, le projet de la Constance concerne un vaste secteur d'environ 100 hectares où la maîtrise publique est importante, résultat de la politique foncière issue de la Zone d'Aménagement Différée (créée en 1996), et où la ville, via une Zone d'Aménagement Concerté, a donc les moyens d'agir notamment pour un développement équilibré de l'habitat et des équipements. Les aménagements prévus seraient bien évidemment difficiles à mettre en place, voire impossibles à envisager sur les seuls secteurs du renouvellement urbain. Seul un effet de seuil d'opération d'aménagement permet de programmer et financer ces équipements.

Par sa localisation géographique en continuité de la ville, ce secteur répond également au critère de maîtrise et de limitation des déplacements, avec des possibilités de liaisons adaptées au développement des transports collectifs (relations avec les quartiers ouest et sud, la Pioline, les Milles, Pôle d'activités).

Le projet de la Constance est aussi, d'un point de vue plus large au niveau du bassin d'emplois, une réponse en création de logements pour accompagner la création d'emplois. Aix-en-Provence est une commune toujours aussi attractive pour les entreprises et cette dynamique économique repose sur un accompagnement en matière d'habitat. Sans une offre de logements diversifiée et programmée à proximité des pôles d'emplois, les actifs continueront d'aller habiter de plus en plus loin, aggravant les conditions de circulation à l'approche d'Aix-en-Provence ou de son pôle d'activités chaque soir et matin.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Constance :

Le secteur de la Constance a été identifié depuis plusieurs décennies comme lieu d'accueil d'une future extension urbaine de la Ville d'Aix-en-Provence vers l'ouest. Le site s'étend sur presque une centaine d'hectares délimités par l'autoroute A8 au Nord, l'autoroute A51 de l'Est au Sud et le vallon de la Thumine à l'Ouest.

- Une Zone d'Aménagement Différée avait été créée dès 1996.

- En 2009, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a désigné ce site comme « un secteur à enjeu majeur pour le développement ». Dans ces conditions, la Ville a commandé en 2011 des études de faisabilité permettant de définir les bases d'un quartier durable proposant une offre d'habitat et d'activité adaptée aux besoins.

- Par délibération du Conseil Municipal d'Aix-en-Provence du 19 novembre 2012, la ville a décidé d'engager les études nécessaires à l'élaboration

d'un dossier de création d'une Zone d'Aménagement Concerté projetant de mettre en œuvre à la Constance une opération d'ensemble dont la programmation sera maîtrisée par la collectivité.

- Par délibération du 18 mars 2013, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a alors adopté les objectifs du projet d'aménagement de cette future Zone d'Aménagement Concerté et les modalités de la concertation qui doit précéder l'approbation du dossier de création. Ainsi, cette opération publique d'aménagement a pour objectifs principaux, d'une part, de répondre de manière significative à la demande de logements que connaît l'agglomération, et d'autre part, d'apporter des solutions pérennes en matière de création d'emplois par l'implantation d'activités tertiaires en lien avec la labellisation « French Tech ».

- Par délibération du 23 juillet 2015, le Conseil Municipal d'Aix-en-Provence a approuvé le Plan Local d'Urbanisme, et adopté le bilan de la concertation de la Zone d'Aménagement Concerté et son dossier de création. La ville d'Aix-en-Provence, entend aujourd'hui poursuivre le processus engagé pour le développement urbain du quartier de la Constance.

- Pour cela, la collectivité a concédé cette opération, par contrat d'aménagement daté du 15 septembre 2015, à la SPLA Pays d'Aix Territoires qui devra dans un premier temps établir le dossier de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté. Cet élément, constitutif du dossier réglementaire de l'opération, précisera notamment le programme des équipements publics à réaliser dans la zone, ainsi que le programme global des constructions.

- A cet effet, afin de définir le projet urbain de ce secteur, la ville a fait le choix d'organiser un concours international d'urbanisme en Novembre 2016.

En cohérence avec les principes d'aménagement des zones AU définis dans l'orientation 1.3.1 du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme, le projet de La Constance se veut exemplaire sur le plan de l'environnement, optimisant la consommation de l'espace, économe en énergie, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et ayant à cœur de préserver le patrimoine et les sites cézanniens les plus remarquables. Au total, moins du tiers de la superficie de la Zone d'Aménagement Concerté sera urbanisée pour permettre notamment la réalisation progressive, sur 15 ans, de 3500 logements. Elle n'impactera que les parties du site en déprise agricole et des espaces naturels ordinaires, pour partie déjà artificialisés (propriétés privées ou activités de loisirs) qui ne présentent pas d'intérêt paysager, environnemental ou patrimonial.

Ce nouveau quartier qui s'intègre dans l'armature urbaine aixoise et particulièrement dans celle des quartiers Ouest et Sud, proposera une offre d'équipements, notamment d'infrastructures adaptées aux ambitions et permettant même d'accroître l'efficacité de plusieurs dispositifs proposés à l'échelle de la Ville comme le

développement de la liaison nord-sud du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ou la mise en œuvre du réseau de chaleur... En continuité et en liaison avec les quartiers Ouest et les quartiers Sud, l'aménagement du secteur de la Constance permettra en particulier d'améliorer la circulation entre Jas de Bouffan et La Beauvalle.

La Zone d'Aménagement Concerté de la Constance permettra également de programmer des équipements de superstructure dont l'attractivité dépassera le périmètre de l'opération, voire de l'agglomération (Salle des Musiques Actuelles).

Ainsi, il est prévu le développement de 240 000 m² de surface de plancher de logements, soit 3 500 logements environ. Bien évidemment, tout ne se fera pas du jour au lendemain et l'urbanisation de ce secteur sera étalée dans le temps. En outre, les conditions de mixité sociale seront garanties par la production régulière de logements sociaux représentant au minimum 25% du total des logements conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et des logements intermédiaires.

Le dynamisme universitaire sera également renforcé par la création de logements étudiants et la mise en place d'équipements en synergie avec le campus numérique. Par ailleurs, les objectifs de mixité fonctionnelle et de création d'emplois seront également soutenus puisqu'une part non négligeable du programme est réservée à des activités tertiaires du secteur du numérique, dans le cadre de labellisation « FRENCH TECH » obtenue pour ce site.

Ces activités tertiaires innovantes seront en mesure d'apporter une réponse pérenne au déficit d'emplois affectant les quartiers ouest de l'agglomération aixoise. Plus de 70.000 m² de surface de plancher pour ces activités seront programmés et garantiront les objectifs fixés.

Enfin, le projet se veut exemplaire sur le plan environnemental. Il sera le théâtre d'innovations assurant le développement d'un quartier durable, pilote à l'échelle de la Ville permettant ici encore de déployer ambitieusement des dispositifs significatifs (déplacements alternatifs, mutualisation des énergies, technologie smart city...)

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

2. Les objectifs de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence

Les objectifs relatifs à l'ouverture à l'urbanisation du secteur Valcros-Constance

En cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD Orientation 1.3.1) qui dit « Compléter les besoins de la ville en matière

de développement par des extensions du centre urbain » en stipulant que « Le secteur de la Constance en lien direct avec les quartiers Ouest de la ville présente une véritable opportunité de répondre de manière significative aux besoins en matière d'habitat de la commune par un accroissement de l'offre de logements et d'équipements qui y sont liés. Dans ce secteur, la ville se donne les moyens d'agir pour un développement équilibré de l'habitat, prenant en compte les déplacements et les transports en commun et répondant au critère de maîtrise de l'énergie et d'optimisation de la consommation d'espace. Par ailleurs ce projet offre une réponse aux besoins d'emploi par le développement d'un secteur d'activités tertiaire, des services et des commerces, notamment dans le domaine de l'économie numérique. »

Les objectifs de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme, d'Aix-en-Provence afin d'ouvrir à l'urbanisation le secteur 2AU de Valcros-Constance sont ainsi de :

□ Répondre à la forte demande de logements et en particulier de logement social qui ne peut être satisfaite par le seul renouvellement urbain.

□ Participer à la dynamique économique de l'agglomération : offrir de l'emploi de proximité et dynamiser le quartier de la Constance avec notamment son Pôle numérique de dimension internationale, labélisé French Tech et dédié au e-commerce.

□ Renforcer l'offre d'équipements liés au futur quartier et au rayonnement de l'agglomération aixoise notamment en termes d'offre culturelle avec notamment la création d'une Salle des musiques actuelles ou sportive avec notamment un stade d'entraînement de rugby....

Intégrer le projet urbain dans son environnement, la mise en valeur du patrimoine bâti et la mise en scène des points de vues cézanniens, une composition selon les axes de vues sur le grand paysage et le respect de l'image d'Aix-en-Provence.

□ Mettre en œuvre une stratégie de mobilité adaptée : Permettre par ses infrastructures et équipements le développement du réseau de transport en commun et des modes doux de déplacement, l'ouverture de nouvelles infrastructures viaires, la lisibilité des entrées de ville, le passage d'un TCSP, la connexion à un réseau global de déplacement mode-doux qui sont des enjeux importants pour l'intégration du nouveau quartier au tissu urbain aixois.

□ Améliorer les fonctionnalités écologiques et paysagères de la zone périurbaine d'Aix-en-Provence par la réhabilitation de plusieurs hectares de milieu naturel et semi naturel.

Créer un quartier durable aux potentiels d'innovations : Intégrer la dimension climatique dans l'aménagement : l'ambition est de faire du nouveau

quartier de la Constance un laboratoire des innovations en termes de ville intelligente, de développement durable, de bien-être des habitants et de préservation des ressources (réseau de chaleur bois, énergies alternatives, isolation phonique et thermique de dernières générations, normes BBC etc.).

Les objectifs relatifs à la protection de la trame végétale

Il s'agit d'apporter une cohérence entre la protection de certains éléments de la trame végétale et la volonté d'ouvrir le secteur à l'urbanisation, comme le prévoit le PADD dans son orientation 3.2 : *« Renforcer le rôle du végétal comme élément majeur de la qualité paysagère, y compris dans les zones urbaines »* et *« Intégrer la trame végétale (masses boisées, ripisylves, haies et arbres d'alignement) comme élément structurant du projet urbain »*.

Ainsi, lorsque la trame végétale quand elle présente un intérêt paysager et écologique fort sera renforcée et les éléments de paysage remarquables autour des bastides sera préservé au regard du nouveau contexte d'urbanisation, il conviendra d'y apporter la protection adéquate (Espace boisé Classé ou élément éco-paysager). Par exemple, en présence de haies remarquables jusqu'alors non identifiées, notamment autour de la Bastide de Valrose et du Chemin de Valcros, il sera opportun d'assurer leur préservation pour leur conférer une valeur d'avenir en concordance avec l'orientation n°3.3 du PADD *« Préserver strictement les abords des sites à forte valeur patrimoniale et paysagère, notamment l'environnement bastidaire, les ensembles bâtis et sites remarquables »*

En revanche, lorsque la trame végétale présente des enjeux moindres, la protection lorsqu'elle existe pourra être reconsidérée notamment en regard de l'amélioration des éléments de desserte du secteur. Par exemple, afin d'aménager l'accès au futur parc situé dans le vallonnement, le projet d'un cheminement piéton amènera à reconsidérer la protection de la trame végétale au droit des emprises du chemin.

Les objectifs relatifs à la dérogation à l'interdiction de construire dans une bande de 100 mètres par rapport à l'autoroute A8, imposé par l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme (loi Barnier).

Le secteur de la Constance est bordé au Nord par l'Autoroute A8 qui, au droit du périmètre de l'opération, est frappée d'une bande d'inconstructibilité de 100 mètres, conformément à l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme qui prévoit : *« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et*

d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation».

L'objectif de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme est de réaliser une étude au titre de l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme dite «loi Barnier» qui justifiera en fonction des spécificités locales que des règles d'implantation différentes sont *«compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages»*.

Les objectifs relatifs au risque inondation

Le Plan Local d'Urbanisme a procédé à la qualification du risque inondation sur son territoire. L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Valcros-Constance, va conduire à réaliser des travaux de nature à modifier la configuration des écoulements hydrauliques.

L'objectif de la présente révision est d'adapter les cartes d'aléa et de risques en prenant en compte ces nouvelles conditions d'écoulement des eaux.

3. Les modalités de concertation

Les modalités suivantes sont proposées :

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix (<http://www.agglo-paysdaix.fr/>), dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône et affichage au siège du Territoire du Pays d'Aix et en mairie d'Aix-en-Provence.

- Mise à disposition au service accueil du Plan Local d'Urbanisme de la mairie d'Aix-en-Provence, 12 rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence d'un registre destiné à recueillir les observations du public.

- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public.

- Mise à disposition au service accueil du Plan Local d'Urbanisme de la mairie d'Aix-en-Provence, 12 rue Pierre et Marie Curie, rez-de-chaussée, 13100 Aix-en-Provence et sur le site Internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation et arrête le projet de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence .

- Une réunion publique dont les modalités d'organisation seront communiquées par voie de presse et d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La conférence intercommunale organisée par le Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 portant arrêt des modalités de la collaboration entre le Conseil de Territoire et la commune d'Aix-en-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

3. Qu'il est envisagé d'engager une procédure de révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence pour permettre de procéder à des adaptations portant sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU de Valcros-Constance, et dans ce cadre, sur les protections des éléments de la trame végétale, le risque inondation et la dérogation à la loi Barnier.
4. Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de révision sous la forme allégée.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie d'Aix-en-Provence. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	4
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	76
Majorité absolue	39
Pour	76
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard - CASTRONOVO Lucien-Alexandre

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

de BUSSCHERE Charlotte - LENFANT Gaëlle

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 124

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision allégée n°1 - Définition des modalités de collaboration avec la commune

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 7 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du code de l'urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du code de l'urbanisme, « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.* »

Une conférence intercommunale du Territoire doit ainsi être organisée, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Dès lors, Madame le Président du conseil de Territoire du Pays d'Aix a invité le Maire de Ventabren à participer à cette conférence.

Au cours de cette conférence qui s'est tenue le 15 mai 2018, les propositions formulées ont été examinées.

Les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren, débattues en conférence intercommunale, ont été finalisées comme suit :

Deux réunions ont été prévues afin d'examiner :

- 1 - Les propositions de la traduction réglementaire du projet de la révision allégée
- 2 - Les éventuelles adaptations du projet de révision allégée après enquête publique

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de révision allégée de son PLU.
- Que des modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren doivent être arrêtées par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix conformément à l'article L134-13 du code de l'urbanisme.

Délibère

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration entre la Métropole – Conseil de Territoire du Pays d'Aix et la commune de Ventabren dans le cadre de la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Ventabren, telles que présentées ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 125

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Prescription de la révision allégée n°1

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 7 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.

Dans la mesure où cette révision ne porte pas atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, il convient de prescrire une procédure de révision dite « allégée ».

En effet, conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme, « lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. »

Dans le cadre de cette révision allégée, les objectifs de la révision ainsi que les modalités de concertation doivent être définis, conformément aux articles L103-2, L103-3, L153-11 et L153-33 du Code de l'Urbanisme.

1 - Les objectifs poursuivis par la révision allégée :

supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.

2 – Les modalités de concertation

- Publication d'un avis d'ouverture de la phase de concertation dès l'approbation de la présente délibération sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix, et dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône,
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, 17 Grand'rue, d'un registre destiné à recueillir les observations du public,
- Mise à disposition d'une adresse électronique destinée à recueillir les observations du public,
- Mise à disposition au service urbanisme de la commune, 17 Grand'rue et sur le site internet du Territoire du Pays d'Aix d'un dossier des études en cours, complété au fur et à mesure de l'évolution de ces études, jusqu'à ce que le Conseil de la Métropole tire le bilan de la concertation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération cadre n° URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 15 mai 2018 arrêtant les modalités de la collaboration ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de supprimer la protection édictée par l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme sur deux parcelles afin de les rendre constructibles pour la réalisation d'une opération de construction inscrite au Contrat de Mixité Sociale.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite la révision selon la procédure allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren conformément à l'article L153-34 du Code de l'Urbanisme.

Article 2 :

Sont fixés les objectifs de la révision allégée tels qu'exposés ci-dessus.

Article 3 :

Sont définies les modalités de concertation telles que présentées ci-dessus.

Article 4 :

La présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un délai d'un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Ventabren. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 126

AVIS - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Engagement de la procédure de modification n°1

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la modification des Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Le Plan local d'Urbanisme de la commune de Ventabren a fait l'objet d'une révision générale approuvée par délibération en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 7 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de solliciter du Président l'engagement d'une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné afin de :

- Modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle ;
- Mettre en place d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans ;

- Modifier l'Opération d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Vignes Longues »,
- Modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H)

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La délibération cadre n° 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Ventabren du 7 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de modification du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Ventabren a sollicité l'engagement d'une procédure de modification du PLU pour permettre de modifier le périmètre de la zone Nh du Hameau Château Blanc suite à une erreur matérielle, de mettre en place une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur du Puits des Méjeans, de modifier l'Opération d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Vignes Longues », de modifier le zonage d'un secteur sur la ZAC de l'Héritière (modification d'une zone AU2Hd1 en zone AU1H).

- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification.

Délibère

Article unique :

Est sollicité du Président de la Métropole l'engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 127

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°2 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par

les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet de quatre modifications et une révision allégée. En date du 21 décembre 2017 ont été approuvées une déclaration de projet et la modification n°5.

Il s'avère nécessaire de prévoir d'engager une révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme des Pennes-Mirabeau dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur des Sybilles.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription de la révision allégée, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix .
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du code de l'urbanisme prévoit que le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la

révision allégée n°2 du Plan Local d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 128

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°3 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet de quatre modifications et une révision allégée. En date du 21 décembre 2017 ont été approuvées une déclaration de projet et la modification n°5.

Il s'avère nécessaire de prévoir d'engager une révision allégée n°3 du Plan Local d'Urbanisme des Pennes-Mirabeau pour transformer la zone NT où est située la ferme pédagogique en zone A afin de permettre le développement agricole de ce secteur.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription de la révision allégée, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du code de l'urbanisme prévoit que le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la révision allégée n°3 du Plan Local d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 129

Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau - Révision allégée n°4 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le PLU de la commune des Pennes-Mirabeau

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) des Pennes-Mirabeau a fait l'objet de quatre modifications et une révision allégée. En date du 21 décembre 2017 ont été approuvées une déclaration de projet et la modification n°5.

Il s'avère nécessaire de prévoir d'engager une révision allégée n°4 du Plan Local d'Urbanisme des Pennes-Mirabeau pour étendre la zone du Rout en zone A afin de prendre en compte la réalité du terrain et le potentiel agronomique de ce secteur.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription de la révision allégée, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau en vigueur ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du code de l'urbanisme prévoit que le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la révision allégée n°4 du Plan Local d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 130

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Paul-lez-Durance - Elaboration - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix

Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le PLU de la commune de Saint-Paul-lez-Durance

Il est rappelé que l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Paul-lez-Durance a été engagée par délibération en date du 29 juillet 2014. Le projet de PLU a été arrêté par délibération en date du 26 juillet 2017. Il a ensuite été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L 153-16 du code de l'Urbanisme puis soumis à enquête publique du 30 novembre au 30 décembre 2017.

La commune de Saint-Paul-lez-Durance a délibéré en date du 30 octobre 2017 pour autoriser la Métropole Aix Marseille Provence à poursuivre la procédure d'élaboration de son PLU communal. La Métropole Aix Marseille Provence a décidé de poursuivre cette procédure par délibération en date du 15 février 2018.

La procédure d'élaboration du PLU est, notamment, encadrée par les dispositions du code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du code de l'Urbanisme prévoit que « le conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires...

A l'issue de l'enquête publique, réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont présentés par le conseil de territoire aux maires des communes concernées. »

Ainsi, il est nécessaire, à l'issue de l'enquête publique, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle sont présentés les avis des personnes publiques, les observations du public et le rapport du commissaire enquêteur.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil Municipal de Saint-Paul-lez-Durance du 30 octobre 2017 autorisant la Métropole Aix Marseille Provence à poursuivre la procédure d'élaboration de son PLU communal ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant de la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 29 juillet 2014 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Aménagement de l'Espace et Mobilité du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix Marseille Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- Que le conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- Que l'article L.134-13 du code de l'urbanisme prévoit que le conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de

l'élaboration du Plan Local d'urbanisme de la commune de Saint-Paul-lez-Durance.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 131

AVIS - Déclaration de l'intérêt métropolitain d'opérations d'aménagement sur les Communes d'Aubagne, Lançon de Provence et des Pennes Mirabeau

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de politique de la ville, de renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Conformément à l'article L5217-2 du CGCT, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activité industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment habitat, politique de la ville, renouvellement urbain et liée à la valorisation du patrimoine naturel et paysager

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme dans son article L 300.1 définit les opérations et actions

d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain ,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain pour caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera significative ;
- le caractère innovant et /ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus et suite à la proposition des maires, les opérations d'aménagement suivantes sont reconnus d'intérêt métropolitain :

- « Antide Boyer – Bras D'or » dans le centre-ville d'Aubagne sur lequel ont été identifiés des enjeux de requalification et de redynamisation en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant, le développement d'équipements publics, d'emploi et d'habitat. Ce projet contribuera à l'affirmation du rôle d'Aubagne dans le système métropolitain.
- « Cœur de ville de Lançon Provence » basé sur la restructuration de la cave viticole ce projet représente un enjeu fort pour créer une centralité en articulation avec le noyau ancien et le centre Marcel Pagnol. La réalisation de ce projet représente également une opportunité pour la requalification des espaces publics. Afin de renforcer le lien urbain et fonctionnel du centre-ville, de consolider son statut de pôle

de centralité et de développer l'attractivité touristique du centre ancien.

- « Quartier du Pôle d'Echange Multimodal des Pennes Mirabeau », l'enjeu est la création d'un nouveau quartier de gare à proximité du nouveau pôle multimodal. Au-delà de l'amélioration des services de transport, le projet de pôle d'échanges doit permettre de recréer un quartier vivant, en modernisant les équipements et en améliorant l'environnement immédiat de la gare.

La Métropole en étroite collaboration avec les communes concernées engagera les études et démarches nécessaires visant à mettre en place les outils opérationnels adéquats permettant la mise en œuvre d'opérations d'aménagement métropolitaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.
- La délibération du conseil métropolitain n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain
- Que les trois sites répondent à des enjeux structurant mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville
- Que pour les trois sites sont pris en compte dans la définition des enjeux et des objectifs de programmation l'articulation habitat-transport et la mise en œuvre de démarches environnementales

Délibère

Article unique :

Sont reconnues d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement suivantes :

- « Antide Boyer – Bras D'or » dans le centre-ville d'Aubagne,
- « Cœur de ville de Lançon Provence »,
- « Quartier du Pôle d'Echange Multimodal des Pennes Mirabeau ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 132

Demande de subvention d'investissement relative à l'achat de bus 100% électrique de 12 mètres par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM

du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Métropole a lancé la mise en chantier du BHNS l'AIXPRESS.

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé par délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de 7.2 km reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais, desservira les grands quartiers

d'habitat social d'Aix-en-Provence, le centre-ville et les facultés. Les travaux de réalisation ont débuté en 2017 pour une mise en service prévue en septembre 2019.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération n°TRA010-1798/17/CM le programme suivant :

- acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12 mètres ;
- mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT) ;
- mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne ;
- travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions ont été confiées à la Régie RDT dans le cadre de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération n°TRA010-2749/17/CM.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat des 15 véhicules 100% électrique de 12 mètres est estimé à 15.000.000 € HT. Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du Rhône	50%	7.500.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de Métropole Aix-Marseille-Provence	50 %	7.500.000 euros HT
TOTAL	100 %	15.000.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°2015_A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix approuvant le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 15 bus 100% électrique par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 133

Demande de subvention d'investissement relative à l'achat d'autocars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La Navette Aix-Marseille par autoroute est la plus importante ligne interurbaine de France depuis de nombreuses années, avec plus de 2.6 millions de clients transportés en 2016. À elle seule, elle

représente, sur l'année 2016, près de 25% de la fréquentation totale du réseau Carreize.

Le contexte est très particulier sur cet axe qui est le plus fréquenté du territoire métropolitain, avec près de 150.000 déplacements par jour sur les autoroutes A51 et A7 et selon les données connues et régulièrement diffusées, la part modale du transport en commun (TER et Navette) est d'à peine 15% sur cet axe malgré ce fort niveau de fréquentation. La Navette bénéficie donc d'un fort potentiel de développement, auquel le développement de couloirs réservés va permettre de s'exprimer.

Toutefois, la saturation des gares routières d'Aix et Marseille ne permet pas de mettre en place des départs supplémentaires. La seule alternative (comme en 2004 avec l'usage de véhicule de 15m) est de mettre en exploitation des autocars de plus grande capacité. Un autocar à double étage permet d'offrir 37% de sièges en plus (92 selon la configuration contre 67 actuellement) et permet donc d'accueillir une fréquentation attendue à la hausse à nombre de départ inchangé.

Il est donc prévu dans le cadre du renouvellement du parc de la RDT d'acquérir 10 véhicules double étage.

L'achat de ces véhicules permettra :

- D'augmenter la capacité proposée d'un équivalent de 4.5 autocars de 15-mètres, soit 2 500 places supplémentaires chaque jour, dont 1 700 en Heures de Pointe (période matin / midi / soir)
- De pallier les surcharges déjà constatées ;
- D'économiser le coût salarial qui aurait occasionné un renfort à matériel inchangé ;
- De réduire des problèmes de saturation des gares routières en évitant la mise en place de véhicules supplémentaires ;
- D'améliorer le bilan carbone par passager grâce à une augmentation de capacité;
- De répondre aux contraintes environnementales, puisque ces nouveaux véhicules répondent tous aux normes Euro 6.

La RDT sollicitera, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Une convention tripartite viendra ultérieurement préciser les modalités de versement de la subvention octroyée.

Le coût prévisionnel de l'achat de cars double étage est estimé à 4.400.000 € HT.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Département des Bouches-du-Rhône	70%	3.080.000 euros HT
RDT agissant pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	1.320.000 euros HT
TOTAL	100 %	4.400.000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA010-2749-17-CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 approuvant l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT avec la Métropole ;
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, en date du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'achat de 10 cars double étage par la RDT pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui agit en qualité d'opérateur interne et pour le compte de son autorité organisatrice.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, autorise la RDT à solliciter, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Département des Bouches-du-Rhône pour l'obtention d'une subvention au titre du Plan Mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 134

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'Innovation Numérique ICAR

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Le programme ICAR se divise en deux axes complémentaires :

Le premier vise à unifier les systèmes de billettique et d'aide à l'exploitation. Au travers de ce premier axe, la Métropole disposera en 2020 d'un système modernisé permettant de fournir de l'information en temps réel sur tous les réseaux, un SAV clients à l'échelle du territoire mais aussi de faciliter l'uniformisation de la tarification.

Le deuxième axe vise quant à lui à généraliser l'usage à court terme des outils numériques pour faciliter le quotidien des voyageurs. Au travers de ce projet, la Métropole vise à ouvrir un ensemble de services numériques destinés au grand public avec notamment :

- Le calcul d'itinéraire multimodal temps réel
- La dématérialisation progressive des tickets sur les téléphones ;

- Le développement d'un accès facilité à une offre complémentaire de transport : parking, vélo, co-voiturage, autopartage ;
- La création de solutions collaboratives innovantes ;
- Le déploiement de services additionnels susceptibles de valoriser l'usage des transports en commun : accès gratuit pour les abonnés à des services de musique en ligne ou de consultation de séries.

Le programme ICAR a fait l'objet d'une délibération de création d'opération d'investissement n°2018103800 d'un montant de 28.000.000 € HT inscrite au Budget Annexe Transport lors du Conseil Métropolitain du 14 décembre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE (Plan Mobilité)	50 %	13.762.843 € HT
ETAT (Pacte Innovation Etat Métropole)	13,6 %	3.744.000 € HT
FEDER	4,6 %	1.275.500 € HT
METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	31,8 %	8.743.555 € HT
TOTAL	100%	27 525 898 € HT

Le taux de financement accordé par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône sera susceptible de varier selon les volets techniques développés, au sein du programme ICAR, et dans la limite de l'enveloppe financière affichée de 13.762.843 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 006-3244/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 créant l'opération d'investissement ICAR n° 2018103800 ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Section Investissements - Nature 1311- 1312-1313-

1317– Sous politique : C210, code opération 181070TP.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 135

Demande de subvention de fonctionnement pour la mise en œuvre d'une plateforme de Conseil en Mobilité et Accompagnement des plans de Mobilité sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nouveaux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Face aux enjeux prioritaires posés par la congestion du trafic routier - particulièrement dans le cadre lié aux activités professionnelles (domicile-travail / intra-zones d'activité) -, ainsi qu'au seuil critique des pollutions atmosphériques et de leurs conséquences étayées par un ancrage fort de l'autosolisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose la mise en œuvre d'une véritable plateforme centrale des Plans de Mobilité, capable de répondre aux attentes fortes du monde économique.

Cet outil constitue une réponse effective et concrète à un double besoin lié à l'exercice de la compétence Conseil en Mobilité :

Accompagner les entreprises dans leur mise en conformité avec l'obligation légale en matière de Plans de Mobilité, d'une part ; créer un instrument de conseil multi-usages (influence, changement comportemental et mesure de résultats de report modal), d'autre part.

L'objectif du projet de services est d'assurer l'accompagnement des référents d'entreprise chargés des démarches de mobilité depuis la phase de réflexion initiale jusqu'à la mise en œuvre et la promotion de la démarche, ainsi que pour la phase d'évaluation pour laquelle ils seront responsabilisés. L'objectif opérationnel est le report modal effectif de l'autosolisme thermique vers tous les autres modes de déplacement domicile-travail promus par la mise en œuvre de Plans de Mobilité d'entreprise(s) et d'administration (s) à l'échelle territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ces objectifs seront au cœur d'un dispositif d'assistance et support au service de la collectivité ainsi que des entreprises qui la sollicitent.

Ces services seront intégrés comme étant un composant de la palette de services de l'« Agence des Mobilités Métropolitaines » inscrite à l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'accompagnement et animation des démarches de mobilité en entreprise se décomposera en sous-ensembles :

- 1) Un service support, permettant de recueillir les demandes exprimées par les entreprises et d'assurer une assistance complète, doté d'un « portail » (numéro unique d'accès téléphonique et accès internet simplifié pour contact), assurant l'orientation des requêtes et diffusant les informations de premier niveau.
Il aura également un rôle d'assistance de la collectivité, pour l'enregistrement et le suivi de l'ensemble des démarches, véritable plateforme de gestion et observatoire des Plans de Mobilité ;
- 2) Un accompagnement, conseil et suivi individualisé à destination d'entreprises, administrations ou collectivités déjà engagées dans le cadre d'un PDM en cours, que ce soit individuellement ou à l'échelle de grandes zones et de Plans de Mobilité Inter-entreprises, ou à destination de démarches nouvellement initiées, avec un volet prospection pour cette dernière catégorie ;
- 3) L'accompagnement de la collectivité au sein d'une cellule pluridisciplinaire pour la relocalisation d'entreprises et l'aménagement ou requalification de zones, instaurée en partenariat avec les différentes Directions concernées par ces projets, dont la Direction du Développement Économique.

Ce conseil et suivi sera soutenu par des prestations de complément :

- La production de feuilles de route individualisées et cartographies,
- L'accompagnement individuel au changement modal,
- L'organisation et fourniture de petits déjeuners ou collations, support à des échanges sur les mobilités au sein des entreprises.

Entre autres axes d'intervention, la plateforme centrale assurera l'audit et l'enrichissement des Plans de Mobilité et l'incitation des entreprises à contractualiser avec l'AOM des objectifs d'engagement à des résultats.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

La mise en œuvre de cette opération et des services fournis sont estimés pour une durée de 3 ans, à 580 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce marché est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ADEME PACA	27.60 %	160 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	72.40 %	420 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la mise en œuvre d'une plateforme centrale des Plans de Mobilité, ainsi que des services de Conseil en Mobilité à destination des entreprises de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont elle aura la charge
- Qu'il convient de solliciter une subvention auprès de l'ADEME et de tout autre organisme

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et

à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette constatée est inscrite au Budget primitif 2018 et suivants du Budget Annexe « Transports » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement - Nature 748— Sous politique C260

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 136

Attribution d'une subvention à l'association Mobilitéées pour 2018 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des enjeux identifiés par son Agenda de la Mobilité, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives,
Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun constituent un des grands enjeux de l'attractivité de ces zones d'emploi.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent au sein d'une même zone pour réaliser un PDIE (Plan de Déplacement Inter Entreprises) par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de « conseil en mobilité » en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par la Métropole, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

L'association Mobilidées, créée fin 2012, a pour objectif la mise en œuvre du Plan de Déplacement Inter Entreprises (PDIE), élaboré collectivement avec les associations de la Zone Industrielle des Paluds sur Aubagne, la Zone d'Activités de la Plaine de Jouques sur Gémenos et la Zone Commerciale la Martelle/Pastre sur Aubagne qui représentent un des bassins d'activités parmi les plus importants de la Métropole en termes d'emploi avec près de 12000 salariés.

L'association assure la promotion, l'accompagnement et l'incitation à la mise en place des démarches et actions du PDIE auprès des responsables d'entreprises et des salariés.

Consciente de l'intérêt d'aborder ces questions de manière globale et de coordonner les démarches individuelles des entreprises soumises à l'obligation d'un Plan de Déplacements d'Entreprise, l'association permet :

- De favoriser le report modal vers les transports en commun et les modes de déplacement alternatifs pour les salariés, les clients et les visiteurs des entreprises et des établissements situés dans le secteur considéré ;
- D'améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes sur ce secteur.

Afin d'atteindre ce double objectif, l'association s'appuie sur un conseiller en mobilité salarié à plein temps, et met en œuvre des moyens de promotion, communication et sensibilisation, notamment :

- des animations thématiques ainsi qu'une animation majeure durant la semaine européenne de la mobilité
- des actions marketing ciblées auprès des différentes entreprises dans son périmètre pour la promotion des transports en coordination avec l'autorité organisatrice et Lepilote.com,
- des actions de promotion de l'autopartage et du co-voiturage,
- des actions de sensibilisation aux risques routiers du secteur et à la sécurité routière visant à favoriser les modes partagés

- un conseil en mobilité au service des entreprises du secteur
- des actions d'actualisation et suivi permanent du PDIE,

En cohérence avec la politique de soutien aux associations chargées du développement des Plans de Mobilité au sein des zones d'activité de son territoire, afin de consolider les résultats satisfaisants obtenu depuis 2012 et de poursuivre le déploiement du plan d'action du PDIE et plus largement le conseil en mobilité auprès des entreprises et des salariés, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter une aide de 40.000€ à l'association sous la forme d'une subvention de fonctionnement globale appuyée sur une convention annuelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence en faveur d'une amélioration de la mobilité de ses habitants

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement globale de 40 000 euros à l'association Mobilidées.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec l'association Mobilidées

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à la section fonctionnement du budget annexe transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous politique A710 - Nature 6574.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 137

AVIS - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la mise à disposition temporaire de la parcelle cadastrale CI80 - dépôt du réseau des Bus de l'Etang

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

Le terrain actuel où est implanté le dépôt de bus des Autobus de l'Etang a été acquis le 31 décembre 2012 à la société VEOLIA par l'EPF PACA dans le cadre de ses prospections foncières afin d'impulser les projets de développement urbain souhaités notamment par la Ville de Vitrolles et la Communauté du Pays d'Aix. Il a été provisoirement mis à disposition du SMITEEB par convention jusqu'au

1^{er} janvier 2016, dans l'attente de l'acquisition d'un terrain pour déplacer le dépôt.

Par délibération du 11 juin 2015, le Bureau de la CPA a décidé, en application des dispositions des articles L.300-4 et suivants du Code de l'Urbanisme, de confier à la SPLA Pays d'Aix Territoires, dans le cadre d'une concession d'aménagement, la réalisation de l'opération d'aménagement dénommée Vitrolles Cap Horizon, dont le périmètre est situé sur le territoire de la commune de Vitrolles, incluant la parcelle CI 80, où est installé le dépôt actuel.

Pour les besoins de l'opération qui lui a été confiée, la SPLA Pays d'Aix Territoires, s'est portée acquéreur auprès de l'EPF PACA d'une première tranche foncière dont fait partie la parcelle cadastrée CI 80.

L'EPF PACA, ancien propriétaire, avait consenti au profit du SMITEEB, occupant de ladite parcelle, une convention de mise à disposition de 3 ans à compter du 2 janvier 2013, dans le but de formaliser juridiquement la situation d'occupation du bien.

La SPLA Pays d'Aix Territoires, afin de régulariser à son tour l'occupation du bien dont elle est devenue propriétaire, s'est rapprochée du SMITEEB, substitué au 1 avril 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, a approuvé la convention de mise à disposition temporaire du terrain et autorisé le Président à la signer, avant le transfert définitif du dépôt de bus dans les nouveaux locaux actuellement en cours d'étude sur le terrain acquis en 2015 par le SMITEEB dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles.

Les conditions financières de la convention (article 8) fixaient l'indemnité d'occupation des lieux à 5 000 € par an et l'indemnité forfaitaire à 100 € par jour calendaire de retard jusqu'à la libération complète des lieux.

Cette convention prenant fin le 30 juin 2018, la Métropole sera dans l'incapacité de déménager l'actuel dépôt de bus à cette date, les nouveaux locaux n'étant pas encore construits sur le nouveau terrain de la Métropole.

Aussi, il convient de signer un avenant à la convention de mise à disposition temporaire afin de prolonger sa durée de 18 mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un avenant à la convention d'occupation de mise à disposition temporaire de la parcelle de terrain où est installé l'actuel dépôt de bus.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention, ci annexé, avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 138

AVIS - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SPLA Territoires Pays d'Aix en vue de la réalisation du dépôt de bus, alimenté au GNV, dans le quartier de l'Anjoly à Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a décidé de construire un dépôt de bus initié par le SMITEEB pour le réseau des bus de l'Etang sur un terrain situé dans le quartier de l'Anjoly à Vitrolles. Le déménagement du dépôt actuel, situé dans la zone des Estroublans libérera ainsi un terrain utile pour le projet d'aménagement CAP HORIZON.

Le projet inclut une alimentation des bus qui fonctionneront à l'avenir au gaz GNV à partir de la station GNV qui sera réalisée concomitamment sur le terrain mitoyen dans le cadre d'une DSP en cours d'étude. La Métropole s'inscrit ainsi dans la démarche de transition énergétique dont elle a posé les principes par délibération à son Conseil le 14

décembre 2017, conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

La Métropole a, par une précédente délibération du Conseil, approuvé la révision du programme de travaux et de l'enveloppe financière allouée à cette opération qui s'élève à ;

5 905 000 € HT soit 7 086 000 € TTC

6 195 000 € HT soit 7 434 000 € TTC (inclus les frais de maîtrise d'ouvrage cités plus bas)

Le présent rapport a pour objet de confier la réalisation de travaux de cet ouvrage soit à la SPLA Pays d'Aix Territoires sous forme d'un mandat de maîtrise d'ouvrage suivant le descriptif ci-après :

Le programme général de l'opération consiste en l'aménagement complet d'un terrain de 15 815 m² comprenant :

- un parking pour bus de 69 places équipées de bornes d'alimentation au gaz GNV à charge lente alimenté par un réseau sous haute pression soumis à déclaration ICPE au titre de la rubrique 1413 ,
- un parking pour véhicules légers de 70 places et divers équipements extérieurs (des auvents pour stationnement deux roues, pompes et DIB, une station de carburant soumise à la déclaration ICPE au titre des rubriques 1435/4734, une borne de distribution rapide de gaz GNV, une aire de lavage des châssis, un bassin de rétention des eaux pluviales...),
- un bâtiment de 2 091 m2 de surface totale constitué de bureaux et divers locaux sur deux niveaux ainsi qu'un atelier pour l'entretien des bus comprenant le matériel de sécurité classé en Atmosphère Explosive (ATEX) pour prévenir des risques du gaz GNV
- l'ensemble des réseaux nécessaires au bon fonctionnement des bâtiments et équipements

La SPLA Pays d'Aix Territoires assurera la mission de Maitrise d'Ouvrage pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément aux clauses de la convention jointe en annexe du rapport au Conseil.

Le choix justifié d'alimenter le dépôt de Bus en gaz GNV a pour conséquence l'arrêt de la mission de maîtrise d'œuvre initiale et la relance d'une consultation. Les services de la SPLA possèdent les capacités techniques et administratives de prendre en charge l'opération dans le respect du planning et du budget prévus.

La rémunération forfaitaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour assurer cette mission est de 290 000 € HT soit 348 000 € TTC correspondant à environ 5% du montant de l'opération hors maîtrise d'ouvrage (7 086 000 € TTC) le coût total de l'opération s'élève à 7 434 000 € TTC (frais de Maitrise d'Ouvrage inclus) .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 2013_A138 du Conseil de Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

Considérant

- La nécessité de confier la réalisation de cette opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires;

Délibère

Article 1 :

La réalisation du dépôt de Bus GNV à Vitrolles est confiée sous forme d'un mandat de maîtrise d'ouvrage à la SPLA Pays d'Aix Territoires, suivant les modalités de la convention du mandat annexée au présent rapport.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à l'opération n°2016800400 - Dépôt de Bus – Bus de l'Etang à Vitrolles d'un montant de 7 434 000 €TTC sont inscrits au Budget Annexe des Transports de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui présentera les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 139

Approbation du règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire 2018 2019

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

85 000 élèves pourront être pris en charge par la Métropole.

Un règlement des transports scolaires métropolitain pour la rentrée scolaire 2018-2019 applicable à tous les scolaires de la Métropole Aix Marseille Provence. Il définit les ayants droit et les conditions à remplir pour bénéficier du transport scolaire organisé par la Métropole Aix Marseille Provence, il définit aussi les modalités d'inscription et le rôle des différents acteurs , un règlement intérieur pour assurer la discipline et la bonne tenue des élèves enfin il définit aussi les ayants droits et les conditions à remplir pour bénéficier d'une participation financière aux frais de transport engagés par la famille en l'absence de transport public.

Ce règlement est joint en annexe.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers
Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver le règlement des transports scolaires applicable pour l'année scolaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Règlement des transports scolaires métropolitain applicable pour l'année 2018-2019.
Il annule et remplace tous les précédents

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2017 et suivants de la Métropole : Dépenses de Fonctionnement Nature 6287– Sous-Politique C220

**Après avoir pris connaissance du rapport, le
Conseil de Territoire en prend acte et le
transforme en délibération.**

2018 CT2 140

**Commission Intercommunale pour
l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-
Provence – Modification de la délibération
n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017**

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En vertu de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Dans ce cadre, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour

l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseil de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

Cependant, compte tenu des modifications intervenues dans les délégations de fonctions accordées aux Vice-Présidents et notamment l'octroi d'une nouvelle délégation de fonction en ce qui concerne le handicap, il est nécessaire d'actualiser et de modifier la composition de ce dernier collège.

Dans ces circonstances, il convient de modifier le point II-1-1 de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017, comme suit :

" II-1-1 Un collège composé de 11 Vice-Présidents et de 3 membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité :

- Mobilité, Déplacements, Transports
- Habitat, logement et Politique de la ville
- Espace Public et Voirie
- Territoire numérique et Innovation technologique
- Promotion et Développement du Tourisme
- Patrimoine, Logistique et Moyens Généraux
- Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce et Artisanat
- Sports et Equipements sportifs
- Equipements d'Intérêt Métropolitain
- Culture et Equipement culturels
- Ports et infrastructures portuaires
- Enseignement Supérieur, Recherche et Santé
- Emploi, Insertion, Economie sociale et solidaire
- Handicap

Tout autre Vice-président ou membre du Bureau métropolitain dont le domaine d'intervention viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement."

Les autres dispositions de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2143-3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/028/CM du 13 février 2018 portant abrogation de l'arrêté n°16/116/CM et délégation de fonction à Madame Martine CESARI en ce qui concerne le handicap.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Que, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseils de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité ;
- Qu'il est nécessaire de modifier la composition de ce dernier collège pour tenir compte des modifications intervenues dans les délégations de fonctions accordées aux Vice-Présidents et notamment de l'octroi d'une nouvelle délégation de fonction en ce qui concerne le handicap ;
- Qu'il convient ainsi de modifier le point II-1-1 de la délibération précitée, comme indiqué ci-avant ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification, telle qu'indiquée ci-dessus, du point II-1-1 de la délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Les autres dispositions de la délibération modifiée restent inchangées.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le
Conseil de Territoire en prend acte et le
transforme en délibération.**

2018 CT2 141

**AVIS - Approbation du programme technique
révisé pour la relance de l'opération de
construction du dépôt du réseau des bus de**

l'Etang passant au gaz GNV et situé dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix- Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a la charge de la construction d'un dépôt de bus pour le réseau des bus de l'Etang dans la zone de l'Anjoly à Vitrolles.

La Métropole a entériné par délibération du 19 octobre 2017 la construction d'une station GNV sur le terrain mitoyen de celui du futur dépôt. Cette station GNV permettra au réseau les bus de l'étang de s'inscrire dans la transition énergétique par un fonctionnement des véhicules au GNV. La Métropole se met ainsi en conformité avec les obligations imposées aux collectivités territoriales par la loi n° 2015-992 du août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et met ainsi en application le programme défini dans son agenda métropolitain de la mobilité adopté en décembre 2016.

A la date de la décision de construire une station GNV et de faire fonctionner le réseau des bus de l'Etang au GNV, le projet de construction du dépôt, initié par le SMITEEB, en était au stade de la consultation des entreprises pour l'attribution des travaux. Le marché de maîtrise d'œuvre, en cours d'exécution, a donc été résilié pour motif d'intérêt général, au vu de l'évolution du projet et de la nécessité d'apporter des modifications substantielles à de nombreux lots des CCTP travaux pour l'ajout d'alimentation en gaz et équipements de sécurité dans les ateliers et sur le parking.

Il convient à présent de proposer à l'assemblée délibérante, l'approbation du programme révisé pour relance de l'opération du dépôt du réseau des bus de l'étang intégrant les adaptations nécessaires au fonctionnement des véhicules au GNV.

Le programme général de l'opération consiste toujours en l'aménagement complet d'un terrain de 15 815 m² comprenant :

- un parking pour bus de 69 places,
- un parking pour véhicules légers de 70 places et divers équipements extérieurs (des auvents pour stationnement deux roues, pompes et DIB, une station de carburant soumise à la déclaration ICPE au titre des rubriques 1435/4734, une aire de lavage des châssis, un bassin de rétention des eaux pluviales...),
- un bâtiment de bureaux et divers locaux sur deux niveaux
- un atelier pour l'entretien des Bus
(Surface totale des locaux de 2 091 m²)

Mais par ailleurs, suite à la décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence de passer progressivement les bus de l'Etang lors de leur renouvellement à une motorisation adaptée au GNV des équipements complémentaires suivants préconisés dans un rapport rédigé par le BET SETEC doivent être intégrés au Programme révisé de l'opération de Dépôt de Bus ;

- des bornes d'alimentation au gaz GNV à charge lente pour chaque place de parking des bus et une borne d'alimentation rapide GNV, reliées par un réseau haute pression à la future station GNV poids lourds prévue d'être implantée sur le terrain mitoyen - soumises à déclaration ICPE au titre de la rubrique 1413

- divers équipements de sécurité complémentaires au projet seront installés dans les ateliers pour limiter les risques engendrés par les fuites de gaz GNV lors de l'entretien des bus Lanterneaux de désenfumage automatique et portes sectionnelles dont les moteurs seront classées ATEX à asservir au système de détection gaz pour assurer une ventilation naturelle suffisante / Installation de cloisons et portes coupe-feu entre locaux techniques et hall de maintenance / Arrêts d'Urgence , Eclairage de sécurité , diffuseurs lumineux et diffuseurs sonores à classer ATEX / Installation d'une détection Gaz avec deux détecteurs linéaires infrarouge ne Bas et en haut de l'Atelier comprenant trois seuils d'action suivant décret du 9 mai 1985 et du 7 décembre 1984

- du matériel permettant d'assurer une maintenance aisée sur les bus à motorisation GNV (création d'un pont roulant Atex 1 tonne / passerelle d'accès en toiture avec garde-corps sécurisé pour maintenance des circuits gaz /)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'approuver le programme technique révisé pour la réalisation de la construction du dépôt des Bus de l'Etang, destinés à être motorisés au GNV.

Délibère

Article unique :

Est approuvé, le programme technique, de l'opération pour la réalisation de la construction du dépôt des Bus de l'Etang.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 142

AVIS - Approbation de l'avenant n°1 à la convention avec le SMED 13, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie et de communication électronique réalisé à l'occasion du projet de BHNS d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et le parc relais du Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix-en-Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands

équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares routière et ferroviaire, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Dans le cadre de ces aménagements urbains, pour des raisons d'ordre esthétique mais aussi de sécurité et de fonctionnalités, les réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique doivent être enfouis sous certaines voiries de la Ville d'Aix-en-Provence. Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu le 20 juillet 2017 une convention (n°17/0525) de financement de travaux avec le Syndicat Mixte Energie du Département des Bouches du Rhône (SMED 13), seul compétent pour procéder à l'enfouissement des réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique, nécessaire à la réalisation du programme.

La convention susvisée, préalablement approuvée par la délibération n°005-1927/17/BM du Conseil de Métropole, a restreint le périmètre d'intervention du SMED 13 pour ces opérations d'enfouissement des réseaux à l'avenue Robert Schuman (Aix-en-Provence) et a fixé la participation financière de la Métropole à hauteur de 400.000 € maximum.

Depuis l'entrée en vigueur de la convention, le 28 août 2017, les études diligentées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'aménagement général du projet de BHNS ont mis en évidence la nécessité d'élargir au Boulevard du Coq d'Argent et à l'Avenue Maurice Blondel la mission d'enfouissement dévolue au SMED 13 par la convention n°17/0525, initialement limitée à l'avenue Robert Schuman.

L'élargissement du périmètre des travaux d'enfouissement des réseaux aériens de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique augmente logiquement le coût global de l'opération pris en charge par la Métropole.

Initialement fixé à hauteur de 400 000 €, le montant maximal pris en charge par la Métropole est à rehausser à hauteur de 479 236 € (+79 236€), étant entendu que ce dernier montant comprend d'une part le montant hors taxe des travaux sur les réseaux électriques, pour lesquels le SMED13 récupérera la TVA, et d'autre part le montant toutes taxes comprises des travaux sur les réseaux de communications électroniques pour lesquels la TVA sera due par la Métropole.

Afin d'intégrer ces diverses modifications, il vous est proposé d'approuver l'avenant n°1 à la convention n°17/0525 dont l'objet est d'élargir le périmètre d'intervention du SMED 13 au Boulevard du Coq d'Argent et à l'Avenue Maurice Blondel et d'ajuster en conséquence les conditions financières résultant de ces modifications.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les Statuts du Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches du Rhône modifiés et approuvés par Arrêté Préfectoral du 26 janvier 2006 ;
- La délibération n° 2004-33 du Comité Syndical du SMED13 du 23 novembre 2004 précisant les modalités financières de maîtrise d'œuvre du syndicat ;
- Le Cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches du Rhône, signé le 11 mars 1994 ;
- La convention cadre de partenariat entre Orange et le SMED13 approuvée le 22 février en Comité Syndical du SMED13, et signée le 15 avril 2005 ;
- La délibération n°005-1927/17/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 mai 2017 approuvant la convention entre le SMED 13 et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress;
- La convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 entre la Métropole et le SMED 13 et entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention n°17/0525 conclue le 20 juillet 2017 entre la Métropole et le SMED 13, entrée en vigueur le 28 août 2017, relative au financement des travaux d'enfouissement des réseaux de distribution publique d'énergie électrique et de communication électronique réalisés à l'occasion du projet de BHNS L'Aixpress.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux d'enfouissement sur le nouveau périmètre élargi listé ci-dessus pour un montant complémentaire de 79 236 €.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ledit avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section d'investissement du budget Annexe Transport – opération n° 2017266300 BHNS Ligne B – nature 21728.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 143

Approbation d'une convention relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches du Rhône

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1er janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions régies par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports
- Dans le cadre de sa politique tarifaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence propose aux élèves âgés de moins de 26 ans, une réduction sur le tarif des abonnements annuels sur le territoire de la Métropole. Pour exemple, le prix de l'abonnement annuel applicable à un élève boursier est ramené à 50 % du tarif de l'abonnement.

Par conséquent, pour l'attribution des aides au transport, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite accéder aux données informatisées de l'Inspection Académique, répertoriant les élèves sur le territoire de la Métropole. Ces données seront transférées au service Administration Scolaire qui vérifiera la scolarité de l'élève et appliquera immédiatement le tarif préférentiel auquel l'élève peut prétendre. Ces données sont :

- le fichier des élèves contenant tous les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours

- le fichier « Bourse » relatif aux boursiers d'état des collèges et lycées publics et privés âgés de moins de 26 ans au 1^{er} septembre de l'année en cours

L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi Informatique et libertés. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera leur sécurité et leur confidentialité.

L'inspection Académique transmettra les codes d'accès à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention prévoit la mise à disposition du fichier des élèves et du fichier « bourses » à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente convention prévue pour une durée de quatre ans renouvelable une fois par tacite reconduction pour une nouvelle période de quatre années.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de sa politique tarifaire, attribue des aides au transport aux élèves de sa compétence
- La nécessité de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accéder à la base de données informatisée de l'Inspection Académique

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention jointe en annexe relative à la mise à disposition de données informatisées concernant les élèves scolarisés dans les collèges et lycées publics et privés sous contrat des Bouches du Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa mise en œuvre.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville – Habitat

2018 CT2 144

Bilan 2017 des actions réalisées au titre de l'Habitat

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Au titre de sa compétence « Habitat », le Territoire du Pays d'Aix a soutenu plusieurs projets en 2017 afin de favoriser le développement d'une offre locative sociale et la réhabilitation de logements dans le parc de logements sociaux publics et privés.

Les actions ayant bénéficié d'un soutien du Territoire du Pays d'Aix visent essentiellement des aides financières à destination :

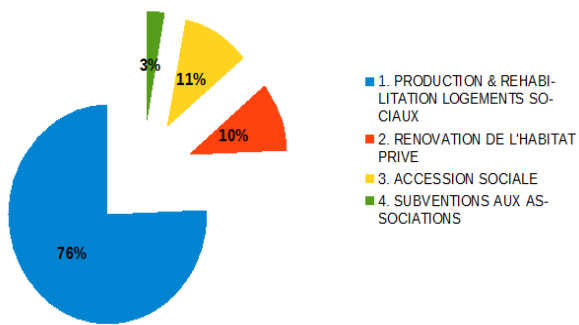
- D'organismes de logements sociaux pour des opérations de production ;
- De particuliers pour encourager des propriétaires privés à réhabiliter et/ou adapter leurs logements et s'inscrire, pour certains, dans une démarche locative à loyers maîtrisés, notamment après vacance du logement et/ou sortie d'insalubrité ; ou pour favoriser l'accession de primo accédants répondant aux critères d'éligibilité du Prêt à taux zéro « PTZ + ».

Les chiffres clés de l'année 2017

- 1 091 logements sociaux agréés dans le cadre de la Délégation des Aides à la Pierre
- dont 569 logements sociaux financés par le Pays d'Aix en 2017 (constructions neuves) pour un montant de près de 5.8 millions d'euros.
- 569 logements sociaux financés (constructions neuves) pour un montant de près de 5.8 millions d'euros
- Plus de 200 000 euros accordés au titre du surcoût foncier.
- 181 propriétaires occupants et bailleurs aidés dans la rénovation de leurs logements, pour un montant de près de 450 000 euros.
- 273 ménages ayant accédé à la propriété avec l'aide du Pays d'Aix pour un montant de 842 000 euros.
- Plus de 280 000 euros mobilisés pour le suivi animation du Programme d'Intérêt Général « Mieux habiter, Mieux Louer ».
- 53 façades rénovées avec une participation financière du Pays d'Aix de plus de 62 500€.
- Plus de 228 000 euros de subventions aux associations.
- 15 logements réalisés en Accession Sociale ayant bénéficié d'une aide du Pays d'Aix d'un montant de 150 000 euros.

Ainsi, en 2017, l'engagement financier du Pays d'Aix (correspondant aux délibérations prises durant l'année) en faveur des actions Habitat s'est élevé à plus de 7,6 millions d'euros.

Ventilation des montants votés en 2017



Toutes les aides du Territoire sont déclinées dans les documents annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article unique :

Il est pris acte du bilan 2017 des actions mises en œuvre par le Territoire du Pays d'Aix au titre de sa compétence Habitat.

**Après avoir pris connaissance du rapport, le
Conseil de Territoire en prend acte et le
transforme en délibération.**

2018 CT2 145

**Attribution de subventions d'équipement à la
commune de Meyrargues dans le cadre des
opérations façades**

Madame le Président soumet au Conseil du
Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par la CPA représente le quart de la subvention totale versée aux propriétaires. La participation de la CPA est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Une nouvelle demande de la ville de Meyrargues a été reçue par le Territoire du Pays d'Aix.
Au vu des justificatifs fournis, la participation du territoire, au titre des opérations façades, est sollicitée à hauteur de 3 741 euros.

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée Par la commune	Montant de la subvention accordée Par le Pays d'Aix
MEYRARGUES	4	53 249 €	19 765 €	16 024 €	3 741 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A020 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2002 relative à l'aide aux propriétaires engageant des travaux de ravalement de façades ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide d'un montant total de 3 741 euros par le Territoire du Pays d'Aix à la commune de Meyrargues dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire 4451 (fonction 50 - nature 2041412).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 146

Approbation d'une convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA pour le dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, le Territoire du Pays d'Aix soutient financièrement les actions en faveur de l'accès au logement dans le parc privé menées par l'Association Logement Pays d'Aix (ALPA).

Le dispositif PAS (Propriétaire Pays d'Aix Solidaire) est un dispositif de mobilisation du parc privé vacant visant à sécuriser et à inciter les propriétaires de logements vacants à réhabiliter leurs logements et à les louer dans des conditions de loyer maîtrisé et de permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable. L'action de l'ALPA repose sur la mobilisation de logements sans travaux (ou avec des travaux légers d'entretien) ou sur la captation de logements avec travaux.

Une première expérience réussie en 2011 et 2012 a conduit le Territoire du Pays d'Aix à un partenariat avec l'ALPA par le biais d'une convention d'objectifs qui s'achève en mai 2018.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre ce dispositif de mobilisation de logements afin de permettre aux populations de condition modeste de résider de manière durable dans les villes et villages dont ils sont issus, le parc public ne répondant pas à tous les besoins en logement. L'enjeu de ce programme de caution solidaire est de rechercher des solutions au sein du parc privé en rendant cette offre accessible aux personnes de condition modeste. Il vise d'une part à offrir aux locataires un suivi personnalisé et adaptable à leurs besoins et d'autre part à garantir les bailleurs contre un défaut de paiement de loyers ou des dégradations, éléments qui peuvent encourager une vacance prolongée.

Ainsi, le Pays d'Aix propose une nouvelle convention d'objectifs ayant pour objet la prospection des logements, la prise à bail et la gestion courante des logements, l'accompagnement des ménages à l'entrée dans le logement pendant au minimum 12 mois. L'association « ALPA » devient locataire de logements dans le parc privé pendant une durée déterminée, en vue de les sous-louer à des ménages de condition modeste et ainsi faciliter leur accès à un logement par le glissement du bail à leur nom.

Cette convention concernera l'ensemble du Territoire du Pays d'Aix pour une durée de 3 ans, du 1er juin 2018 au 31 décembre 2020.

Les atouts de ce dispositif sont de :

- Rassurer et accompagner les propriétaires ;
- Pérenniser la location et ainsi faciliter la sécurisation du paiement des loyers ;
- Mutualiser les compétences et l'articulation avec les dispositifs et opérateurs existants, particulièrement le PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer ».

L'objectif quantitatif de l'action porte sur un volume de 18 (minimum) à 20 logements par an, majoritairement des logements de type 1 – type 2 – type 3 (60%).

L'objectif qualitatif de conventionnement à atteindre est fixé entre 25 % (minimum) et 50 % de logements conventionnés. Le Territoire encourage vivement l'association à atteindre la fourchette haute de l'objectif et ainsi dépasser le taux de conventionnement réalisé sur la période de l'opération 2013 - 2017 (25%).

L'ALPA aura pour objectif de louer les logements conventionnés Anah sans travaux et/ou les logements non conventionnés. L'association peut également repérer des logements susceptibles d'être conventionnés avec travaux, qu'elle orientera vers le PIG « Mieux Habiter – Mieux Louer ».

Dans le cas de location de logements « sans travaux » ou « avec travaux d'entretien légers », non éligibles aux crédits Anah, engagés par l'ALPA pour lever des freins et inciter la mise en « Intermédiation Locative Sociale », l'ALPA pourra solliciter une aide financière du Pays d'Aix pour la prise en charge de fournitures et d'équipements à hauteur de 35 % du coût du matériel acquis en vue des travaux (le coût d'heures d'intervention d'agents techniques de l'ALPA ne pourra être pris en charge).

Le budget général de l'action se porte à 723 581€ pour la période couverte par la convention.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est fixée à 421 451 €, soit 58% du coût total prévisionnel, répartie annuellement selon le tableau suivant :

	2018	2019	2020	TOTAL
Coût annuel	101 451 €	160 000 €	160 000 €	421.451 €

Du fait de la fin de la première convention d'objectifs avec l'ALPA en mai 2018, l'action se déroulera sur 7 mois en 2018. L'enveloppe annuelle 2018 a ainsi été proratisée.

Les modalités de versement se feront par acompte dans la limite de 80 % de subvention votée sur demande du bénéficiaire puis par le versement du solde de 20% sur production des pièces justificatives suivantes : compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée et rapport d'activité annuel.

Pour 2018 :

N° GU	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
2018_00496	Association Logement Pays d'Aix (ALPA)	Mobiliser le parc privé vacant et permettre aux populations de condition modeste d'y résider de manière durable	191 336 €	137 527€	101 451€	101 451€	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier,
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mobiliser le parc privé vacant et de favoriser l'accès au logement des ménages en difficulté.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 101 451 euros pour l'année 2018 pour la mise en œuvre du dispositif de mobilisation du parc privé « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'ALPA

relative au dispositif de « Gestion locative personnalisée et accompagnement des ménages ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, ligne de crédit 1016 - imputation 50 - 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 147

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Aide plafonnée à 4 000 € versée à tout organisme bancaire qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt bonifié. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Publié chaque trimestre, il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix.

- **Une aide directe à la personne**

Portée par le notaire de l'opération (l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui précisera qu'elle sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat), le montant de cette aide s'élève aujourd'hui à **2 500€** au lieu de 4 000 € proposé initialement (délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété).

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 28 aides directes à la personne, soit un montant de 70 000 euros ;
- 6 prêts bonifiés au Crédit Foncier, soit un montant maximum de 24 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 70 000 euros aux 28 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2:

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec le Crédit Foncier, le versement d'une subvention globale maximale de 24 000 euros pour la mise en œuvre d'6 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition de l'accédant cité dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (553-20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 148

Projet d'aménagement du secteur Bel Ombre à Bouc-Bel-Air – Approbation de la maquette financière du projet pour les travaux d'extension du groupe scolaire, de réhabilitation de la bastide et d'aménagements extérieurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En décembre 2013, la commune de Bouc-Bel-Air a sollicité l'intervention foncière de l'EPF PACA dans le cadre d'une préemption sur la base des conventions multi-sites en place sur le Territoire du Pays d'Aix depuis 2005.

L'étude de capacité réalisée sur le secteur a permis de définir une programmation prévisionnelle en terme de densité et de production de logements, notamment sociaux, correspondant aux critères des opérations d'habitat d'intérêt communautaire tels que définis dans la délibération n°2011_A100 du Conseil communautaire de la CPA du 30 juin 2011.

Cette opération qui revêt une réelle importance pour la commune, a été identifiée dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (PLH) du Pays d'Aix, comme opération exemplaire, contribuant à sa mise en œuvre.

L'étude préalable a aussi permis d'estimer le déficit d'opération à hauteur de 3,1 M€, correspondant à la participation financière que la Communauté du Pays d'Aix a délibéré (délibération n°2015_A326 du 17 décembre 2015) pour soutenir ce projet.

Dès lors, un appel à projet a été conduit par l'EPF PACA, propriétaire du foncier afin de retenir l'opérateur qui réaliserait le projet le plus respectueux des contraintes communautaires liées au PLH, et des attentes de la commune au regard de son Plan Local d'Urbanisme, garant d'un développement maîtrisé et soucieux de conforter Bouc-Bel-Air dans son statut de « Ville Nature ».

Le projet retenu permettra in fine :

- la réalisation de 120 logements diversifiés (immeubles collectifs, maisons individuelles et collectives) dont 50 % de logements locatifs sociaux ;
 - la réhabilitation de la bastide existante pour y installer des services publics ;
 - l'extension du groupe scolaire ;
- et la réalisation d'aménagements extérieurs (parkings, voiries, mail et places publiques).

En terme d'aménagement, cette opération permet à la commune d'intervenir dans un tissu résidentiel et de densifier une dent creuse de 2,8 ha aux caractéristiques de parc paysager en développant du logement et sans augmenter sa tâche urbaine.

Les caractéristiques de ce projet de greffe urbaine respectueuse de l'environnement, prenant en compte des critères écologiques et énergétiques performants, répondent à toutes les dimensions du développement durable. A ce titre, le projet a été retenu par la Région PACA, dans le cadre du Contrat Régional d'Équilibre Territorial (2018-2020) sur l'axe « Accompagner et impulser la transition écologique et énergétique » et bénéficiera d'un soutien à hauteur 1,14 M€ correspondant à 20 % du coût total de l'objectif estimé à 5,85 M€ HT.

Le Territoire du Pays d'Aix interviendra sur les travaux du groupe scolaire, la réhabilitation de la Bastide et des aménagements extérieurs, sur la base des estimations suivantes :

	Extension École	Réhabilitation Bastide	Aménagements Extérieurs
Études pré-opérationnelles	200 000 € HT	72 500 € HT	12 000 € HT
Foncier	2 980 000 €	pm	pm
Travaux	2 000 000 € HT	725 000 € HT	120 000 € HT
TOTAL	5 180 000 € HT	797 500 € HT	132 000 € HT

La commune de Bouc-Bel-Air va approuver ces modalités de participations lors de son Conseil Municipal du 28 mai 2018.

L'échéancier relatif à la participation du Territoire s'établit de la façon suivante :

En €	2018	2019	2020	2021
Extension École	200 000 € (études)	2 980 000 € (foncier/travaux)	2 000 000 € (travaux)	
Réhabilitation Bastide			72 500 €	725 000 €
Aménagements Extérieurs			12 000 €	120 000 €
Participation Territoire du Pays d'Aix	200 000 €	900 000 €	1 400 000 €	600 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A326 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'aménagement « Bel Ombre » sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'accompagner la réalisation d'une opération d'ensemble favorisant la création de logements sociaux, par l'extension d'un groupe scolaire, la rénovation d'une bastide destinée à recevoir un équipement public, ainsi que des travaux d'aménagement extérieurs des travaux d'aménagement extérieurs.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les principes de financement pour l'extension d'un groupe scolaire, la rénovation d'une bastide destinée à recevoir un équipement public, ainsi que des travaux d'aménagement extérieurs nécessaires au développement du quartier Bel Ombre de la commune de Bouc-Bel-Air, en favorisant la création de logements locatifs sociaux.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisation de Programme DI903AP.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville – Politique de la ville / Cohésion sociale

2018 CT2 149

AVIS - Protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil communautaire de la CPA du 12 Novembre 2015 a été décidé l'approbation du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

Celui-ci avait été approuvé par le conseil d'administration de l'ANRU du 16 juillet 2015 et actualisé à la date du 4 novembre 2016.

Le présent rapport concerne le protocole modificatif de préfiguration territorial des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

En application de la loi du 21 février 2014, consacrant les intercommunalités comme pilotes des Contrats de Ville aux côtés de l'État et des

communes, la Communauté du Pays d'Aix a engagé la construction d'une dynamique partenariale de dimension communautaire pour bâtir un cadre d'intervention favorisant une plus forte mobilisation des acteurs en direction des quartiers prioritaires. Cette construction s'est inscrite d'une part, dans l'esprit de la réforme, appelant à une plus forte intégration, transversalité et démocratisation de la gouvernance du Contrat de ville, et d'autre part, dans l'optique de l'affirmation du projet de territoire du Pays d'Aix dans l'espace métropolitain.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le quartier d'Encagnane pour la commune d'Aix-en-Provence et celui des Pins pour Vitrolles ont été retenus comme opération d'intérêt régional par le conseil d'administration de l'ANRU du 21 avril 2015.

Le protocole modificatif de préfiguration des projets de rénovation urbaine constitue une annexe du contrat de ville. C'est une étape de contractualisation du projet de renouvellement urbain, il permettra de préciser des engagements programmatiques ou financiers formels de l'ANRU, dans le cadre d'une convention d'engagement. Ce protocole modificatif, comme l'initial, est destiné à financer un programme d'études et des moyens d'ingénierie et permet la conception de projets urbains de qualité et la définition des conditions de leur faisabilité et de leur réalisation. Ce protocole doit être élaboré à l'échelle intercommunale et les signataires sont l'État, l'ANRU, les communes d'Aix-en-Provence et de Vitrolles, la Caisse des Dépôts, l'Anah (si des enjeux en matière d'habitat privé sont identifiés), Région et Département, les principaux maîtres d'ouvrage pressentis de la future convention de renouvellement urbain (organismes HLM et co-financeurs éventuels).

L'évolution des projets des deux communes nécessitent, avec l'accord de l'ensemble des partenaires signataires, des modifications, celles ci portent sur :

- ajout d'un signataire : le Conseil Régional ;
- mise en conformité réglementaire du contrat avec le document type ;
- article 4.2 et 9.2 : fusion de deux études urbaines et économiques sous maîtrise d'ouvrage Ville de Vitrolles et fusion des montants financés par l'ANRU ;
- article 4.2 et 9.4 : fusion de deux études économiques, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Vitrolles, et fusion des montants financés par la CDC ;
- article 4.2 et 9.4 : suppression de la ligne « étude flash de valorisation économique de proximité (commerces et marché) », sous maîtrise d'ouvrage ville de Vitrolles ;
- article 5 : ajout d'une autorisation de démarrage anticipée de l'opération de

restructuration de l'école Jean Giono à Encagnane à Aix-en-Provence ;

- article 9.5 - modalités de financement par d'autres partenaires : ajout de la participation Région ;
- article 11 : modification du calendrier du protocole ;
- § 13.3.2 : ajout du montant de participation de l'Anah au Plan de Sauvegarde ;
- les annexes 7, 8, 9, et 10 ;
- annexe Dérogation Aix école Giono ;
- ainsi que les annexes 7, 9 et 10 mises à jour.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- L'arrêté du 15 septembre 2014 portant approbation du règlement général de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'ANRU des contrats de ville et des protocoles de préfiguration ;
- La délibération n° 2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, relative à l'approbation du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les modifications à apporter au protocole de préfiguration signé en date du 15 décembre 2015.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole avec l'ensemble des partenaires et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 150

Attribution de subventions dans le cadre de la Programmation du Contrat de Ville du Pays d'Aix 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi du 21 février 2014 reconnaît et valorise les habitants comme des partenaires essentiels de la Politique de la Ville dans le cadre de la co-construction du contrat et des projets s'y rapportant ainsi qu'aux démarches de suivi et d'évaluation. Actuellement, huit conseils citoyens ont été mis en place sur l'ensemble des quartiers définis comme prioritaires que sont : Beisson, Corsy, Encagnane et le Jas de Bouffan pour la commune d'Aix-en-Provence ; le logis Notre Dame pour la commune de Gardanne ; le centre ancien pour la commune de Pertuis et le secteur centre et la Frescoule pour la commune de Vitrolles.

Au titre de sa compétence politique de la ville et dans le cadre du contrat de ville communautaire, le Territoire du Pays d'Aix a adopté, par délibération n°2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015, le principe d'aides financières aux

actions liées à l'accompagnement de conseils citoyens constitués.

Dans le cadre de l'appel à projets communautaire lancé en novembre 2017, les associations : Compagnons Bâtisseurs Provence, Appui Recherche et Éducation pour la négociation locale sur les environnements et Moderniser Sans Exclure Sud ainsi que la Ville de Vitrolles proposent des actions liées à l'accompagnement des conseils citoyen et des habitants autour des projets urbains. Des comités techniques communaux se sont tenus au mois de février 2018 et le comité technique du Territoire du Pays d'Aix s'est tenu le 12 mars. Le comité de pilotage du 22 mars 2018 a validé ces actions qui s'inscrivent dans le processus d'élaboration et de suivi du contrat de ville communautaire.

Les associations suivantes s'inscrivent pleinement dans cette orientation. Il est ainsi proposé de les soutenir financièrement, selon la répartition proposée ci-dessous :

N° GU	Association	Actions	Budget global de l'association	Budget global de l'action	Subvention sollicitée au Contrat de Ville	Subvention TPA proposée par le comité de Pilotage	Convention d'objectifs ou/ou non
2018_581	APPUI RECHERCHE ET EDUCATION POUR LA NEGOCIATION LOCALE SUR LES ENVIRONNEMENTS	Appui et formation aux conseils citoyens d'Aix	210 840 €	15 663 €	15 000 €	5 000 €	Non
2018_582	APPUI RECHERCHE ET EDUCATION POUR LA NEGOCIATION LOCALE SUR LES ENVIRONNEMENTS	Appui au conseil citoyen Pertuis	210 840 €	5 549 €	5 000 €	4 000 €	Non
2018_640	COMPAGNONS BATISSEURS PROVENCE	ATELIERS DE QUARTIERS : Auto réhabilitation accompagnée et insertion sociale par le logement	2 324 450 €	143 132 €	15 000 €	2 000 €	Non
2018_ville_vitrolles	VILLE DE VITROLLES	Des conseils citoyens actifs et durables à Vitrolles : mission de coordination et d'animation année 3		32 774 €	16 387 €	5 000 €	Non
2018_755	MODERNISER SANS EXCLURE SUD	Accompagnement à la mise en œuvre d'un conseil citoyen actif, créatif et durable - Gardanne	118 577 €	14 800 €	12 000 €	4 000 €	Non
						TOTAL	20 000 €

De plus, la loi du 21 février 2014 pose l'obligation de l'évaluation des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale pour la période 2015-2020.

Une mission d'accompagnement a été confiée par convention au Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA afin d'accompagner les 6 territoires de la Métropole dans la réalisation de l'évaluation des contrats de ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une règle de répartition financière a été appliquée pour estimer la participation financière de chacun des territoires. Cette règle prend en compte pour un tiers la superficie du territoire, pour un autre tiers son potentiel fiscal et enfin, pour le dernier tiers, sa population. La participation financière de la Métropole est estimée à 370 000€ sur 3 phases.

La phase 1 de l'accompagnement a démarré à la signature de la convention, en octobre 2017, et se terminera le 31 décembre 2018. Elle a donné lieu au versement d'un acompte de 45 %, soit 67 500€, au CRPV PACA dont 27 500€ par le Territoire du Pays d'Aix et d'un solde de 55 %, soit 82 500€ , dont 3 700€ à verser cette année par le Territoire du Pays d'Aix. Il est proposé de verser au CRPV PACA, pour le Territoire du Pays d'Aix, le montant suivant qui correspond à sa participation financière au solde de la convention 2017-2018 :

N° GU	structure	Actions	Budget global de la structure	Budget global de l'action cv (3 phases)	Subvention sollicitée au Contrat de Ville (Phase 1)	Subvention TPA proposée par le comité de Pilotage CDV	Convention d'objectifs oui/non
GIP	Centre de Ressources pour la Politique de la ville - PACA	Accompagnement à l'évaluation des contrats de ville de la Métropole Aix Marseille Provence		526 800 €	240 000 €	3 700 €	OUI
				TOTAL	3 700 €		

La participation du Territoire du Pays d'Aix au financement des cinq projets déposés dans le cadre de la programmation du Contrat de Ville 2018 et au solde de la convention entre la Métropole et le CRPV PACA s'élève à 23 700 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La délibération n°2015_B250 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 qui déclare d'intérêt communautaire le

principe d'aides financières aux actions liées à la mise en place de conseils citoyens et à leur accompagnement dans le cadre du contrat de ville communautaire ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au vote du règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°DEVT 013-2609/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 qui approuve la convention de partenariat avec le GIP du Centre de Ressources pour la Politique de la Ville PACA pour la réalisation de l'évaluation des contrats de ville 2015-2020 ;
- Le comité de pilotage du Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix du 22 mars 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 19 avril 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix propose le financement de cinq projets au titre de la programmation 2018 du Contrat de Ville communautaire du Pays d'Aix et une participation financière pour le solde de la convention avec le CRPV PACA dans le cadre de l'évaluation du Contrat de Ville.
- Que ces cinq projets ont fait l'objet d'un avis favorable pour un financement du Territoire du Pays d'Aix au Comité de Pilotage du 22 mars 2018.
- Que la convention de partenariat signée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le CRPV PACA, dans le cadre de l'évaluation des Contrats de Ville, prévoit le versement d'un solde dont la participation du Territoire du Pays d'Aix est estimée à 3 700€.
- Que le montant total de la participation financière du Territoire du Pays d'Aix pour les cinq projets et le solde de la convention avec le CRPV PACA est attribuée dans la limite de l'enveloppe prévisionnelle voté au budget.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées deux subventions à l'association Appui Recherche et Education pour la Négociation

locale sur les Environnements (ARENES) pour ses actions « appui et formation aux conseils citoyens d'Aix » pour la commune d'Aix-en-provence d'un montant de 5 000 euros et « Appui au conseil citoyen » pour la commune de Pertuis d'un montant de 4 000 euros.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'association Compagnons Bâisseurs Provence pour son action « ateliers de quartiers : auto-réhabilitation accompagnée et insertion sociale par le logement » sur la commune d'Aix-en-Provence d'un montant de 2 000 euros.

Article 3 :

Est attribuée une subvention à la ville de Vitrolles pour son action « des conseils citoyens actifs et durables à Vitrolles : mission de coordination et d'animation » d'un montant de 5 000 euros.

Article 4 :

Est attribuée une subvention à l'association Moderniser Sans Exclure Sud pour son action « accompagnement à la mise en œuvre d'un conseil actif, créatif et durable » sur la commune de Gardanne d'un montant de 4 000 euros.

Article 5 :

Est attribuée une subvention de 3 700 euros au GIP Centre Ressources pour la Politique de la Ville PACA, correspondant à la participation financière du Territoire du Pays d'Aix au solde de la phase 1 de la convention 2017-2018, dans le cadre de sa mission d'accompagnement des territoires dans l'évaluation des contrats de ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à ces dossiers.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 1022 (imputation 65748) et sur la ligne 1775 (imputation 657341).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 151

AVIS - Attribution d'une subvention à l'association SOS Femmes pour 2018 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

SOS Femmes 13 est une association créée en 1976 œuvrant à la lutte contre les violences conjugales.

Dans le cadre de ses missions, SOS Femmes 13 assure :

- Sur le Territoire du Pays d'Aix. La mise en œuvre des permanences d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des femmes victimes de violence (Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis, Gardanne, Bouc-Bel-Air) ; l'animation du réseau, sur cette thématique, des institutionnels et des professionnels du secteur social et de la santé (Aix-en-Provence, Bouc-Bel-Air, Gardanne) ; la participation au protocole de lutte contre les violences conjugales mis en place par le Parquet d'Aix-en-Provence.

- Sur le Territoire du Pays de Martigues. La gestion d'une structure d'accueil, lieu d'écoute et d'accompagnement des victimes de violence conjugale (Port-de-Bouc), avec 8 places d'hébergement d'urgence.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, SOS Femmes 13 sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 63 000 euros

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 28 800 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 12 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000,
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant de 40 800 euros, au titre de l'exercice 2018 à l'Association SOS Femmes 13.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs ci-annexée, définissant les conditions d'octroi de cette subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole se répartissant comme suit :

- pour 28 800 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix
- pour 12 000 euros sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 152

AVIS - Attribution d'une subvention au profit de l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale APERS - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'APERS est une association créée en 1980 qui est agréé par le Ministre de la Justice.

Dans le cadre de ses missions, l'APERS met en oeuvre des postes d'intervenant social au sein des commissariats et des brigades de gendarmerie pour l'accueil des victimes d'infractions pénales sur les Conseils de Territoire du Pays d'Aix (Aix-en-Provence, Bouc Bel Air, Gardanne, Peyrolles-en-Provence, Trets, Vitrolles), du Pays de Martigues (Martigues) et du Pays Salonais (Salon de Provence, Berre l'Etang) et du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence (Istres et Miramas). Il s'agit de mettre à disposition de l'ensemble des publics s'adressant aux commissariats et aux brigades de gendarmerie concernés, une écoute spécialisée, une évaluation et une orientation appropriée à la problématique rencontrée, ainsi que de pouvoir apporter une réponse immédiate aux situations de détresse.

Par ailleurs, afin de favoriser l'accès aux droits, l'aide et l'information des victimes d'infractions pénales, l'APERS met également en place des permanences d'accueil de juristes et de psychologues au sein de la Maison de Justice et du Droit d'Aix-en-Provence et dans d'autres structures du territoire concerné (Aix-en-Provence, Gardanne, Les Pennes Mirabeau, Vitrolles) ainsi que sur le territoire Istres-Ouest Provence (Miramas, Istres et Port-Saint-Louis-du-Rhône). Il s'agit, par ces permanences, de garantir à toute victime d'infraction pénale la compétence d'un service spécialisé dans l'accueil, le soutien, l'aide aux démarches, l'accompagnement dans la procédure judiciaire, l'aide à la constitution de dossiers CIVI ou d'aide juridictionnelle, le soutien psychologique ou l'orientation sur des services spécialisés si nécessaire

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, l'APERS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 149 520 euros.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande, en accordant les montants suivants :

- 66 960 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 31 000 euros pour Territoire Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

La dépense en résultant serait imputée sur l'état spécial de chaque territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence des aides octroyées par les personnes publiques pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations dans le domaine de l'accès au droit et de l'aide et l'accompagnement des victimes qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique en matière de prévention de la délinquance.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'un montant total de 112 960 euros à l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs, ci-annexée, à conclure avec l'Association de Prévention et de Réinsertion Sociale.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole et se répartissent comme suit :

- 66 960 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
- 31 000 euros pour Territoire Istres-Ouest Provence
- 15 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	80
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	80
Majorité absolue	41
Pour	80
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activités

2018 CT2 153

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence - Approbation d'une convention de participation aux équipements publics de la ZAC avec la Société RD ADAPTATION

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence d'une superficie de 36ha a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires en février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation.

Les nouvelles constructions pouvant être érigées sur les terrains privés se situant dans le périmètre de ZAC sont soumises à des participations conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme. En effet, cet article stipule que « Lorsqu'une construction est édifiée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone. La convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire ou de lotir ».

Le montant des participations pour la ZAC de Lenfant a été fixé à 59,86 €/HT/m² de surface de plancher par délibération n°2012_A109 du Conseil communautaire de la CPA en date du 12/07/2012 dans le cadre de la modification du dossier de réalisation et de la détermination du montant des participations aux équipements publics de la ZAC.

La société RD ADAPTATION souhaite créer un bâtiment à usage de bureaux et un atelier pour l'adaptation de véhicules pour les personnes à mobilité réduite représentant au total une surface de plancher (SDP) de 477m². Ainsi, il convient d'approuver une convention tripartite entre le constructeur, la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole fixant le montant de la participation à 28 553,22€HT et définissant les conditions et modalités de son versement

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°2009-A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 confiant l'aménagement de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2010-A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2012-A109 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012 approuvant la modification du dossier de réalisation et le montant des participations aux équipements publics de la ZAC ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

5. Qu'il convient de faire participer la société RD ADAPTATION au coût des équipements publics de la ZAC conformément à l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention à conclure entre la société RD ADAPTATION, la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 154

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Lot AP1 - Constitution d'une servitude de tréfonds pour le passage du réseau d'eau pluviale

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil, le Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 a décidé de céder les lots AP1 et AP2 d'une surface totale de 18 000 m² au groupement GSE/AXTOM/BMF afin de développer un projet de promotion immobilière. Ce programme va permettre de proposer des locaux d'activités modulables, à la vente et à la location, à des PME/PMI ainsi qu'aux entreprises sortantes de la pépinière d'entreprises Michel Caucik à la recherche de solutions de sorties locales.

Un compromis de vente a été signé le 16 novembre 2017 et le promoteur a d'ores et déjà obtenu son permis de construire sur le AP1 sur lequel il a démarré une pré commercialisation.

A l'occasion des investigations préalables aux travaux, il s'avère qu'une canalisation d'eau pluviale traverse en partie le terrain à céder. Cette

canalisation permet de diriger les eaux collectées dans la noue jusqu'au bassin de rétention limitrophe au lot AP1. Les emprises publiques à proximité sont inadaptées pour accueillir le réseau.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'assainissement d'eau pluviale sur le lot AP1 (cadastré AY1226) est donc nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien et ses réparations et éviter toutes dégradations.

L'acquéreur a donné son accord pour inscrire cette servitude dans l'acte authentique de vente notarié.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°2004_A025 du Conseil communautaire de la CPA du 6 février 2004 déclarant d'intérêt communautaire l'opération ;
- La délibération n°2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n°ECO 023-2457/17/BM du Bureau de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la cession des lots AP1 et AP2 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la servitude de tréfonds doit être constituée pour le passage du réseau pluvial sur le lot AP1.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une servitude de tréfonds pour le passage du réseau d'eau pluviale sur le lot AP1 et son inscription dans la réitération de la vente par acte authentique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à la constitution de cette servitude et à l'instauration des obligations d'entretien du talus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 155

Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2 - Réservation d'un lot

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La ZAC de la Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation vont démarrer au second trimestre 2018 s'étendra sur 13ha et permettra de créer 10ha environ de surfaces cessibles. Cette opération dont l'objectif est d'apporter une réponse au besoin en fonciers d'activités pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales est réalisée en régie et le Territoire du Pays d'Aix en assure directement la commercialisation qui a démarré en 2017.

Ainsi, plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités et notamment l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT, transporteur routier qui souhaite développer sa

branche logistique en complément de son site de MALLEMORT qui ne peut plus recevoir d'activités supplémentaires.

Cette société a été agréée par le comité de pilotage du 19 septembre 2017 et une offre de cession de terrain à 55€HT/m² lui a été transmise par courrier.

Les conditions de cession et notamment la surface précise du projet devant encore être précisées par l'entreprise, il est proposé de leur réserver une emprise foncière de 1,5ha sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2.

La délibération de cession, qui permettra de préciser toutes les conditions de réalisation de la vente, sera présentée lors d'un prochain Bureau de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L311-4 et R331-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La décision du comité d'agrément en date du 19 septembre 2017 ;
- L'avis de la Commission de territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT entre dans les objectifs de la

ZAC et qu'il a obtenu l'agrément du comité de pilotage.
Délibère

Article unique :

Est approuvée la réservation d'une emprise foncière de 1,5ha sur la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 pour le projet immobilier de l'entreprise TRANSPORTS BISCARAT.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 156

Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre ville, sur le secteur Cassin, qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet

agrément, le comité de pilotage de la ZAC, examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni les 1^{er} et 22 février dernier pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantations.

Sur la partie industrielle et artisanale, quatre nouveaux projets ont reçu un avis favorable du comité de pilotage :

- Alfagel, qui souhaite bâtir ses locaux de production de glaces, sur le lot 38 d'une surface de 6 543 m² ;
- Le groupement composé des sociétés Buste, installations électriques et domotiques, et Ecological Construction, entreprise de bâtiment avec matériaux écologiques, qui souhaite acquérir le lot 35 d'une surface de 2 374 m² ;
- La société MGP véhicules récréatifs, qui conçoit des fourgons aménagés, et qui se positionne sur le lot 37 d'une surface de 2 049 m² ;
- Monsieur Pintore, entreprise d'électricité, actuellement implanté dans le périmètre « Cassin » et qui se délocalise sur le lot 36 d'une surface de 2 580 m².

Les lots seront vendus au prix de 65 € HT/m², conformément aux prix de vente de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;

- La délibération n°20013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- L'avis du comité de pilotage de la ZAC des 1^{er} et 22 février 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les Comités de Pilotage des 1^{er} et 22 février 2018 ont donné un avis favorable à ces projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

Sont agréés comme acquéreurs :

La SCI Olisy, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, du lot 18 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 135€ HT/m² ;
 La société Génération B, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, du lot 19 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 135€ HT/m² ;
 La société Alfagel, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, du lot 38 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 65€ HT/m² ;
 Les sociétés Buste et Ecological Construction, ou toute personne physique ou morale que ces dernières se réservent de désigner, du lot 35 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 65€ HT/m² ;
 La société MGP véhicules récréatifs, ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, du lot 37 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 65€ HT/m² ;
 Monsieur Pintore, ou toute personne physique ou morale que ce dernier se réserve de désigner, du lot 36 sur la ZAC de la Burlière à Trets, dans l'attente du bornage définitif, au prix de 65€ HT/m² ;

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 157

Zone d'Aménagement Concerté de la Burlière à Trets - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agrément de preneur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière, d'une superficie totale de 23 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2010. Cette dernière a en charge l'aménagement et la viabilisation de la zone d'activités ainsi que sa commercialisation. Cette opération, qui va permettre de créer 12,5 ha de foncier d'activités cessible, est divisée en deux parties : un premier secteur en continuité de la zone existante dont la vocation est d'accueillir des activités commerciales, et un second secteur aménagé pour accueillir de petites activités industrielles et notamment celles situées à proximité du centre-ville qui pourraient se délocaliser sur la ZAC.

Le projet d'implantation de l'enseigne GIFI sur les lots 21 et 22 de la ZAC a été agréé au Conseil de Territoire du 23 juin 2016. Depuis, un permis de construire est en cours de finalisation. Afin de sécuriser les accès et conformément aux contraintes imposées dans le cadre des

autorisations de la CDAC, GIFI doit nécessairement séparer les flux de véhicule et ainsi prévoir un accès VL pour la clientèle et un accès poids lourds pour les livraisons et le fonctionnement technique.

L'accès principal de l'ensemble du lot est prévu au nord par la voirie publique de la ZAC. Toutefois, le terrain est également bordé à l'ouest par une parcelle d'environ 465 m² non aménagée et réservée à la réalisation d'une future voie publique. Cette voie, prévue dans les équipements publics de la ZAC permettra à terme de relier la zone au lotissement commercial de la Burlière déjà existant. Or, les négociations pour acquérir les autres terrains nécessaires à la réalisation de cette voie n'ont pas encore pu aboutir. L'emprise foncière restant en attente, et afin de permettre à GIFI de réaliser son projet dans les meilleures conditions, il est proposé de leur louer ce terrain pour l'accès livraison.

Une convention d'occupation précaire, à titre onéreux et sans limitation de durée, sera donc signée entre la SPLA et GIFI jusqu'à ce que la voie publique soit réalisée. GIFI effectuera tous les travaux nécessaires à la circulation de ses véhicules.

Conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, location seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ».

Le comité de pilotage de la ZAC, réuni le 22 février dernier, a donné un avis favorable à la location par convention d'occupation à titre précaire du terrain à GIFI pour un montant de 500€TTC/an, soit 41,6 €TTC/mois. Il s'agit donc d'agréer GIFI comme preneur de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°20013_A265 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 approuvant le dossier de réalisation

de la ZAC et le programme des équipements publics ;

- La délibération n°2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA du 29 septembre 2010 décidant de confier la réalisation de la tranche 1 de la ZAC de la Burlière à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 permettant d'étendre le périmètre de concession à la totalité de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_100 du Conseil de Territoire du 23 juin 2016 agréant GIFI pour l'acquisition des lots 21 et 22 sur la ZAC de la Burlière ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 22 octobre 2010 et notamment son article 25 ;
- L'avis du comité de pilotage de la ZAC du 22 février 2018 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 22 février 2018 a donné un avis favorable à la location d'un terrain à GIFI pour la réalisation d'un accès dans le cadre de son projet sur la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

La société GIFI ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréée comme preneur du terrain de 465 m² bordant le lot 21 sur la ZAC de la Burlière à Trets pour un prix de 500€TTC/an.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77

Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 158

Zone d'Aménagement Concerté de la Bertoire 2 à Lambesc - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de la Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite des agréments d'acquéreurs en vue de céder deux lots à deux entreprises.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage du 22 février 2018 a examiné les demandes des deux entreprises suivantes :

- L'ANGA (KINASOLAR) spécialisée dans l'installation d'équipements permettant de produire des énergies renouvelables qui souhaite acquérir le lot 20 bis d'une surface avant bornage de 1 652m², au prix de 55€HT/m² soit 90 860€HT afin de construire un atelier et un entrepôt.
- L'AE2C propriétaire du lot 13 qui souhaite pour des raisons techniques et de faisabilité de leur projet acheter une bande de terrain de 157m² supplémentaires détachée du lot 13 bis au prix de 70€HT à la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Les prix de cession de ces lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 22 février 2018 a donné un avis favorable à ces deux projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Sont agréées :

- La société LANGA (KINASOLOR) ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, comme acquéreur du lot 20 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 55€HT/m².
- La société AE2C ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner comme acquéreur d'une parcelle à détacher du lot 13 bis sur la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc au prix de 70€HT/m².

Article 2 :

Madame le Président du territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 159

Réhabilitation de la ZI des Estroublans à Vitrolles - Tranche 2 - Bilan de clôture et quitus donné au mandataire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la réhabilitation de la Zone Industrielle des Estroublans à Vitrolles, la Communauté du Pays d'Aix, par délibérations des 24 octobre 2003, 22 octobre 2004 et 12 décembre

2008 avait validé le programme de travaux de la deuxième tranche de la requalification.

Les études et le suivi des travaux ont été confiés à la Société d'Économie Mixte d'Équipement du Pays d'Aix (SEMEPA) par marché n° 3C04M0011 en date du 19 mars 2004.

Le programme consistait à :

- Réhabiliter les rues d'Helsinki et de Copenhague, l'avenue de Londres et une partie de l'avenue de Bruxelles,
- Réaliser deux bassins de rétention des eaux pluviales ;
- Créer un giratoire sur l'avenue de Londres ;
- Rénover le traitement du fossé pluvial longeant la RD9.

L'enveloppe globale affectée à cette opération s'est élevée à 12 395 486,68 € TTC dont 348 120,56 € TTC pour la rémunération de la SEMEPA.

Depuis 2009, les travaux sont achevés et les délais de garantie de parfait achèvement des ouvrages réalisés sont expirés.

Cependant, le groupement d'entreprises Guigues/EHTP/Trivella, titulaire du lot Terrassement-Réseaux Humides, avait saisi en novembre 2010 le Comité Consultatif Interrégional de Règlement à l'Amiable des Litiges (CCIRAL) puis, en septembre 2012 avait déposé une requête auprès du Tribunal Administratif de Marseille.

Ce contentieux, géré par la SEMEPA, s'est achevé en juin 2016.

Le 10 avril 2017, la SEMEPA a fait parvenir le décompte général définitif de l'opération faisant apparaître un solde créditeur au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence de 610 850,63€ TTC. Cette recette a été encaissée le 13 octobre 2017 sur titre de recettes n°456 – bordereau 113.

Le décompte général définitif de cette opération est établi comme suit :

Montant de l'enveloppe financière prévue à la convention :	12 289 990,14 € TTC
Montant de la rémunération versée à la SEMEPA :	348 120,56 € TTC

Recettes :	
Avances de la CPA :	12 359 897,00 € TTC
Produits financiers de la SEMEPA :	298 319,75 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	348 120,56 € TTC
Total des recettes :	13 006 337,31 € TTC

Dépenses définitives :	
Etudes :	60 439,33 € TTC
Travaux :	11 466 743,18 € TTC
Honoraires (géomètre, maîtrise d'oeuvre, CSPS) :	437 380,67 € TTC
Frais divers (publicité, reprographie) :	82 802,94 € TTC
Titre de recettes en faveur de la Métropole :	610 850,63 € TTC
Rémunération de la SEMEPA :	348 120,56 € TTC
Total des dépenses définitives :	13 006 337,31 € TTC

Solde disponible de la SEMEPA :	0,00 € TTC
Solde de l'opération :	0,00 € TTC

Par ailleurs, la SEMEPA, conformément aux dispositions de l'article 11 du cahier des clauses particulières du marché n°3C04M0011 passé avec la Communauté du Pays d'Aix, a sollicité le quitus pour l'exécution complète de sa mission.

Il est donc proposé aujourd'hui de délivrer quitus à la SEMEPA pour cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2003_A194 du Conseil communautaire de la CPA du 24 octobre 2003 validant le programme de travaux, le lancement du marché de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, ainsi que la création de l'autorisation de programme de 9 660 000 € TTC
- La délibération n°2004_B033 du Bureau communautaire de la CPA du 20 février 2004 approuvant la signature du marché de Maîtrise d'Ouvrage Délégée avec la SEMEPA ;
- La délibération n°2004_A232 du Conseil communautaire de la CPA du 22 octobre 2004 validant le programme de travaux modificatif de l'opération ainsi que l'augmentation de l'autorisation de programme à 10 660 000 € TTC ;
- La délibération n°2008_A160 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2008 validant le modificatif n°2 au programme de travaux ainsi l'augmentation de l'autorisation de programme à 12 660 000 € TTC ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, notamment en matière de réhabilitation des zones d'activités ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est adopté le bilan de clôture du marché n°3C04M0011 confié à la SEMEPA pour la réalisation de la deuxième tranche des travaux dans le cadre de la réhabilitation de la Zone Industrielle des Estroublans sur la commune de Vitrolles, sur la base du bilan financier présenté.

Article 2 :

Le quitus est donné à la SEMEPA pour l'exécution du marché visé dans l'exposé qui précède.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2018 CT2 160

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Pôle Capenergies - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières

d'avenir.

A ce titre, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle CAPENERGIES

Réunissant 530 membres, à l'échelle de 5 territoires (PACA, Corse, Guadeloupe, Ile de la Réunion et principauté de Monaco), le Pôle de compétitivité CAPENERGIES se positionne comme un important acteur de la transition énergétique. En phase avec la Loi sur la transition énergétique et les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) définies par la Région, le Pôle couvre trois Domaines d'Activités Stratégiques (DAS) :

- Economiser l'énergie : technologies de réduction des pertes énergétiques dans les bâtiments, systèmes de valorisation de la chaleur fatale, matériaux pour bâtiments en climat tropical....
- Gérer l'énergie de manière intelligente : solutions de pilotage et d'optimisation de la consommation, systèmes de stockage de l'énergie, solutions d'autoproduction, systèmes énergétiques autonomes ou embarqués...
- Produire de l'énergie décarbonée : optimisation des systèmes de production renouvelable, systèmes de production énergétique intégrés au bâti, R&D sur les énergies de demain...

Le programme d'action 2018 du Pôle s'articule autour de 4 axes :

- Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters
- Développement de projets et de produits
- Développement à l'international
- Formation et emploi.

Animation de l'éco-système et collaborations inter-clusters

Outil d'animation et de partage sécurisé, la plateforme collaborative AGORA permet la diffusion d'informations vers les membres et partenaires, l'échange entre membres et la mise à disposition d'un annuaire. Une version anglaise du site internet du Pôle est aujourd'hui en ligne. CAPENERGIES poursuivra également la communication moyennant sa lettre d'information « Energies et Territoires ».

Le Pôle est soucieux d'accueillir les nouveaux membres dans de bonnes conditions : chaque nouvel adhérent bénéficie d'un pré-diagnostic réalisé par l'équipe du Pôle et fait l'objet d'un article de présentation diffusé au réseau.

Pour 2018, le Pôle propose de conforter la veille stratégique et thématique, en s'appuyant sur des éditeurs spécialisés. Il renouvellera les Rencontres d'Affaires de Capenergies, événement qui remporte un succès grandissant chaque année. Cette manifestation permet en effet aux membres de rencontrer les grands Donneurs d'Ordre, des responsables de plate-formes technologiques, des investisseurs ainsi que des partenaires institutionnels. En 2017, 500 rendez-vous d'affaires ont été réalisés en une demi-journée.

CAPENERGIES a également développé des collaborations inter-pôles et inter-clusters : partenariats avec les pôles « énergie » (Tenerdis, Derbi, S2E2, energivie), avec les Smart Grids French Clusters, l'association EA Eco-entreprises, le réseau Cleantech...

Développement de projets et de produits

Les objectifs opérationnels pour l'année 2018 se déclinent selon les axes suivants :

- Accompagnement des porteurs de projet de l'émergence jusqu'au financement : analyse des projets, diffusion d'appels à projets, réunions d'échange, aide à la constitution du consortium, identification des guichets de financement, suivi du dépôt de dossier, réunions de suivi, réflexion sur les suites à donner aux projets de R&D ;
- Pérennisation du processus de labellisation : le comité de labellisation a évolué en 2016, afin que le Pôle passe d'une logique d'« usine à projets » à « l'usine à produits ».Le nouveau comité a entraîné une augmentation du niveau d'exigence. Dans un souci de réévaluation des recettes privées du Pôle (conformément aux dispositions des contrats de performance), CAPENERGIES étudie la mise en place de « success fees » et le développement d'un service de valorisation plus poussé ;
- Suivi et promotion des projets financés, mesure de l'impact sur le territoire, mise en

ligne d'une fiche de communication sur les projets labellisés ;

- Accompagnement des entreprises pour la mise sur le marché de produits et services ;
- Organisation d'au moins trois événements par an, dédiés à l'innovation et à la commercialisation de produits et services innovants, ciblant notamment le stockage d'énergie, la biomasse et l'hydrogène ;
- Veille et communication sur les guichets de financement et appels à projets ;
- Participation à des jurys.

Développement à l'international

CAPENERGIES mène depuis longtemps des actions d'information et d'animation à visée internationale. Sur la base des recommandations de l'audit 2016, le Pôle a décidé de renforcer de manière significative ses actions internationales. Ainsi, il organise en février 2018 un colloque européen sur le thème Energy for Smart Mobility. Un groupe de réflexion sur la stratégie internationale et européenne a également été mis en place.

Parmi les actions programmées en 2018, il convient de citer :

- la veille internationale ;
- les réunions et partenariats internationaux : accueil de délégations étrangères, missions collectives inter-pôles avec Business France ou la DGE dans les zones à fort potentiel, partenariats avec le club APEX et le Club d'affaires franco-allemand, participation à des groupes de travail internationaux ;
- participation à trois Salons internationaux ;
- préparation de dépôts de projets européens ;
- suivi des actions institutionnelles post – COP21.

Formation et emploi

CAPENERGIES se positionne notamment sur l'accompagnement des organismes de formation, afin de conforter l'offre adaptée en la matière et de favoriser ainsi la montée en compétence des salariés des entreprises membres. Le Pôle accompagne également les structures de formation en alternance et participe aux enseignements de certains masters spécialisés. Il assurera en 2018 une formation d'initiation aux Smart Grids réservée aux agents des collectivités territoriales. Parallèlement, CAPENERGIES poursuit la cartographie des formations existantes.

En 2018, le Pôle a prévu de coopérer avec l'Observatoire Régional des Métiers sur la problématique des métiers relevant du secteur des Smart Grids. En partenariat avec Pôle Emploi et l'association Paul Emploi basée à Saint-Paul-lez-Durance, Capenergies s'impliquera à nouveau dans l'organisation du Forum « L'Energie pour l'Emploi »

où il représentera d'ailleurs des PME et TPE proposant des postes.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle CAPENERGIES, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 65.000 euros, représentant 6,78 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 957.968 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30.000 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 35.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

ACTION SPECIFIQUE REALISEE EN 2018 : FLEXGRID

Le Pôle CAPENERGIES assure également l'animation du programme FLEXGRID et des projets qui y sont associés.

Rappel du contexte :

Les « Réseaux Electriques Intelligents (REI) » constituent l'un des axes prioritaires de la Nouvelle France Industrielle, avec un objectif de 25.000 emplois et de 6 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2020. Dans cette perspective, le gouvernement a lancé, en avril 2015, un appel à projets national pour le déploiement à grande échelle des REI. Celui-ci prévoyait de déployer, à partir de 2017 et sur une période de 5 ans, sur un territoire significatif et représentatif, un ensemble d'équipements et de technologies de type Smart Grids, pour dynamiser le tissu économique local et faire de la zone une vitrine du savoir-faire français en la matière.

Après avoir déposé sa candidature en juillet 2015, la Région PACA a été sélectionnée en mars 2016 au titre du programme FLEXGRID.

Les projets FLEXGRID :

Le programme FLEXGRID répond à deux objectifs :

- aménagement et transition énergétique vertueux du territoire ;
- amélioration de l'offre industrielle française et du potentiel d'exportation.

Afin de mobiliser et d'accompagner les entreprises, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juillet 2016. A la suite de la pré-qualification de 300 offres proposées par 130 entreprises ou établissements, il a été procédé à la labellisation d'une soixantaine de projets.

Aujourd'hui, une quarantaine de projets sont mis en œuvre au titre du programme FLEXGRID suivis au plus près par le Pôle. 11 projets sont en gestation. Ces projets territoriaux ont été classés selon quatre rubriques :

- La « Smart Economie » : volet orienté vers l'optimisation et la flexibilité énergétiques de sites économiques clé de la région.

Parmi la quinzaine de sites économiques concernés, on trouve des data-centers, des sites industriels, des entrepôts et dispositifs de transport frigorifiques, des sites agricoles et touristiques... Les principaux enjeux sont l'autoconsommation EnR, le stockage de l'énergie, le pilotage dynamique des productions, du stockage et des consommations.

- Smart Cities et Territoires : sont visés des territoires à caractéristiques particulières (stations de montagne, espaces fluviaux, villes côtières, territoires isolés et insulaires), mais aussi la ville durable et l'habitat (par exemple gestion énergétique de logements sociaux, implication des habitants...). Les projets tendent à favoriser l'autoconsommation EnR, le stockage, le pilotage dynamique ainsi que les compteurs et réseaux de distribution intelligents.
- Les Smart Producteurs ENR : il s'agit de travailler plus particulièrement sur la complémentarité et la flexibilité des productions EnR, sur la problématique de stockage et les réseaux de transport d'électricité.
- La Smart Mobilité : recharge intelligente des véhicules électriques, déploiement de stations publiques et d'interfaces usagers, alimentation du réseau à partir des bornes, en période de pointe. Une de ces actions s'est portée sur le colloque « *la mobilité électrique intelligente intégrée au smartgrid* » les 15 et 16 février 2018 au Palais du Pharo à Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 15 000 € sur un budget de 147 327 € par la délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Une de ces actions s'est portée sur le colloque « la mobilité électrique intelligente intégrée au smartgrid » les 15 et 16 février 2018 au Palais du Pharo à Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence a attribué une subvention de 15 000 € sur un budget de 147 327 € par la délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Ces projets territoriaux sont renforcés par six projets transverses : acculturation et mobilisation de la société, mobilisation et accompagnement des entreprises, internationalisation, formation gestion des données et cybersécurité.

En terme d'investissements, ces projets sont chiffrés à 340 M€. L'écosystème FLEXGRID comprend à ce jour 150 entreprises partenaires de projets ou souhaitant fournir leurs solutions. Le programme leur offre en effet de la visibilité sur la demande et sur leurs offres, tout en leur facilitant l'accès aux marchés.

La gouvernance :

Lauréat d'un appel à projets national, le programme FLEXGRID fait l'objet d'un suivi annuel par les ministères concernés.

Au niveau régional, trois instances sont en charge du pilotage et de l'animation :

- Un Comité Stratégique comprenant la Région, l'État, les collectivités concernées, les gestionnaires de réseau, les entreprises du 1^{er} cercle, 2 PME, le CEA Tech, la Caisse des Dépôts et Consignations, les Pôles de compétitivité SCS et CAPENERGIES.
- Un Comité Opérationnel comprenant, outre les structures représentées au comité stratégique, les équipes projet des Pôles, l'ARII, l'ADEME et deux représentants du monde académique.
- Des Comités d'animation territoriale par grande zone, en charge de l'animation et du suivi des actions sur chaque territoire, dans un souci de cohérence territoriale : Nice Côte d'Azur, Aix - Marseille - Provence, Alpes – Vallée des énergies.

Communication autour de FLEXGRID :

La présentation et la promotion du programme FLEXGRID ainsi que la valorisation des projets et de leurs acteurs s'appuieront sur le site internet www.flexgrid.fr. lancé fin 2017, ce site sera finalisé courant 2018.

Il a vocation à adresser non seulement les parties prenantes du programme mais aussi les marchés de réplication et d'exportation. Il fera l'objet d'une version en langue anglaise et sera mis en relation avec le site de l'association nationale Think Smart Grids.

Par ailleurs, le Pôle éditera en 2018 l'annuaire du réseau FLEXGRID et des projets associés.

Pour accroître la visibilité du programme, CAPENERGIES prévoit de renforcer les relations presse. Une présence accrue sur les réseaux sociaux appuiera également la stratégie de communication du programme.

Pour les actions menées au titre du programme FLEXGRID, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence sur l'année 2018 s'élèvera à 45 000 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 15.000 € attribués par la Métropole par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 (représentant 10,19 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 147 327 €).
- 20.000 € seront pris en charge par la Métropole, représentant 4,46 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 €,

- 10.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2), représentant 2,23 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 448 572 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du 14 décembre 2017.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association CAPENERGIES une subvention totale de 95 000 € qui se répartit de la façon suivante :

65.000 € pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle, soit :

- 30.000 € pris en charge par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- 35.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

30 000 € pour les actions menées au titre de l'animation du projet FLEXGRID, soit :

- 20.000 € pris en charge par la Métropole Aix Marseille Provence ;
- 10.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Pour mémoire, par délibération ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2018, 15.000 € ont été attribués à l'association Capénergies pour l'organisation en 2018 du 1^{er} colloque international « Energy For Smart Mobility », portant la subvention totale de la Métropole Aix-Marseille Provence pour 2018 à 110 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Pôle CAPENERGIES ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- pour 50 000 € sur le Budget Principal Métropole Centralisé sur la sous-politique B370- chapitre 65 –Fonction 61 - Nature 65748 ;
- pour 35 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) sur la ligne 3A/61/65748 ;
- pour 10 000 € sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix (CT2) sur la ligne 3I/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Attribution d'une subvention au Pôle Safe - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SAFE

Issu de la fusion des Pôles de compétitivité PEGASE et RISQUES, le Pôle SAFE se positionne sur la problématique de la sécurité globale et des services associés. Il a ainsi vocation à rapprocher les usagers des fournisseurs de technologies.

Le champ d'action du Pôle SAFE couvre trois Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Sécurité & Vulnérabilité
- Intégration & Conception de Solutions et Services
- Industries d'excellence.

Le réseau SAFE compte aujourd'hui plus de 400 adhérents. Les trois quarts des adhérents sont des PME, TPE ou des établissements publics utilisateurs finaux de solutions de sécurité (SDIS, Sécurité Civile...). Par ailleurs, le réseau comprend 15 % d'académiques et 10 % d'ETI ou de grands groupes.

Comme tous les Pôles de compétitivité, le Pôle SAFE accompagne les entreprises adhérentes dans leur développement, notamment sur l'émergence de nouveaux marchés, l'effort d'innovation et les facteurs de croissance.

Dans la continuité de l'année 2017, le programme 2018 prévoit plusieurs actions en direction des acteurs économiques :

- Organisation de rencontres ou participation à des salons : sur la quinzaine d'événements programmés, 9 devraient avoir lieu en France et 6 à l'étranger.
- 4 ou 5 missions à l'étranger associant des entreprises membres.
- Préparation de la mission BOURGET 2019.
- Des actions spécifiques orientées vers les relations PME – Donneurs d'Ordre :

6. Comités d'Open Innovation thématiques : SAFE a créé un Club Open Innovation regroupant 17 grands groupes représentés à travers leurs Directeurs d'Innovation ou de R&D. Le Pôle les aide à spécifier leurs besoins et à les mutualiser sur des thématiques communes. Les comités thématiques permettent aux PME de présenter leurs produits ou leur savoir-faire. Les donneurs d'ordre participent financièrement à cette démarche.

7. Mené avec Henri Fabre, le programme Performance Industrielle se déroule sur 18 mois et va dans le même sens. Une quarantaine d'entreprises est impliquée.

- Soutien au montage de projets collaboratifs : construction du projet, définition du consortium, préparation de dossiers à l'attention de différents guichets de financement : FUI, ANR, RAPID (dispositif armement), Europe, PSPC (programme BPI dédié aux grands projets structurants), ADEME, Investissements d'Avenir....

- Mise en place de formations à destination des adhérents pour leur faciliter l'accès à la commande publique (secteur important pour les solutions de sécurité).

- Prise en compte du volet Emploi – Formation – RSE : le Pôle contribue à identifier les besoins en terme d'emplois et de formations sur toute la chaîne de valeur du Pôle, à expérimenter de nouvelles solutions, à réaliser un travail d'analyse des métiers et des compétences...

- Des accompagnements individuels des entreprises sur des aspects ciblés.

- Le « Contrat de Croissance » : cette action ne fait pas l'objet de la présente demande de subvention, puisqu'elle est menée par la filière « Pégase Croissance » créée grâce à des financements des Investissements d'Avenir. Une trentaine d'entreprises est actuellement impliquée dans ce programme qui mobilise des consultants et experts très spécialisés. Il appartient toutefois au Pôle SAFE de repérer les entreprises à fort potentiel qui font ensuite l'objet d'une sélection rigoureuse. Ce programme permet d'ailleurs d'alimenter les recettes privées du Pôle, fixées à 50 % dans les contrats de performance des Pôles de compétitivité.

Parallèlement, le Pôle SAFE assure des missions dédiées aux filières stratégiques et aux programmes structurants : définition d'une feuille de route, émergence de projets, ingénierie de plates formes, recherche d'alliances stratégiques avec d'autres Pôles ou clusters....

Parmi ces programmes, il convient de citer notamment :

- le Dirigeable (charges lourdes et stratosphérique), programme centré sur Istres,
- montage d'un centre régional d'essais des drones,
- les Systèmes Autonomes,
- les Hélicoptères,
- le Spatial,
- les services publics de sécurité,
- sécurité et sûreté des infrastructures sensibles,
- la Défense.

Il convient de noter à cet égard que le Pôle SAFE est impliqué dans un important projet européen (FIRE IN) qui vise à recenser les besoins en capacité d'intervention sur les années à venir. Des appels à projets devraient être lancés ultérieurement sur la base d'une feuille de route européenne.

Des études sont également menées sur les politiques européennes en matière de défense, eu égard notamment aux marchés susceptibles d'être captés par des PME.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 85.000 euros, représentant 4,33 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.963.328 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 50.000 € seront pris en charge sur le Budget Principal Métropole Centralisé . La dépense en résultant sera imputée sur la sous-politique B370 - 61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 30.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 3A/61/65748 qui présente les disponibilités nécessaires.

- 5.000 € seront pris en charge sur l'Etat Spécial de Territoire Ouest Provence. La dépense en résultant sera imputée sur la ligne 60/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SAFE une subvention de 85.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 50.000 € par la Métropole Aix- Marseille-Provence ;
- 30.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- 5.000 € par le Conseil de Territoire Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle SAFE.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget Métropole Centralisé du Territoire de Marseille-Provence sur la ligne sous-politique B370 - 61/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'État Spécial de Territoire Ouest Provence sur la ligne 60/6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 162

**Attribution d'une subvention au Pôle SCS -
Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique

collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle SCS

Labellisé par l'Etat en 2005 « Pôle de compétitivité mondial » et « Pôle Régional d'Innovation et de Développement Economique et Solidaire » (PRIDES) en 2007 par la Région PACA, le Pôle SCS (Solutions Communicantes Sécurisées) regroupe en PACA les acteurs majeurs de la microélectronique, des logiciels, des télécommunications et du multimédia, autour des services et usages des Technologies de l'Information et de la Communication.

Au coeur d'une économie numérique en pleine croissance qui impacte aujourd'hui 80 % de l'économie globale, le Pôle SCS, seul Pôle mondial et labellisé « Gold Cluster » en région PACA, œuvre pour la mise sur les marchés de solutions toujours plus intégrées, interopérables, garantissant des fonctionnalités de communication simples, fiables et sécurisées pour l'utilisateur final.

Le programme 2018 du pôle SCS s'articule autour de cinq catégories d'actions majeures

- I. La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain
- II. L'animation de l'innovation sur les axes stratégiques
- III. Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI
- IV. Le développement à l'international
- V. L'emploi, la formation et RSE

I) La contribution à l'animation et la structuration de la filière numérique du territoire métropolitain

L'ensemble de ces activités et actions adressent l'écosystème du numérique de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- A. *La coordination SCS du plan Micro2020 avec en particulier :*
 - La sélection et mise en oeuvre des projets pour les plateformes CIMPACA caractérisation et micropacks
 - Un programme d'accélération des TPE/PME fabless et

microélectronique par du coaching d'experts

- Un plan de promotion de la microélectronique & IoT
- B. *Coordination de la thématique IoT :*
 - Animation du GT IoT du pôle SCS
 - Rôle de référent d'AMFT dans le réseaux IoT/manufacturing de la French Tech
- C. *Participation aux actions en faveur de l'emploi et des compétences*
 - Mise en œuvre d'une expérimentation d'un dispositif mutualisé d'appui au développement des compétences avec la CCIMP.
 - Contribution au projet européen **DIGI@TER**
 - L'organisation de sessions de formation synthétique sur l'intelligence artificielle et le "deep learning".
- D. *La contribution du déploiement du projet de "sécurisation des gares ferroviaires" sur Aix-en-Provence et Marseille (projet région PACA)*
- E. *La finalisation du projet de création de l'IoT Security Center sur Rousset/Gardanne*
- F. *Le développement des partenariats et des actions d'animations avec TheCamp et La Coque*

II) L'animation de l'innovation

La feuille de route 2018 que s'est fixé le pôle SCS a pour objectif de prolonger les actions engagées en 2017 et d'en développer de nouvelles enclines à favoriser l'émergence de projets et d'innovations dans les domaines stratégiques du pôle (SSA).

Montage et Labellisation des projets collaboratifs de R&D

En 2018, le Pôle poursuivra son objectif de mettre l'accent sur la labellisation et le soutien de projets attaquant les verrous technologiques, ciblant les usages de sa feuille de route et répondant aux appels nationaux (ANR, PIA3, FUI), aux appels régionaux (PRI PACA et FEDER PACA), aux appels européens .

Les Partenariats technologiques en support de l'innovation 2018

- Le partenariat avec CapEnergies sur l'axe numérique du projet FLEXGRID
- Le partenariat avec les pôles Optitec, SAFE, Capenergies dans le cadre de l'appel "Booster"
- Le partenariat avec le pôle Optitec sur l'IoT et industrie du futur en PACA
- Le Pôle sera aussi partenaire de AMFT sur le réseau thématique French Tech IoT et le réseau thématique cybersécurité

III) Le Développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du pôle, en priorité les startups, les PME et ETI

Le pôle SCS se donne pour mission d'accompagner l'innovation des PME, de les assister dans leurs business plans, de les préparer à adresser les marchés et renforcer la visibilité des TPE, PME et ETI.

A ce titre, le pôle prévoit pour 2018 :

- de monter des événements d'information sur les appels à projets, des conférences sur les opportunités marchés et les tendances technologiques & réglementaires et de mise en réseaux entre industriels membres du pôle
- de continuer à valoriser les produits et services des TPE/PME : trophées, prix, expo des innovations
- d'organiser des événements de mise en réseau avec les grands groupes du pôle (nationaux et internationaux)
- de poursuivre l'accompagnement d'accélération PME/TPE de la filière microélectronique
- de continuer la pénétration des services Go-to-Market.

IV) L'international

Sur la partie « International », le pôle SCS s'est donné comme ambition dans ses domaines d'activités stratégiques un véritable écosystème européen, voire mondial :

- Mise en œuvre de partenariats avec les clusters internationaux ciblés. Les partenariats avec les réseaux européens de la microélectronique et l'« Alliance IOT ».
- Amplification de la médiatisation internationale via un « community management » renforcé.
- Poursuite de la participation à des salons internationaux avec un focus sur l'IoT & l'industrie 4.0 et les thématiques émergentes, comme par exemple le véhicule connecté.
- **Organisation de missions partenariales.**

V) La RSE, l'emploi et la formation

RSE :

En 2018, le pôle SCS a choisi de promouvoir auprès de ses adhérents les outils existants tant au niveau du pôle que de la Région et les initiatives des acteurs territoriaux :

- démarches RSE dans les projets à travers le label « TIC Durable »
- dispositif mis en place par la Région PACA en faveur du Parcours Responsable
- dispositif régional CEDRE auprès de ses adhérents.

Emploi – Formation :

Le plan d'Action 2018 en matière d'Emploi et de Formation s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en place par le pôle dès 2013 :

- collaboration avec « Les Entrepreneurs » sur la mise en œuvre d'un coaching d'experts industriels pour les étudiants des cursus liés à la micro
- programme de sensibilisation des PME sur diverses thématiques
- dans le cadre du projet IoT Security center, mise en œuvre de formations continues dans les domaines de la sécurisation des objets

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle SAFE, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 77.000 euros, représentant 5 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.537.068 € .

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 30.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- 47.000 € seront pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus, Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association POLE SCS une subvention de 77.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 30.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 47.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle SCS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et tous documents afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- le Budget principal Métropole Centralisé sur la ligne sous-politique B370 – 61/65748 – Fonction 61-chapitre 65 – Nature 65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 163**Attribution d'une subvention au Pôle Optitec - Approbation d'une convention d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son

territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle :

Couvrant les filières Photonique et Imagerie, le Pôle OPTITEC réunit 220 membres dont 125 entreprises. 63 % des membres sont basés en Région Sud (PACA), 21 % en Occitanie et 16 % sont situés hors territoire. Parmi les 125 entreprises, on compte 69 TPE, 45 PME, 6 ETI et 5 grands groupes.

La stratégie du Pôle OPTITEC s'articule autour de trois grandes ambitions :

- la transformation de la R&D réalisée par les entreprises et laboratoires en création de valeur et de croissance ;
- une dynamique de croissance de la filière à l'horizon 2022 (passage en 10 ans de 10.000 à 24.000 emplois) ;
- la visibilité du Pôle en tant que cluster européen « Photonique et Imagerie » sur l'arc méditerranéen et le grand sud-est.

L'activité du Pôle vise quatre Domaines d'Activité Stratégique (DAS) :

- Défense et Sécurité : imagerie hyperspectrale, réalité virtuelle ou augmentée, imagerie infrarouge, radars optiques...
- Santé et Médical : imagerie multimodale, optique adaptative, imagerie x, spectroscopie,...
- Smart Cities : LEDs, fibre optique, photovoltaïque...
- Industrie du futur : capteurs, usinage laser, métrologie, contrôle en ligne...

Le programme d'action 2018 du Pôle OPTITEC couvre les domaines d'intervention traditionnels des Pôles de compétitivité : développement du réseau et animation de la communauté des membres – Innovation et R&D – Europe et International – Emploi et Formation.

Le développement du réseau et l'animation de la communauté des membres du Pôle

En 2018, le Pôle OPTITEC souhaite renforcer le travail d'animation des membres, en proposant plusieurs formats de rencontres :

- Grands événements combinant conférences, rencontres BtoB et show rooms sur des thématiques liées aux DAS.
- Plusieurs workshops de sensibilisation ou de formation sur des thématiques spécifiques en lien avec les DAS. Pour animer ces workshops, le Pôle mobilisera des intervenants de haut niveau pour traiter d'aspects particulièrement techniques. D'autres pôles ou clusters pourront y être associés.
- Des rencontres individuelles régulières.

Une réflexion est en cours sur l'évolution des outils de communication en direction des adhérents. L'annuaire sera refondé selon un format plus attractif et efficient.

Il s'agira également de poursuivre les partenariats avec d'autres Pôles ou clusters, à l'échelle géographique ou dans une logique de coopération technologique (colabellisation de projets...).

Le programme d'action du Pôle OPTITEC prévoit également un service personnalisé pour favoriser la croissance des entreprises, portant par exemple sur les opportunités marchés, la commercialisation d'un produit issu de la R&D, le lancement d'un nouveau produit, l'optimisation en terme d'organisation ou de RH...

Innovation et R&D

Le Pôle propose à ses membres les actions suivantes :

- Ingénierie de projets innovants et industriels : aide à la définition des projets, identification des guichets de financement adaptés, recherche de partenaires, analyse du marché et du modèle économique, montage du consortium, valorisation moyennant une communication adaptée...
 - Une procédure de labellisation en phase avec la charte de qualité proposée par la DGE.
 - Animation de plates-formes mutualisées : après une année de test en 2016, la Plate-forme européenne Mutualisée sur l'Optique Adaptative installée à Marseille a réellement commencé à fonctionner en 2017. En 2018, la plate-forme sera un support pour les actions suivantes : formation continue, location de matériel et utilisation du banc R&D, partenariat avec l'Hôpital de la Timone, projets de recherche. La plate-forme OLISE basée à Nîmes est orientée vers les systèmes d'imagerie et infrarouges, elle permet la caractérisation de systèmes optoélectroniques et la mise au point de nouvelles caméras.
- Enfin, la plate-forme LIGHT2SHARE a vocation à mettre en relation offreurs et utilisateurs d'équipements technologiques pour des usages de test et de développement de nouveaux process.

Après la validation des aspects juridiques, la plateforme a été finalisée en novembre 2017. Une vingtaine d'offres est répertoriée à ce jour. Une campagne de promotion du dispositif vient d'être lancée.

Europe et International

Le Pôle OPTITEC propose différents types d'actions pour promouvoir la filière Photonique et Imagerie à l'international :

OPTITEC accompagne les adhérents aux salons phares technologiques et applicatifs. La participation aux salons permet en effet aux adhérents de renforcer leur visibilité auprès de clients potentiels et de favoriser leur développement à l'export.

Pour 2018, OPTITEC a d'ores et déjà confirmé sa participation à 3 salons internationaux : Photonics West (San Francisco), Eurosatory (Paris) et Vision (Stuttgart). Par ailleurs, le Pôle proposera à ses membres une mission partenariale à Singapour. Pour chacune des manifestations, les PME seront encadrées sur un stand collectif au sein du Pavillon France et bénéficieront d'un service clé en main.

Il convient de noter qu'OPTITEC est actuellement le seul pôle européen ayant un bureau permanent à Bruxelles.

Afin d'optimiser davantage sa stratégie à l'international, le Pôle a fait réaliser une étude par le cabinet IN EXTENSO, qui a permis, entre autres, de valider les zones géographiques prioritaires.

Les partenariats avec les clusters et associations européennes seront poursuivis. Enfin, le projet européen EPRISE, mené par un consortium de partenaires issus de 8 pays et sélectionné par la Commission européenne en 2016, est piloté par le Pôle OPTITEC.

Emploi et Formation

Le Pôle souhaite renforcer son implication sur les thématiques de l'emploi et de la formation des salariés, au travers de trois types d'actions :

- Identification et analyse des besoins de formation continue en Photonique et Imagerie : participation active aux études conduites par l'État et la Région, constitution d'un groupe de travail...
- Organisation de modules de formation inter- et intra-entreprises.
- Montage de projets structurants pour renforcer et valoriser l'offre de formation en Région Sud : partenariat avec l'Ecole Centrale de Marseille pour la mise en place d'une plate-forme de formation.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle OPTITEC, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 70.000 euros, représentant 6,90 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.013.632 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :
- 50.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 20.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association OPTITEC une subvention de 70.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 50.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence
- 20.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle OPTITEC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :
- le Budget Principal Métropole Centralisé sous-politique B370 – 61/65748 – Fonction 61 – Chapitre 65 – Nature 65748

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 164

Attribution d'une subvention au Pôle Eurobiomed - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa stratégie de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence soutient l'innovation et le développement des filières d'avenir.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à soutenir l'action des 6 pôles de compétitivité principalement impliqués sur son territoire : Optitec, Eurobiomed, Mer Méditerranée, Solutions Communicantes Sécurisées, Capenergies, Safe.

Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, grands groupes, PME, ETI, des laboratoires de recherche et des établissements de formation. Les pouvoirs publics nationaux et locaux sont étroitement associés à cette dynamique collaborative.

Créés en 2004, les pôles de compétitivité ont vocation à soutenir l'innovation en favorisant le développement de projets collaboratifs de recherche et développement (R&D) particulièrement innovants. Ils accompagnent également le développement et la croissance des entreprises

membres du pôle grâce notamment à des actions de soutien pour la mise sur le marché de nouveaux produits, services ou procédés issus des résultats des projets de recherche et développement et en aidant les entreprises impliquées à prendre une position de premier plan sur leurs marchés en France et à l'international.

Présentation du Pôle EUROBIOMED

Créé en 2009, le Pôle de compétitivité EUROBIOMED est orienté vers le développement de la filière Santé dans le sud de la France. Il propose à cet effet aux chercheurs, industriels et cliniciens de la filière, les ressources et solutions nécessaires pour innover, trouver des financements et se développer, ce qui permet, in fine, d'améliorer la prise en charge et la vie des malades.

L'action du Pôle vise plus particulièrement la médecine personnalisée, les maladies chroniques, le vieillissement et les maladies rares. C'est le premier cluster à se positionner sur l'immunothérapie. Son action s'appuie sur plusieurs missions menées à l'échelle de la Région Sud et de l'Occitanie :

- animation du réseau,
- support aux projets de R&D,
- aide à la levée des fonds,
- soutien à la croissance des entreprises.

L'animation du réseau EUROBIOMED

Le Pôle regroupe à ce jour 269 adhérents dont 228 entreprises, principalement des PME/TPE. L'équipe du Pôle s'efforce de suivre au plus près la vie des membres, grâce à plus de 200 visites d'entreprises ou de laboratoires effectuées dans le courant de l'année.

En 2017, EUROBIOMED a organisé 22 événements ayant réuni plus de 1.000 participants et abouti à de nouveaux partenariats. Pour 2018, le Pôle prévoit d'aller à la rencontre de tous les adhérents ayant une activité de R&D et d'adresser des informations personnalisées aux membres.

Plusieurs grands événements sont déjà programmés : Le Forum parlementaire de la Santé Connectée, RARE (Rencontre des Maladies rares, à Paris), un événement à monter avec le Syndicat National de l'Industrie des Technologies Médicales, l'Université d'été de la e-santé à Castres, le Congrès CEPS à Montpellier sur les interventions non médicamenteuses, l'AFSSI (Rencontres annuelles de la recherche préclinique à Marseille), l'AGEINGFIT à Nice (convention d'affaires dédiée à l'innovation dans la Silver Economie) ... Pour l'ensemble des événements, le Pôle souhaite renforcer le volet des rencontres d'affaires bilatérales.

L'action en faveur de la R&D

Sur les 111 projets étudiés par le Pôle EUROBIOMED en 2017, 36 ont été labellisés et 12 financés, pour un budget total de R&D de plus de

71 M€. L'activité dédiée aux projets fait d'ailleurs l'objet d'un tableau de bord précis basé sur les indicateurs identifiés dans le contrat de performance. En 2017, le Pôle a lancé une nouvelle offre permettant de favoriser les financements FEDER.

En 2018, EUROBIOMED poursuivra son action de détection et de stimulation de l'innovation et prendra les dispositions nécessaires pour augmenter les chances de succès des projets présentés. Les projets non retenus seront systématiquement réorientés, et le Conseil Stratégique des Projets devrait être associé davantage à l'amont du process. Outre le travail habituel sur les appels à projets à venir, un effort particulier sera réalisé sur l'émergence de projets structurants de type PSPC, programme financé par BPI France. Le Pôle prévoit également de collaborer plus étroitement avec les SATT.

Le soutien à la compétitivité des entreprises

Pour soutenir la croissance des entreprises, le Pôle a mis en place un important dispositif d'accompagnement personnalisé à toutes les étapes du développement de l'entreprise innovante.

Le programme « CellComp » comprend des accompagnements individuels ainsi que des ateliers de formation sur de nombreuses problématiques comme le développement stratégique, le business model, les ressources humaines, les partenariats, l'optimisation des produits, les enjeux réglementaires, le développements industriel et commercial, le financement de l'entreprise...

A ce titre, le Pôle anime aussi un comité d'investisseurs dédié aux biotechs. Quant à l'accélérateur GO4BIOBusiness, il est réservé à des pépites particulièrement prometteuses, soigneusement sélectionnées. Les trois entreprises accélérées durant la première phase en 2017 ont déjà créé 10 emplois et levé 7,5 M€. Un nouvel appel à candidatures vient d'être lancé.

En 2018, l'offre du Pôle en faveur de la compétitivité s'inscrira dans la continuité, avec un effort particulier pour améliorer sa lisibilité.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation du Pôle EUROBIOMED, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 57.000 euros, représentant 3,13 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 1.818.645 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 50.000 € seront pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- 7.000 € seront pris en charge par le Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, et notamment les pôles de compétitivité, qui mènent à l'échelle de son territoire des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association EUROBIOMED une subvention de 57.000 €. Celle-ci est prise en charge à hauteur de :

- 50.000 € par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- 7.000 € par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée avec le Pôle EUROBIOMED.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :
 - le Budget Principal Métropole Centralisé 2018 sur la ligne sous-politique B370 – Chapitre 65 – Nature 65748 - Fonction 61
 - l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77

Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 165

**Attribution d'une subvention à l'association
COSENS - Approbation d'une convention
d'objectifs**

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2018 est le suivant :

- Territoire du Pays d'Aix : 15 accompagnements en couveuse

- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : 10 accompagnements en couveuse

- Territoire du Pays de Martigues : 5 à 10 accompagnements en couveuse
- Territoire du Pays Salonais : 10 accompagnements en couveuse

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris donc ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 50.000 €.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 33.000 €.

Il sera réparti comme suit :

- 18 000 € pour le Territoire du Pays d'Aix (soit 26,68 % du budget action de 67.471 €)
- 8 000 € pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile (soit 13,42 % du budget action de 59.593 €)
- 5 000 € pour le Territoire du Pays de Martigues (soit 26,87 % du budget action de 18.605 €)
- 2 000 € pour Territoire du Pays Salonais (soit 5,46 % du budget action de 36.623 €)

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN009-11/16/CC du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association COSENS une subvention de 33 000 € au titre de l'exercice 2018, répartie comme suit :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 €
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 8 000 €
- Territoire du Pays de Martigues : 5 000 €
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 €

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association COSENS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne sur la ligne 65/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays de Martigues sur la ligne 62/6574
- l'État Spécial de Territoire du Pays Salonais sur la ligne 65/748

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 166

Octroi de subventions en faveur de deux projets immobiliers portés par des entreprises du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum et selon un plafond maximum de 200 000€, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités portées par l'entreprise ou une SCI s'y rattachant. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Le projet porté par la société HIGHTAIX

1.1 Présentation de l'entreprise HIGHTAIX

L'entreprise HIGHTAIX a été créée en 2013 et a obtenu le statut JEI en 2014. Elle fait partie du groupe ASM constitué de la société ASM (située à Sophia Antipolis) et d'une holding d'acquisition (1919 SVS), l'ensemble étant détenu par les deux mêmes associés.

Hightaix est spécialisée dans la conception de machines de production innovantes sur mesure, qui sont robotisées, automatiques ou semi-automatiques.

Elle offre des compétences en prototypage et installations pilotes pouvant aller jusqu'à la ligne de fabrication complète pour différents secteurs d'activités : automobile, aéronautique, biens d'équipements, parfumerie et cosmétique....

Elle intervient pour le compte de clients industriels situés à 80 % dans la Région Provence Alpes Côte d'Azur : Airbus Hélicopters, Mane, Dell, Total...Par ailleurs, les fournisseurs de la société sont à 90 % situés localement dans un souci de réactivité et de proximité.

L'entreprise connaît un développement régulier depuis sa création, passant ainsi de 4 à 7 salariés en 2017 et d'un chiffre d'affaires de 816 000€ à 1 330 000€.

En termes de perspectives, la société envisage le recrutement de 8 personnes en CDI et 1 apprenti (avec l'objectif de le maintenir en CDI à l'issue).

La société est également impliquée via le groupe ASM dans une démarche RSE. Dans ce cadre, en 2016, elle a été lauréate du label régional CEDRE (Contrat pour l'Emploi et le Développement Responsable des Entreprises) et elle affiche une politique volontariste en matière de RH (intéressement, plan de formation...).

1.2 Présentation du projet immobilier porté par la société HIGHTAIX

Sur le site Morandat (ancien site minier de 14ha), la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un hôtel d'entreprises innovantes qui accueille, sur un bâti existant d'environ 2800m², des start-up et qui les accompagne dans leur développement.

Dans le cadre de la reconversion de ce site, la Ville de Gardanne a également initié l'aménagement du foncier disponible et les premiers lots sont aujourd'hui en cours de commercialisation.

L'entreprise HIGHTAIX, actuellement accueillie au sein de la pépinière d'entreprises innovantes de Meyreuil, a exprimé sa volonté d'y acquérir un lot pour construire ses locaux d'activités afin de répondre à son besoin de développement.

Sa candidature a été retenue le 13 Décembre 2017 par le comité d'agrément mis en place dans le cadre de la commercialisation.

Le projet architectural a été validé et le compromis de vente doit être signé le 20 Février 2018.

Ainsi, l'entreprise va acquérir un terrain de 1630 m² et construire un bâtiment de 546m².

Le bâtiment construit consistera en un immeuble en R+2 avec un usage mixte (bureaux et atelier).

Le portage financier sera fait par la société Hightaix via un emprunt bancaire à hauteur de 1 200 000€ pour financer son projet pour un coût d'opération estimée à 1 400 000€ HT.

L'assiette éligible retenue serait de 1 305 000 € HT composée de :

- Foncier : 150 000€

- Construction et aménagement bâtiment (dont équipements géothermie): 985 000€

- VRD et espaces verts : 170 000€

Toutefois, considérant qu'une partie des locaux construits sera, dans un premier temps, destinée à la location pour une surface de 204m² (soit 37,3% de la surface totale), l'assiette éligible retenue sera donc de 818 235€ HT correspondant à la charge restant à financer.

Il est précisé par ailleurs que l'entreprise ambitionne d'obtenir le label BDM (Bâtiment Durable Méditerranéen) niveau Or ou Argent pour la construction de son bâtiment : approche BDM en fonctionnement, géothermie, isolation nettement supérieure aux obligations légales, panneaux solaires et photovoltaïques

Compte tenu de l'intérêt du projet en termes de créations d'emplois et d'objectifs ambitieux en matière de développement durable, il est proposé de soutenir financièrement cet investissement à hauteur de 163 647€ soit 20 %.

2. Le projet porté par la société Coating Plasma Innovation (CPI)

2.1. Présentation de la société

Créée en 2001, Coating Plasma Innovation (CPI) est une société innovante dans le domaine du traitement de surfaces par plasma froid, à pression atmosphérique ou sous vide. Basée à Peynier, CPI propose son savoir-faire aux professionnels des secteurs de l'emballage, de l'impression, de la transformation des matières plastiques ou du textile, en vue, de conférer de nouvelles propriétés aux matériaux comme par exemple l'adhésion, l'hydrophylie, l'imperméabilité, la résistance aux frictions....

CPI se positionne sur la chaîne de valeur suivante :

- activités de R&D dans les domaines du plasma froid pour groupes industriels innovants,
- mise au point de processus de plasma froid,
- conception et réalisation d'équipements industriels pour le plasma froid à pression atmosphérique,
- installation et mise en route de ces équipements chez les industriels,
- travail à façon pour applications industrielles.

La société CPI a fait l'objet, en janvier 2015, d'une acquisition par les Associés Andlinger, qui souhaitent la faire évoluer d'un état initial de laboratoire de recherche vers une entreprise industrielle positionnée en fournisseur de solutions pour les industriels de l'aéronautique, de la pharmacie, de l'électronique et du packaging.

Ainsi, d'importants investissements ont été réalisés au cours des deux dernières années :

- renforcement de l'équipe qui est passée de 4 à 10 salariés de très haute qualification ;
- investissements lourds dans le développement d'un nouveau réacteur plasma à pression atmosphérique, aujourd'hui opérationnel, et dont les performances positionnent CPI en leader technologique mondial sur cette niche en cours de développement.

Après cette phase d'investissements importants, CPI dispose maintenant des équipements (6 réacteurs pour le plasma atmosphérique et 6 réacteurs pour le plasma sous vide) et de la technologie nécessaires pour développer ce marché de traitement de surface qui permettra, dans de nombreux cas, de remplacer les traitements chimiques utilisés aujourd'hui.

Les premières commandes significatives de CPI en travail à façon (traitement de films techniques sur son propre site de production) concernent deux applications de pré-traitement avant adhésion de films techniques pour polymères. La première est dédiée au secteur de l'aéronautique (applications d'isolation), la deuxième à l'industrie des satellites (applications de protection thermique).

Le développement de CPI devrait a priori générer une vingtaine d'emplois pour les trois ans à venir.

2.2. Le projet immobilier

Pour assurer sa croissance, CPI a aujourd'hui besoin d'un bâtiment industriel en adéquation avec ses ambitions de développement. Une surface entre 2.000 à 2.500 m² est nécessaire pour installer les équipements de CPI. Or, la société dispose actuellement de 350 m² de bureaux, de salles de réunion et de laboratoires d'analyses, auxquels s'ajoutent environ 500 m² d'ateliers. Le bail

commercial afférent aux locaux actuels arrive d'ailleurs à échéance le 30 septembre 2018.

Dans ce contexte, CPI a choisi d'acquérir un ensemble immobilier disponible sur la ZAC Saint-Charles à Fuveau (bâtiment occupé dans le passé par-Synprosis), il s'agit de deux bâtiments de près de 2.500 m² au total, qui permettront d'aménager des bureaux, des ateliers et locaux dédiés au stockage de produits chimiques.

La signature de l'acte de vente a eu lieu le 22 janvier 2018, pour un montant de 1.235.000 €.

Des travaux relativement importants sont toutefois nécessaires pour rendre les bâtiments parfaitement opérationnels. Le devis établi par l'architecte prévoit en effet un montant de 825.735 € HT dont 727.255 € éligibles : rénovation des bureaux existants et des sanitaires, réaménagement du hall industriel et aménagements extérieurs. Le déménagement est prévu pour l'été 2018.

La totalité de l'assiette éligible s'élève donc à 1.962.255 €.

Sur cette base, il est proposé de cofinancer cette opération à hauteur de 100.000 € soit 5,09 % de l'assiette éligible.

Le portage de l'opération sera assuré par la SAS IMMO PLASMA dédiée à cette opération immobilière, et qui sera donc bénéficiaire de la subvention. Elle signera à cet effet un bail de location avec la SAS CPI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;
- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la CPA du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la CPA du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI ;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre

2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- Une subvention d'aide à l'immobilier de 163 647€ à la SAS HIGHTAIX
- Une subvention d'aide à l'immobilier de 100.000 € à la SAS IMMO PLASMA à répercuter sur la S.A.S. Coating Plasma Innovation.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions bilatérale et tripartite correspondantes annexées au présent rapport.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 167

AVIS - Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Approbation d'un avenant au bail pour le locataire "Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité" entraînant une réduction des surfaces occupées au sein du bâtiment Henri Poincaré

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés.

A ce titre, il loue depuis le premier novembre 2011 à la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, 440 m² de surfaces de bureaux afin d'y développer le Centre de Synthèse et d'Analyse sur la Biodiversité (CESAB) au sein du bâtiment Henri Poincaré.

Ce Centre de ressources de portée internationale a été spécialement conçu pour résoudre des problèmes environnementaux et sociétaux dits « complexes » en fournissant l'expertise nécessaire pour aider les chercheurs à rassembler, synthétiser et analyser des jeux de données scientifiques interdisciplinaires.

Après six années de fonctionnement, la Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité, par la baisse de ses dotations, est contrainte de réduire le fonctionnement de son centre de synthèse et a fait la demande auprès du Technopôle de l'Arbois de réduire la surface occupée au sein à 198 m².

L'article 3 du bail engageant le preneur stipule que ce dernier « aura la faculté de donner congé à l'expiration de chaque triennale en avisant le bailleur au plus tard six mois avant l'expiration de la période en cours ». Or la prochaine période est en novembre 2020.

Cette échéance n'est pas adaptée aux besoins du preneur.

Pour permettre le maintien de cette unité sur le territoire technopolitain, il est proposé d'accepter une réduction des surfaces hors des périodes contractuelles prévues.

Le bail d'origine gardera la même portée juridique, notamment quant à son terme et son prix au M². Pour mémoire, le terme du contrat est prévu au 15 novembre 2020. Le prix de location HC/HT et hors indexation est de 160€ m².

L'espace ainsi libéré pourra être loué dans des délais raisonnables à divers prospects, le parc locatif de la ZAC étant complet à 90 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient au Bureau de la Métropole d'accepter toute modification sur les baux actuellement en cours du Technopôle Arbois-Méditerranée depuis la fin de l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé un avenant au bail, à conclure avec le locataire « Fondation pour la Recherche sur la Biodiversité », pour une modification des surfaces louées passant de 440 m² à 198 m².

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bail et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable

sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 168

AVIS - Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Medinsoft - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- fixer et importer les talents sur le territoire,
- capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,
- développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,
- stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir :

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),

- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Depuis l'origine de l'obtention du label Aix-Marseille French le portage et l'animation ont été confiés à l'association Medinsoft.

Le travail effectué par Medinsoft a permis de lancer une dynamique fédératrice pour les entreprises innovantes du territoire et d'asseoir la marque Aix-Marseille French Tech.

L'agenda du développement économique de la Métropole et de la French Tech nationale se rejoignent sur l'objectif de mieux accompagner la croissance et l'internationalisation des start-ups.

Afin de s'y inscrire pleinement, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de remettre en jeu le portage et l'animation du label.

Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Néanmoins, l'association Medinsoft a animé le label du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018 en ligne avec les objectifs de la feuille de route construite pour la période 2016-2018.

- Mener le suivi opérationnel et la coordination des actions inscrites dans la feuille de route annuelle Aix-Marseille French Tech (AMFT),
- Etre force de proposition de projets ou actions issus des travaux menés dans ses propres instances (commissions, ...) au même titre que peuvent l'être d'autres acteurs intervenant dans l'écosystème numérique,
- Mobiliser et coordonner l'offre de services résultant des différents dispositifs French Tech avec celle des acteurs de l'écosystème d'innovation (pôles de compétitivité, incubateurs, CEEI, pépinières...)
- Promouvoir le potentiel numérique du territoire Aix-Marseille Provence lors de grands événements nationaux et internationaux,
- Assurer l'animation digitale de la communauté professionnelle et entrepreneuriale regroupée dans Aix-Marseille French Tech,
- Assurer la coordination avec les Réseaux Thématiques French Tech en cohérence avec la feuille de route AMFT,
- Favoriser la coopération avec les autres métropoles labellisées et être l'interlocuteur référent de la mission nationale French Tech,
- Assurer un appui technique pour le fonctionnement des instances de gouvernance : planification, organisation, compte rendu,

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018, le soutien financier

de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 47.500 euros, représentant 23,75 % du budget prévisionnel 2018 proratisé sur 3 mois d'un montant de 200 00 € (budget prévisionnel annuel de 800 000 euros).

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 17 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 30.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Medinsoft qui l'a opéré du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Medinsoft une subvention totale de 47 500 € au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech du 1^{er} janvier 2018 au 31 mars 2018.

- 17 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 30.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Medinsoft.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 17 500 € seront pris en charge sur le budget centralisé métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget centralisé métropolitain 2019, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.

- 30 000 € seront pris en charge sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 169

AVIS - Attribution d'une subvention dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, d'Aix-Marseille-Provence est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique avec de nombreux

acteurs industriels qui se positionnent de la fabrication des cartes à puces à la production de jeux vidéos, en passant par l'e-commerce, l'e-tourisme, les logiciels ou les applicatifs à destinations du mobile...

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique.

Depuis, Aix-Marseille French Tech développe une stratégie ambitieuse, déclinée sur les priorités suivantes :

- favoriser l'émergence des startups, accélérer leur croissance et en réduire la mortalité,
- faire rayonner le savoir-faire du territoire à l'international,
- fixer et importer les talents sur le territoire,
- capitaliser sur les projets phares pour appuyer le développement des acteurs de l'écosystème local et favoriser l'innovation,
- développer au service du numérique l'emploi en stimulant les filières à fort potentiel de croissance,
- stimuler l'innovation et la croissance économique par les nouveaux usages du numérique,
- accompagner la transition numérique des métiers « traditionnels »,
- veiller à l'adéquation des dispositifs de formation aux besoins de développement de la filière numérique.

Le 12 novembre 2014 la Secrétaire d'État au Numérique, décernait le label French Tech au territoire d'Aix-Marseille. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

En complément de la labellisation des Métropoles French Tech, l'État a lancé, en avril 2016, un appel à projet sur les réseaux thématiques French Tech. Quatre candidatures correspondant au positionnement du territoire, ont été retenues à savoir :

- Objets connectés (IOT/Manufacturing),
- Sports,
- Santé (HealthTech),
- CleanTech/Mobility.

Après plus de trois ans de portage et d'animation par l'Association Medinsoft qui a permis de lancer une dynamique fédératrice au sein du territoire, les collectivités ont lancé en janvier 2018 un Appel à Manifestation d'Intérêt afin de renforcer les actions de croissance économique et d'internationalisation des start-ups innovantes du territoire.

Dans ce cadre, l'association AMFT 2.0 a été déclarée vainqueur de cet Appel à Manifestation d'Intérêt et prend la responsabilité du portage du label depuis avril 2018.

Constituée d'une équipe d'entrepreneurs ayant fait leurs preuves pour le développement d'entreprises innovantes et disposant de réseaux pour le financement de start-ups et de relais d'influence à l'international, les membres d'AMFT 2.0 s'engagent sur les grands axes suivants de la feuille de route d'Aix-Marseille French Tech :

- **Ambition 1 : Appui à la création et à la croissance de startups**
- **Ambition 2 : Attractivité du territoire et Internationalisation des startups**
- **Ambition 3 : Coordination**
- **Ambition 4 : Communication et visibilité de l'écosystème numérique**

Afin de soutenir ces ambitions, l'association Aix-Marseille Métropole French Tech s'engage à suivre la feuille de route suivante qui permettra de structurer sa démarche de développement au service des start-ups innovantes du territoire :

1) - Structuration de l'association

L'année 2018 sera en premier lieu marquée par :

- Le recrutement de membres (start-up notamment) dont le nombre légitimera les actions menées par l'Association
- la mise en place de la gouvernance de l'association
- la mise en place de groupes de travail alliant les membres du collectifs aux différents acteurs du territoire

L'association est composée de 3 catégories de membres :

- Les entrepreneurs de sociétés technologiques, qui élisent le collègue entrepreneur au Conseil d'administration
- Les structures d'accompagnement qui élisent le collègue Structure d'Accompagnement
- Les partenaires qui ne disposent d'aucun membre élu au Conseil d'Administration

Concernant la refonte des statuts, la nouvelle version prendra en compte les éléments suivants

2) – Création du Comité stratégique

Un comité stratégique sera mis en place et regroupera le bureau de l'association et les financeurs publics. Ce comité se réunira à l'initiative des financeurs sur la base de deux réunions annuelles ayant pour objectif :

- De définir la stratégie de l'association pour l'année N+1
- De faire un point d'étape en cours d'année sur la réalisation des objectifs

3) – Mise en place de groupes de travail portés par le collectif d'entrepreneurs à l'initiative du projet

Ces groupes de travail sont dirigés par les membres du collectif et ouverts aux acteurs territoriaux en fonction de leurs souhaits et de leurs compétences.

Les groupes de travail définis à ce jour sont :

- Business
- Culture
- Education / formation
- Femmes in tech
- Financements
- International
- Open innovation / grands groupes
- Relations structures d'accompagnement

4) Renouvellement du label French Tech

Une commission sera nommée début avril pour travailler et présenter le dossier de renouvellement du label French Tech. Cette commission pourra se faire assister si nécessaire par un consultant.

La coordinatrice Aix-Marseille French Tech, embauchée en CDI à compter du 1^{er} avril 2018, participera activement à l'élaboration du dossier. Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech est de s'impliquer au côté des collectivités qui portent le label.

5) Coordination

L'association Aix-Marseille Métropole French Tech a pour vocation de promouvoir le label FRENCH TECH en s'appuyant sur les acteurs du territoire pour soutenir et valoriser leurs actions. A ce titre, le rôle de l'association sera :

- De recueillir les attentes des startups et des structures d'accompagnement
- De suivre les programmes mis en place au niveau national par les structures mandatées par les instances (Pass French Tech par exemple)
- De s'associer aux actions de Marseille Promotion
- De coordonner les réseaux thématiques (Santé, Clean Tech, IOT, Sport) avec les pôles de compétitivité en charge de l'animation de ces réseaux

6) Communication

L'association mettra en place dès que possible une information régulière et ciblée de ses membres.

A ce titre, l'association mettra en place, dès que possible :

- Un site internet propre
- Une newsletter hebdomadaire

Les actions de communication comprennent également :

- L'animation mensuelle du réseau
- La gestion de la marque « french tech » et la déclinaison des logos
- La mise en place et le suivi d'une stratégie de partenariat et de labellisation des structures de l'écosystème French Tech

7) International

L'international est un axe fort de l'Association Aix-Marseille-Métropole French Tech

Pour 2018, les objectifs sont :

- L'accompagnement des start-ups régionales à des salons (CES, VIVATECH et autres salons)
- Le soutien des actions menées par Provence Promotion
- La connexion des start-ups du territoire avec les réseaux internationaux à travers notamment les membres du collectif
- Le développement de réseaux internationaux (french tech hub) par le biais, notamment, d'une communication auprès des réseaux français à l'étranger
- Un focus sur l'Afrique est prévu avec notamment la participation à l'évènement « Emerging Valley » en novembre 2018

8) Financement

Le Financement est un axe majeur de développement des start up.

L'association a vocation à faciliter l'accès des start up du territoire aux financements haut de bilan.

Dans ce cadre, deux actions majeures sont programmées en 2018 :

- La mise en place d'un hub, identifié par les VC nationaux et internationaux comme une place forte du financement sur le territoire ; le lieu de ce hub reste à définir
- La création d'un « South Tech Festival » en soutien des événements programmés sur le Territoire les 6 et 7 juillet prochain dans le cadre du Digital Tour ; les événements majeurs de ce festival seraient :
 - o 5 juillet : organisation d'un « digital day » avec les écoles de code (organisation d'ateliers grand public de sensibilisation au code)
 - o 5 juillet : soirée French Tech / France Digital avec les VC
 - o 6 juillet : journée officielle France Digital
 - o 7 juillet au soir : grande soirée à The Camp
 - o Création d'un start up corner pour le week end où 30 000 étudiants sont attendus sur les plages du Prado

9) Formation / Compétence

Un groupe de travail dédié a été mis en place et a initié un travail en profondeur afin d'appréhender au mieux les besoins sur le territoire, en lien avec de nombreux partenaires.

Sont envisagées :

- La création d'une école de type ECOLE 42
- Le développement de formation aux métiers du numérique maillées avec des universités / institutions internationales

pour augmenter le rayonnement et l'attractivité du territoire

10) Création et développement de relations d'affaires

Deux axes majeurs de développement sont envisagés pour 2018 :

- Déclinaison d'actions autour du thème « Ton territoire, ton premier client » visant notamment à multiplier les occasions de visibilité et de RDV d'affaires entre l'offre et la demande sur le territoire avec un objectif business assumé
- La mise en œuvre des relations entre les start up et les grands groupes afin :
 - o d'accélérer les relations génératrices de business (relations commerciale ou collaborations technique) entre les entreprises matures et les startups;
 - o de fédérer l'ensemble des acteurs économiques de la région PACA autour de modèles et idées disruptives;

Le rôle d'Aix-Marseille Métropole French Tech dans cette organisation sera de fédérer les start ups autour de cet événement.

Pour les actions menées au titre de la gouvernance et de l'animation d'Aix-Marseille French Tech du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018, le soutien financier de la Métropole d'Aix-Marseille Provence s'élèvera à 142.500 euros, représentant 41 % du budget prévisionnel 2018 d'un montant de 350 500 €.

Ce soutien financier se décompose comme suit :

- 52 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 90.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016

adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

- La délibération n°ECO 005-2871/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté de la Métropole Aix--Marseille Provence de soutenir le label Aix-Marseille French Tech et l'association Aix-Marseille Métropole French Tech qui le porte depuis le 1^{er} avril 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Aix-Marseille Métropole French Tech une subvention totale de 142 500 € au titre de la gouvernance et du portage du label Aix-Marseille French Tech

- 52 500 € pris en charge par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- 90.000 € pris en charge par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix (CT2).

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée à conclure avec l'association Aix-Marseille Métropole French Tech sont approuvés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ci-annexée et tous les documents y afférant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- 52 500 € seront pris en charge sur le budget centralisé métropolitain. La dépense en résultant sera imputée sur le budget centralisé métropolitain 2018, sous-politique B370 chapitre 65 - nature 65748 - fonction 61.
- 90 000 € seront pris en charge sur le budget du Territoire du Pays d'Aix (CT2). La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial du territoire, sur la ligne 3A/61/6574 qui présente les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 170

Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie de la stratégie de développement économique retenue par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs. Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité, structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi.

Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. L'Etat a commandé à ce jour deux évaluations des Pôles.

3. LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Sigles :

ICE Innovation et Création d'Entreprise

PC Pôle de Compétitivité

ZA Zone d'Activité

ANIM Animation, communication, événements à caractère économique

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de **288.000 € aux 9 associations suivantes** (cf. tableau en annexe) :

BOREAL INNOVATION 10.000 €

CBE SUD LUBERON 14.000 €

COUEUSE INTERFACE 10.000 €

IRCE 35.000 €

PROVENCE CREATION D'ENTREPRISES 10.000 €

AVENIR PLAN DE CAMPAGNE 36.000 €

CENTRE DE VIE REGIONAL 36.000 €

CLUB D'AFFAIRES FRANCO-ALLEMAND 2.000 €

PAYS D'AIX ASSOCIATIONS (accompagnement) 50.000 €

PAYS D'AIX ASSOCIATIONS (communication) 40.000 €

PAYS D'AIX ASSOCIATIONS (salon Assogora) 27.000 €

PAYS D'AIX ASSOCIATIONS (observatoire) 18.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères

d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;

- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux 9 associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 288.000 €.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions d'objectifs à conclure avec les associations CBE SUD LUBERON, AVENIR PLAN DE CAMPAGNE, CENTRE DE VIE REGIONAL, PAYS D'AIX ASSOCIATIONS et IRCE.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 171

Attribution de subventions au titre de la stratégie numérique et de la French Tech - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie prenante des usages de tous.

Par délibération N°2013_B538 du 5 décembre 2013, le Bureau communautaire de la CPA approuvait les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix, permettant :

- d'une part, d'offrir à l'ensemble des acteurs et innovateurs du territoire, les outils et les conditions de l'émergence de leurs innovations ;
- et d'autre part, de soutenir le développement de projets numériques innovants au bénéfice des entrepreneurs et des citoyens.

Ces actions entrent pleinement en cohérence avec les projets de pôles et campus numériques qui se dessinent à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole Aix-Marseille Provence. Ces derniers seront les catalyseurs de projets économiques, technologiques et culturels basés sur le numérique. Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'Euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille-Provence présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016 et fera l'objet d'une procédure de renouvellement à la fin du premier semestre 2018.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie de la stratégie numérique adoptée par le Pays d'Aix et participe à la dynamique French Tech dans laquelle le Territoire et la Métropole se sont engagés.

Dans la continuité des actions conduites en 2017, le Territoire du Pays d'Aix propose de soutenir cinq associations qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix et de la Métropole, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec les principaux axes de la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 210.000 € aux 5 associations suivantes (cf tableau en annexe).

1- L'association Fondation Internet Nouvelle Génération (au titre du Carrefour de l'Innovation), pour un montant de 18 000€ ;

2- L'association Pays d'Aix Développement, pour un montant de 107 000€ ;

3- Le Fab Lab du Pays d'Aix, pour un montant de 55 000€ ;

4- L'incubateur au féminin Premières Provence, pour un montant de 10 000€

5- L'association Anonymal, pour un montant de 20 000€

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération n°2013_B538 du Bureau communautaire de la CPA du 5 décembre 2013 approuvant les principes de la stratégie numérique du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 021 -049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2016-CT2-106 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative aux versements de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech,
- La délibération ECO-022-343/16/BM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 autorisant le versement de subventions dans le cadre de la stratégie numérique et de la French Tech,

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2018 par ces associations sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique du Pays d'Aix et d'autre part entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle le Pays d'Aix s'est engagé,

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux 5 associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 210 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec le Fab Lab du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 172

Attribution d'une subvention à l'association "Startup Aix-Marseille" en vue de l'organisation du 14ème "Startup Weekend Aix-Marseille" sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

"Startup Weekend" est le plus important mouvement mondial dédié à la création de start-up et à la culture de l'entrepreneuriat. Il se concrétise par l'organisation de manifestations se déroulant durant les week-ends, lors desquelles des aspirants entrepreneurs viennent proposer ou participer à des projets d'entreprises encore embryonnaires et faire en sorte que ces derniers évoluent durant 54 heures au stade de potentielles start-up.

Chaque année, plus de 1400 « Startup Weekend » sont organisés dans le monde au sein de plus de 200 pays. En Europe, 500 éditions sont organisées et la France en comptabilise près de 50, localisées dans les Métropoles les plus engagées dans la promotion de l'entrepreneuriat.

Depuis 2010, date de l'organisation du premier « Startup Weekend » sur le territoire métropolitain, 13 éditions réparties entre les villes d'Aix-en-Provence et Marseille ont déjà été organisées.

Historiquement, les éditions de Marseille se déroulent au sein du campus de KEDGE Business School à Luminy, alors que l'édition d'Aix-en-Provence se déroule sur le territoire du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée. Celles-ci ont permis à plus de 1 500 participants de travailler à la réalisation de projets entrepreneuriaux et à 40 start-up de voir le jour.

Mais au-delà d'être un formidable outil d'aide à la création d'entreprises, « Startup Weekend » est également un élément fort d'attractivité et de promotion du territoire. En effet, à travers leur organisation, ces événements révèlent aux yeux de la communauté d'aspirants entrepreneurs le dynamisme des écosystèmes territoriaux en faveur de l'entrepreneuriat.

Il convient à ce titre de noter que depuis 2014, date du premier Startup Weekend organisé à Aix-en-Provence, 6 lauréats sont venus localiser leurs jeunes entreprises sur le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée. Parmi ces 6 entreprises - Erylon, Wexup, Sonora Labs, GéoSentinel, Smartembed et ICPS- il convient de noter que 3 ne proviennent pas à l'origine du département des Bouches-du-Rhône.

Aussi, afin d'accueillir et de bénéficier de l'organisation d'une nouvelle édition de « Startup

Weekend » sur son territoire, le Territoire du Pays d'Aix, à travers la Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite allouer une subvention à l'association « Startup Aix-Marseille » ; organisation non gouvernementale en charge de l'organisation sur le territoire métropolitain de cet événement.

Sachant que le coût global de l'organisation de l'édition d'Aix-en-Provence est d'environ 36 000€ TTC (cf. budget ci-après), le Territoire du Pays d'Aix propose de poursuivre cette année encore son soutien à cet événement en allouant une aide de 20 000€ TTC à l'association « Startup Aix-Marseille ».

Le budget prévisionnel de l'organisation de l'édition « Pays d'Aix » du Startup Weekend Aix-Marseille 2018 est le suivant :

Dépenses en euro			Recettes en euro		
611	Prestation de services	10 000	70	Ventes de places	4 000
6135	Locations mobilières	1 500	74	Subventions Métropole AMP	20 000
6228	Rémunération d'intermédiaires	11 000	75	Sponsors privés	12 000
6256	Déplacements	3 500			
6257	Frais de repas	10 000			
TOTAL		36 000	TOTAL		36 000

La convention jointe en annexe détaille le cadre du versement de cette subvention dont les fonds seront alloués par la Direction du Technopôle de l'Arbois qui a inscrit ces lignes de dépenses sur son budget de fonctionnement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est validé l'accueil de la 14ème édition de Startup Weekend Aix-Marseille sur le site du Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée.

Article 2 :

Est autorisée l'attribution d'une subvention de 20 000 € à l'association « Startup Aix-Marseille ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 2814 chapitre 65 fonction 61.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 173

Propositions d'actions pour l'élaboration du Contrat de Transition Écologique relatif à la requalification de la centrale à charbon de Gardanne/Meyreuil et conditions de mise en œuvre

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Climat et en cohérence avec les engagements internationaux, le gouvernement a confirmé l'arrêt de la production de l'électricité au charbon sur les 4 sites français dont le site de Gardanne/Meyreuil d'ici 2022.

Une mission interministérielle a été mise en place pour préparer la fermeture de la tranche 5 de la centrale thermique à charbon et pour assurer sa requalification dans le cadre d'un Contrat de transition Écologique (CTE). Début mars, elle est venue rencontrer les élus et acteurs locaux afin de présenter la démarche.

A la suite de cette rencontre, une réunion de concertation entre les élus concernés du territoire a été organisée le 20 mars dernier. Si les élus partagent l'ambition des objectifs de la COP21, ils ont toutefois constaté le choix d'un calendrier de négociation très resserré et le caractère unilatéral de cette décision qui provoquera la fermeture de la tranche 4 dont le fonctionnement est totalement imbriqué et dépendant de la tranche 5. De plus ils soulignent l'absence d'analyse précise et détaillée sur l'impact économique, social et environnemental ainsi que sur le coût de cette mesure.

Néanmoins, face aux enjeux, dans un esprit constructif et en totale conscience des responsabilités qui font jour, les élus du Conseil du Territoire du Pays d'Aix affirment leur volonté d'agir comme force de propositions au sein de la Métropole pour trouver des solutions adaptées et durables en accord avec les maires concernés.

Plusieurs solutions de reconversion doivent être explorées en préservant la filière historique dédiée aux Énergies dans le contexte actuel de déficit énergétique qui touche la Région Sud, l'une des régions les plus consommatrices d'énergie en France et qui se caractérise par le déficit de sa production qui représente moins de 10 % de ses besoins :

- Le maintien d'une tranche dite « Charbon Propre » utilisant les technologies des centrales thermiques à flamme au charbon supercritique qui atteignent des niveaux de

rendement très intéressants et limitent considérablement les émissions de CO2 grâce à des procédés innovants de capture du CO2 et de traitement de fumée. Aussi, à l'instar de ce qui a été fait dans d'autres pays tels que le Japon, il serait indispensable d'étudier la transformation du groupe actuel selon ces nouvelles technologies.

Malgré les orientations peu favorables du gouvernement, il est important de ne pas exclure ce type de solutions propices au maintien d'une filière charbon de nouvelle génération.

- La création d'une nouvelle centrale Biomasse couplée au développement de la filière bois.

Au regard d'études en cours pour l'alimentation de la Centrale Biomasse actuelle, il paraît possible d'exploiter les gisements des déchets verts locaux, le potentiel des forêts existantes sur le territoire métropolitain et celles situées dans un rayon raisonnable ainsi que les quelques 35 000t/an arrivant dans les déchèteries. La filière bois en cours de structuration au niveau local devrait permettre de valoriser cette ressource. L'idée de la mise en place d'une scierie et d'une plate-forme de tri du bois sur le site de la centrale Biomasse, associée à un « Pôle Métiers du bois » à proximité aurait du sens en termes de synergies industrielles mutuelles.

- La transformation de la centrale charbon en centrale-turbine à gaz. Outre le fait de nécessiter un fonctionnement en continu et non en pointe (comme c'est le cas actuellement), cette solution consoliderait la tranche Biomasse. De la même façon, il est important de prendre en compte toutes les utilisations qu'offrent aujourd'hui le gaz, notamment sa transformation en hydrogène et méthane selon le procédé Fischer-Tropsch pour en faire du carburant. Des investissements lourds sont à prévoir et offrent des incidences moins prometteuses en termes d'emplois.
- L'implantation sur le site d'un centre de stockage d'électricité s'appuyant sur la technologie de batteries lithium-ion stationnaires afin de compléter et équilibrer la production d'énergie d'origine solaire ou éolienne. EDF, Tesla et d'autres opérateurs internationaux, notamment japonais, agissent dans ce sens et ont déjà annoncé des programmes ambitieux de création de centrales de ce type. Notre région, avec un taux exceptionnel d'ensoleillement dispose d'un atout majeur de développement.
- Le gisement géothermique reconnu de longue date doit être examiné avec attention. Nous disposons en sous-sol d'une énergie importante susceptible de

développer une centrale électrique et des applications énergétiques inédites.

D'autres solutions peuvent également être envisagées :

- Le développement de la filière aluminium doit être également étudié. En installant un train laminier, outre le fait de valoriser une filière historique de notre territoire autour de Gardanne et Meyreuil, il permettrait de développer un nouveau secteur orienté vers l'automobile du futur, électrique et plus légère grâce à la fabrication de pièces et d'éléments de carrosserie en aluminium.

Les élus du Pays d'Aix rappellent que quelle que soit l'orientation choisie, la question de l'emploi demeure cruciale et prioritaire. 200 emplois directs et indirects sont directement menacés par cette fermeture. Aussi les élus du Pays d'Aix seront très exigeants pour obtenir des garanties pour le maintien et la création sur place d'emplois adaptés et diversifiés sur le plan de la qualification.

C'est un enjeu majeur pour notre territoire qui a déjà connu la fermeture des mines de charbon en 2003. Ils ont rappelé qu'à cette époque l'État avait mis en oeuvre des moyens exceptionnels en amont de la fermeture notamment en créant le Fonds d'industrialisation des bassins miniers (FIBM). Ce fonds spécial a permis aux TPE et PME de bénéficier à l'époque de plus de 35 millions d'euros d'aides directes représentant la création de plus de 3000 emplois. Le Dispositif d'Amorçage Provençal (DAP) qui en est issu perdure et affiche encore des résultats remarquables aujourd'hui. Depuis son lancement en 2003, le DAP a permis de créer près d'une centaine d'entreprises pour près de 600 emplois.

Face à une situation particulièrement délicate liée à la décision de fermeture et tenant compte des enjeux pour le Territoire du Pays d'Aix, les Elus seront particulièrement vigilants dans la définition et la mise en application des projets de reconversion. A ce titre, ils demandent que le gouvernement produise un document stratégique complet comprenant tous les éléments d'études et de financement de la reconversion du site de Gardanne/Meyreuil tout particulièrement concernant le démantèlement de la tranche 5, la dépollution du site et des investissements nécessaires à la reconversion comme ce fût le cas lors de la fermeture du bassin minier en 2003.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de Territoire demande à avoir accès à toutes les études menées sur ce sujet pour disposer d'une évaluation économique et sociale de la fermeture de la tranche à charbon.

Article 2 :

Sont approuvées les actions proposées par les Elus du Territoire du Pays d'Aix pour la requalification de la Centrale de Gardanne/Meyreuil et confirme la nécessaire prise en compte de ces propositions dans le cadre du dispositif au contrat de Transition Écologique en cours d'élaboration entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire affirme son opposition à la fermeture de la tranche 5 si des moyens financiers exceptionnels de l'État au côté des autres collectivités locales pour accompagner cette mutation ne sont pas mis en oeuvre.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Emploi et formation

2018 CT2 174

Attribution de subventions aux opérateurs du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, quatorze structures sollicitent des aides financières destinées à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Sur une enveloppe inscrite au budget prévisionnel 2018 de 1.150.000 €, il est proposé d'attribuer une première série de subventions pour un montant total de 610.000 €.

Le premier choix s'est porté sur des actions « prioritaires » pour le Pays d'Aix et à forte plus-value pour les bénéficiaires, comme les structures d'Insertion par l'Activité Économique, les actions permanentes en reconduction annuelle et celles concernant les opérateurs les plus fragiles financièrement.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Pays d'Aix selon les 3 axes d'intervention suivants :

- I. Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- II. Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- III. Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV* N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV* SOLLICITEE	SUBV* PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
0024	FOYER SOCIO EDUCATIF SAINTE VICTOIRE	Projet de mobilité des apprentis du CFA	10.000 €	80.000 €	20.000 €	15.000 €	NON
0224	CFAI 84	Promotion développement et mise en œuvre des formations sur l'antenne de Pertuis	10.000 €	190.500 €	15.000 €	10.000 €	NON
0423	ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX	Fonctionnement espace vie collective	30.000 €	80.100 €	50.000 €	30.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
0011	LA FIBRE SOLIDAIRE	Chantier d'insertion « la fibre solidaire »	45.000 €	870.000 €	50.000 €	45.000 €	OUI
0027	LES ATELIERS DE LA TREVARESSSE	Chantier d'insertion	36.000 €	304.010 €	36.000 €	36.000 €	OUI
0037	DE FIL EN AIGUILLE	Chantier d'insertion « Au fil de soi »	36.000 €	298.494 €	36.000 €	36.000 €	OUI
0066	REMISE EN JEUX	Chantier d'insertion « Remise en jeux »	50.000 €	690.000 €	72.000 €	50.000 €	OUI
0072	LES ATELIERS DE GAIA	Chantier d'insertion « Le potager de Gaia »	25.000 €	528.097 €	25.000 €	25.000 €	OUI
0139	AIX MULTI SERVICES	Chantier d'insertion « espaces verts et naturels du Pays d'Aix »	175.000 €	1.195.063 €	200.000 €	175.000 €	OUI
0178	IE 13	Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »	40.000 €	502.953 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0231	ATELIER JASMIN	Costumes carnaval 2018	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0268	ELAN JOUQUES	Développement des activités et création d'emploi – Territoire zéro chômeur	29.200 €	223.411 €	30.000 €	30.000 €	OUI
0419	TOUTES LES FEMMES	Chantier d'insertion conciergerie	20.000 €	351.403 €	22.000 €	20.000 €	NON
0541	ATELIER JASMIN	Chantier d'insertion	63.000 €	533.592 €	63.000 €	63.000 €	OUI
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
0198	FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES	Auto-école sociale	20.000 €	69.196 €	20.000 €	20.000 €	NON
TOTAL					694.000 €	610.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le Territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 610.000 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif, à savoir :

-FOYER SOCIO EDUCATIF SAINTE VICTOIRE
-CFAI 84
-ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX
-LA FIBRE SOLIDAIRE
-LES ATELIERS DE LA TREVARESSE
-DE FIL EN AIGUILLE
-REMISE EN JEUX
-LES ATELIERS DE GAIA
-AIX MULTI SERVICES
-IE13
-ATELIER JASMIN
-ELAN JOUQUES
-TOUTES LES FEMMES
-FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES

Article 2 :

Sont approuvées les conventions annuelles d'objectifs 2018 à conclure avec les associations.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le service 8 « Insertion et Emploi » chapitre 65.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 175

Attribution de subventions aux opérateurs dans le cadre de la Programmation 2018 du PLIE du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, la politique soutenue dans le domaine de l'emploi et de l'insertion s'inscrit notamment dans le cadre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (P.L.I.E.) et repose sur une programmation commune bâtie avec les services de l'État, de la Région et le Département des Bouches-du-Rhône, sur les objectifs spécifiques de l'intervention du Fonds Social Européen (F.S.E.).

Ce Plan a pour objet la mise en cohérence des interventions publiques au niveau local pour le public ciblé, afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Cette démarche partenariale est destinée à coordonner, dynamiser et renforcer, sur le territoire du Pays d'Aix, la mobilisation des moyens de chacun des signataires, afin de permettre l'accès à l'emploi des femmes et des hommes confrontés à une exclusion durable du marché du travail.

Le PLIE assure une ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant à l'emploi des bénéficiaires puis au maintien de ceux-ci dans l'emploi pendant plus de 6 mois.

Le PLIE du Pays d'Aix en tant que « plate-forme de coordination », permettant la mobilisation des moyens de chaque partenaire, intervient selon 3 axes structurés autour :

- Du renforcement des structures qui accueillent, orientent et suivent les publics susceptibles d'intégrer les actions du PLIE
- Des structures d'insertion par l'activité économique, afin d'améliorer la qualification des participants,
- Des partenariats avec des entreprises et des organisations socioprofessionnelles de façon à ce que les participants puissent engager leur parcours d'insertion, en tenant compte de la réalité du marché local du travail.

Au titre de l'année 2018, la programmation retenue reste similaire en termes d'actions ; le bilan qualitatif des actions menées confirmant la bonne adéquation de la pédagogie des actions au profil des personnes suivies dans le cadre du PLIE.

Par ailleurs, la coordination accrue mise en place entre les différentes instances (Conseil Régional, Conseil Départemental, Pôle d'insertion et Pôle Emploi) nous assure de la complémentarité des actions et non une « superposition ». La mise en œuvre du Plan Départemental d'Insertion, et plus particulièrement sa déclinaison territoriale, le Plan Territorial d'Insertion – PTI – a permis l'enrichissement de la programmation notamment sur des problématiques d'addiction et des sujets de société sensibles. Une approche auprès de nos publics par des professionnels restent la plus efficace dans l'acceptation puis la résolution des difficultés.

Après avoir rencontré l'ensemble des opérateurs la planification des opérations à été validée afin que les accompagnateurs à l'emploi puissent positionner dans les meilleurs délais les participants du PLIE au regard de leur problématique particulière.

Cette programmation s'inscrit dans le droit fil des politiques soutenues auparavant par le Pays d'Aix dans le domaine de l'emploi selon les 4 axes d'interventions et constitue une offre d'insertion et d'étapes de parcours complémentaires à celles mises en œuvre notamment par le service de l'Insertion par l'Activité Économique de la Direction de l'Insertion et de l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix.

- Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi
- Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique
- Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi

- Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification d'attribution de la subvention ou notification de la convention attributive et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

Proposition de subventions dans le cadre de la programmation 2018

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
2018-00463	LE COLLECTIF DES SENS	Jeu (de rôles	13 920 €	23 400 €	13 920 €	13 920 €	NON
2018-00399	A & C CONSEILS	Accompagnement renforcé des seniors	26 000 €	52 000 €	26 000 €	26 000 €	OUI
2018-00566	JOB EXPERT	Coaching Emploi – ateliers collectifs	37 800 €	47 390 €	37 800 €	37 800 €	OUI
2018-00567	JOB EXPERT	Diagnostic et soutien psychologique	29 800 €	50 370 €	39 840 €	39 840 €	OUI
2018-00555	Centre Social la Provence – crèche Petit Panda	Garde d'enfant dans le cadre des entretiens professionnels	5 100 €	102 200 €	5 100 €	5 100 €	NON
2018-00494	ASTI	Aide apprentissage du code de la route	3 000 €	73 720 €	3 000 €	3 000 €	NON
NC	AMEGORE	Action « Dynamic Emploi »	2 400 €	10 800 €	4 800 €	4 800 €	NON
TOTAL					130 460 €	130 460 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 001-541/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de Métropole portant approbation du Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'établir une programmation au titre du PLIE en complémentarité avec les actions conduites par nos partenaires.
- La plus-value apportée par ces actions aux participants du PLIE.
- L'intérêt pour le territoire du Pays d'Aix d'offrir à ces demandeurs d'emploi une offre variée dans les domaines de l'insertion et de la remobilisation.

Délibère

Article 1 :

Le montant des subventions global retenu au titre de la programmation 2018 du PLIE du Pays d'Aix est de 130 460 € répartis comme indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Article 2 :

La dépense de 130 460 € est affectée en autorisations d'engagement sur le service 9 « Fond Social Européen » chapitre 65 du budget 06 de la Métropole 2018.

Article 3 :

Sont approuvés les termes des conventions annuelles d'objectifs 2018 à conclure avec l'association A & C CONSEILS, d'une part, et JOB

EXPERT, d'autre part, tels qu'annexés au présent rapport.

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2018 CT2 176

AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau et de Rousset

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29/10/15 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 3 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes d'Eguilles, des Pennes Mirabeau et de Rousset.

▪ Eguilles

⇒ Parcelle(s) : BR 68 ; Surface 1 hectare 00 ares 04 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 40 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 21 390,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

▪ Pennes-Mirabeau

⇒ Parcelle(s) : CL 118,119,120,176,177,178 ; Surface : 1 hectare 30 ares 75 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 112 000,00€ qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 44 590,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 €

TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

▪ Rousset

⇒ Parcelle(s) : AI 314 (ancien n°144) ; Surface : 50 ares 00 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 92 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 33 420,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 3 ventes de parcelles sur les communes

d'Eguilles, des Pennes-Mirabeau et de Rousset.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 3 préemptions en révision de prix sur les communes d'Eguilles, des Pennes Mirabeau et de Rousset dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des 3 préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 177

Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement du territoire. Cependant, le territoire

doit faire face à une raréfaction des terres agricoles, une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône constitue l'un des partenaires de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire.

Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix propose cette convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône et le Pays d'Aix qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

Cette année 2018, le montant de la participation du Pays d'Aix à la convention d'objectifs s'élève à 92 000 € pour 3 actions agricoles pour un budget global de 160 000 €.

La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille les projets et les budgets correspondant pour l'année 2018.

Synthèse des actions et soutien financier correspondant

1. Développer la vente directe : 9^e édition de la Halle de producteurs « Terres de Provence » à Plan de Campagne (commune des Pennes-Mirabeau) :

-Aide logistique de terrain et expertise agricole pour l'accompagnement du marché de vente de produits agricoles locaux en circuit court et en demi-gros.

-30 à 40 producteurs locaux présents (provenance : Bouches-du-Rhône et Vaucluse).

-Fréquentation : 100 000 visiteurs en moyenne /an.

-Dates prévisionnelles d'ouverture 2018 : 14 mai/ 26 octobre 2018 (lundi, mercredi, vendredi de 17 h à 19 h).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **35 000 €** (budget global de l'opération : 55 000 €).

2. Promotion locale des produits du terroir : 20^e édition du « marché des 13 desserts » - Aix-en-Provence

- Organisation du marché de vente de spécialités culinaires de fin d'année.
- 40 exposants, agriculteurs et artisans locaux.
- Fréquentation par édition : de 15 000 à 20 000 visiteurs.
- Dates prévisionnelles d'ouverture : 15/ 23 décembre 2018.

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **45 000 €** (budget global de l'opération : 85 000 €).

3. Organisation d'un site de e-commerce / Drive

fermier : suivi de la nouvelle plate-forme de commercialisation « Drive fermier en Provence » avec deux points de retrait : la cave coopérative de la commune Venelles (ouverture en décembre 2016) et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône depuis la rentrée 2017.

- Appui aux exploitations membres, présence sur site, relation clientèle, suivi administratif.
- 15 producteurs locaux environ (provenance : Bouches-du-Rhône).

La Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sollicite un soutien financier de **12 000 €** (budget global de l'opération : 20 000 €).

Sur les bases des actions définies à l'article 3, la participation du Pays d'Aix est évaluée à 92 000 € (quatre-vingt-douze mille euros) répartis sur 3 opérations.

ACTIONS	Montant
Améliorer la commercialisation des produits : développement du marché local	
Développer la vente directe sur le Pays d'Aix : Halle de producteurs « Terres de Provence »	35 000 €
Promouvoir l'agriculture du Pays d'Aix	
Organisation et mise en synergie des événements sur le Pays d'Aix : Organisation et mise en cohérence des événements agricoles existants ou nouveaux : « marché des 13 desserts »	45 000 €
Organisation d'un site e-commerce/drive fermier en Pays d'Aix	12 000 €
TOTAL prévisionnel	92 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 92 000 € à la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône pour l'année 2018 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section fonctionnement sur la ligne 6312/65738.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 178

Approbation d'une convention d'objectifs avec la Chambre d'Agriculture de Vaucluse pour l'année 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Composante forte de l'économie locale, vecteur d'attractivité territoriale, l'agriculture, au-delà de son caractère technique, constitue un potentiel exceptionnel d'approvisionnement alimentaire et de rayonnement de la Métropole. Cependant, le territoire doit faire face à une raréfaction des terres agricoles et à une fragilisation de la profession.

La réponse à apporter à ces enjeux stratégiques nécessite une large mobilisation de l'ensemble des partenaires agricoles permettant de porter le programme d'actions concrètes, fixé par la Charte agricole du Pays d'Aix, déclinées en 7 objectifs :

Volet économique :

1. Faire connaître et reconnaître l'agriculture
2. Promouvoir l'agriculture
3. Améliorer la commercialisation des produits

Volet territorial et environnemental :

4. Favoriser l'accès au foncier pour les agriculteurs
5. Maintenir, de manière dynamique, les surfaces agricoles à leur niveau actuel
6. Développer le rôle de l'agriculture en faveur de l'environnement

Volet alimentation : en préparation

7. Alimentation, agroalimentaire et nutrition

La Chambre d'agriculture de Vaucluse constitue l'un des partenaires privilégiés de la Charte agricole et son expertise permet de répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de l'agriculture du territoire de Pertuis. Chaque année, elle sollicite l'aide financière de l'institution dans le cadre d'une convention d'objectifs.

Afin de poursuivre cette dynamique, la CPA a approuvé une convention cadre pluriannuelle 2016-2018 avec la Chambre de Vaucluse.

Le Territoire du Pays d'Aix propose, pour la mise en œuvre de cette convention cadre, une convention d'objectifs annuelle entre la Chambre d'agriculture de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence qui vise à mettre en commun les compétences de chacune au service d'actions agricoles porteuses pour le territoire.

La Convention d'objectifs, jointe en annexe, détaille les projets et les budgets correspondants pour l'année 2018 :

- **Appui à la marque « Pomme de Terre de Pertuis »**: cette action engagée depuis 2008 consiste à assurer l'animation et le suivi de la relance de la production de la pomme de terre de Pertuis. Cette structuration implique la mise en

œuvre d'un appui technique (expérimentation variétale), d'un appui administratif et, en aval, d'un appui sur les modes de commercialisation (enquête commercialisation).

Le budget 2018 de l'appui technique s'élève à 25 344,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 8 778,00 €.

- **Collecte et recyclage des plastiques agricoles**: cette opération dont le lancement a été décidé en 2005 concerne l'environnement. Il s'agit de mettre en place une filière pérenne de récupération et de recyclage des plastiques agricoles usagers. Cette action fait suite à la réflexion, lancée en 2010, avec une convention entre ADIVALOR (en charge de la gestion des déchets agricoles), le GDA Sud Luberon et une entreprise de recyclage située à Pertuis.

Il est prévu, pour l'année 2018, deux collectes pour un tonnage d'environ 40 tonnes de plastiques agricoles usagés. Le gisement concerne Pertuis et les communes du Val de Durance situées à proximité de Meyrargues et du Puy Sainte Réparate mais aussi Villelaure et La Tour d'Aigues (avec une participation de la Communauté Territoriale Sud Luberon).

Le budget 2018 de cette action s'élève à 7 680,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 3 072 €.

- **Développer la vente directe**: la Halle de producteurs « Terres de Provence » à Pertuis. Cette opération consiste à améliorer la commercialisation des produits locaux en développant la vente directe sur le Pays d'Aix avec l'organisation de la Halle « Terres de Provence » sur Pertuis. Cette 6^e édition nécessite l'intervention d'un technicien pour : la mobilisation et la sélection des agriculteurs locaux, la logistique, le contrôle des prix, le suivi des animations.

Informations pratiques :

- Ouverture du 17 mai 2018 au 27 septembre 2018, 2 soirs par semaine le mardi et le jeudi de 17h00 à 19h00 (celle de Plan de Campagne ouvre 3 soirs par semaine, les lundis, mercredis et vendredis).
- Elle est réservée aux agriculteurs vendant les produits de leur exploitation, en demi-gros.
- Elle est réservée à la vente aux particuliers et professionnels.
- Lieu : entrée de ville sur un terrain communal Pertuisien (quartier le Farigoulier).
- Nombre de visiteurs : 10 061 (comptage manuel en 2017, par les techniciens de la Chambre d'agriculture).

Cette Halle permet de répondre à la demande croissante de producteurs, de plus en plus nombreux à souhaiter utiliser les modes de ventes en circuits courts.

Elle permet aux consommateurs du nord du territoire de la Métropole de profiter de ce mode de commercialisation des produits du terroir.

Le budget 2018 de l'action s'élève à 49 920,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 19 968,00 €.

- Mise en place et pilotage d'un Espace-Test Agricole (couveuse/pépinière) sur la commune de Pertuis.

La Chambre d'agriculture de Vaucluse propose un accompagnement sur la recherche et la sélection de nouveaux candidats à l'espace test ainsi que sur l'accompagnement technico-économique des couvés en activité.

1. Lancement d'appels à candidatures, recherche de candidats, sélection de candidats
2. Lancement de l'activité des couvés et accompagnement du démarrage de leur activité
3. Accompagnement technico-économique des couvés
4. Hébergement juridique
5. Mise à disposition d'un conseiller de la Chambre d'agriculture en charge du projet

Le budget 2018 de l'action s'élève à 30 960,00 € avec un appui financier du Territoire du Pays d'Aix s'élevant à 24 768,00 €.

Afin de réaliser les actions précitées, évaluées à 113 904 € la convention prévoit donc le versement d'un montant total de 56 586 € à la Chambre d'Agriculture de Vaucluse dont la répartition est la suivante :

ACTIONS		MONTANTS
1	SOUTIEN À LA MARQUE « POMME DE TERRE DE PERTUIS »	8 778 €
2	RÉFLEXION SUR LE TRAITEMENT DES PLASTIQUES AGRICOLES	3 072 €
3	HALLE DE PRODUCTEURS « TERRES DE PROVENCE » PERTUIS	19 968 €
4	COUVEUSE D'ENTREPRISE AGRICOLE	24 768 €
TOTAL		56 586 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire du Développement Économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de poursuivre les actions engagées avec la Chambre d'agriculture de Vaucluse dans le cadre d'une convention d'objectifs pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 56 586 € à la Chambre d'agriculture de Vaucluse pour l'année 2018 afin de contribuer au financement des actions décrites préalablement.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre d'agriculture de Vaucluse.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer cette convention ainsi que tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement sur la ligne 6312/65738.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 179

Attribution de subventions aux associations à caractère agricole - Approbation de conventions

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a mis en place une politique d'aide aux associations à caractère agricole dans le but de participer au développement de l'agriculture sur le territoire communautaire et de promouvoir les produits du terroir.

A ce titre, il est proposé de poursuivre le soutien aux associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 100.180 € aux 11 associations suivantes (cf. tableau en annexe) :

LES VIGNERONS DE LA SAINTE VICTOIRE 42.400 €
LES AMIS DU FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE PROVENCALE 27.000 €
COMITE D'ORGANISATION DE LA FETE DE LA VIGNE ET DU VIN 1.800 €
COMITE DE LA FETE DES VINS 3.500 €
FEDERATION DES FOYERS RURAUX 7.000 €
ARGENA 5.280 €
ACOPA 2.700 €
SYNDICAT AOC HUILE D'OLIVE D'AIX-EN-PROVENCE 4.000 €
GDA SUD LUBERON 2.500 €
ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE LA POMME DE TERRE DE PERTUIS 2.200 €
SERVICE DE REMPLACEMENT DES BDR 1.800 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère agricole qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec sa politique de développement agricole.

Délibère

Article 1 :

Est attribué aux 11 associations sus-mentionnées un montant total de subventions de 100.180 €

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions d'objectifs à conclure avec les associations LES VIGNERONS DE LA SAINTE-VICTOIRE et LES AMIS DU FESTIVAL DE LA GASTRONOMIE PROVENCALE.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3D/6312/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche

2018 CT2 180

Approbation d'une convention avec l'Académie d'Aix-Marseille pour l'organisation de l'édition 2018 du "Forum PASS" au Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le dispositif PASS (Projet Académique Sup'Sciences) créé en 2009, a pour finalité d'accompagner les parcours du secondaire au supérieur, en favorisant l'orientation vers les carrières scientifiques par la valorisation de la recherche et de l'enseignement supérieur. Par le biais des « Cordées de la réussite » il permet à des élèves de zones sensibles ou aux moyens matériels limités, d'accéder aux études secondaires scientifiques.

Compte tenu de l'adéquation entre la thématique de la manifestation et celle portée par le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée, l'Académie et le CEREGE ont sollicité le Technopôle de l'environnement Arbois-Méditerranée pour organiser une nouvelle édition du **Forum PASS** le 7 juin 2018 sur le site du Domaine du Petit Arbois.

Ainsi, 500 élèves du secondaire proposeront 50 stands soit 50 projets présents sur le site. Ces projets seront évalués par des jurés, composés de professeurs, de professionnels et de chercheurs et divisés par thématique : sciences de la terre, astronomie, agronomie etc... Chaque jury doit visiter 5 stands, émettre des appréciations et réaliser un classement à seul but pédagogique.

A la fin de la journée, des prix sont remis à tous les participants pour les féliciter de leurs travaux et les encourager dans leurs démarches scientifiques. Les lots sont des outils pédagogiques à partager entre élèves (exemple : une tablette numérique par classe). La philosophie du dispositif permet que toutes les équipes soient gagnantes.

Pour approfondir leurs connaissances dans le domaine des sciences de l'environnement, les jeunes scolaires pourront également visiter des animations réalisées par des chercheurs ou

professeurs et rencontrer des entreprises du Technopôle.

Notons ici qu'au-delà de l'aspect pédagogique pour les scolaires, le Forum PASS permet également au Technopôle d'ouvrir ses portes et de mieux faire connaître ses richesses et atouts économiques et scientifiques.

Aussi, pour mener à bien cette opération, la Direction du Technopôle de l'Arbois participe à l'organisation et à la logistique de l'événement. Un goûter est également proposé aux élèves pour clôturer la journée.

La convention avec l'Académie d'Aix-Marseille, annexée à ce rapport, précise les modalités d'organisation de cette manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la manifestation « Forum PASS ».

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les termes de la convention de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Aix-Marseille Université pour l'organisation du Forum PASS sur le Technopôle de l'Arbois, le 7 juin 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisé à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Est autorisée la prise en charge financière d'un goûter pour les 500 élèves participants ; les crédits sont inscrit au budget de la Direction du Technopôle de l'Arbois.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Commerce et artisanat

2018_CT2_181

Attribution de subventions aux associations de commerçants et artisans de proximité

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la politique de subventions mise en place depuis 2006 par la Communauté du Pays

d'Aix pour favoriser l'activité commerciale et artisanale de proximité, des associations de commerces de proximité, initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages, font appel au Territoire du Pays d'Aix.

Le présent rapport a pour objet l'attribution de deux subventions. L'une de 10 000 € à l'association « La Tuilerie Bossy », dont la vocation est la promotion des métiers de l'artisanat d'art et qui se propose de participer sur son site de Valabre, aux Journées Européennes des Métiers d'Art qui ont eu lieu du 3 au 8 avril 2018 et l'autre de 12 000 € au CBE Sud Luberon pour la création d'un Espace Partagé de l'Artisanat du Terroir en centre-ville de Pertuis.

Les demandes ont été examinées au regard des critères adoptés par le Conseil communautaire du 15 décembre 2011 (délibération n°2011_A195).

Les subventions présentées tiennent compte de l'impact de ses actions sur le territoire, mais aussi des enveloppes budgétaires disponibles et du bilan 2017 produit par l'association.

• Pour les subventions au titre d'une action :

N° GU	Manifestation + Date	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs oui/non
205	Journées Européennes des Métiers d'Art	La Tuilerie Bossy	La promotion de l'esprit de création dans tous les domaines artistiques auprès de personnes morales ou physiques partageant la même passion pour l'artisanat d'art.	10 000 €	40 000 €	15 000 €	10 000 €	Non
821	Espace Partagé de l'Artisanat du Terroir	CBE Sud Luberon	Aider les espaces ruraux et les bassins industriels en difficulté à se reconvertir et à se développer économiquement		71 100 €	15 000 €	12 000 €	Non
	TOTAL			10 000 €		30 000 €	22 000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1511 1-2, L.1511 1-3 et L.1511 1-4;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A195 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre

2011 approuvant les critères d'attribution de subvention au profit des associations de commerçants et artisans de proximité ;

- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2018 par ces associations favorisent l'activité commerciale et artisanale de proximité et que les associations sont initiatrices de projets de dynamisation des centres-villes ou villages.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 € à l'association «La Tuilerie Bossy » et une subvention de 12 000€ au CBE Sud Luberon.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F/632/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2018 CT2 182

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour le soutien technique, la commercialisation et l'animation locale en vue du développement économique et touristique du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Cependant, cette même délibération spécifie « Les relations, de toute nature, des autres communes et de leurs Offices, avec la Métropole feront l'objet de discussions et d'éventuelles conventions bilatérales soumises au vote du Conseil de Métropole »

Sur le Territoire du Pays d'Aix une station classée, Aix-en-Provence, a pu déroger au transfert et a

délibéré le 20 juillet 2017 pour conserver sa compétence « promotion du tourisme et création d'Offices de tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'est attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, et en particulier sur l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, véritable fer de lance du tourisme sur ce territoire, afin de bénéficier de son professionnalisme et de son savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales dont l'Office de Tourisme d'Aix était le chef d'orchestre : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans le cadre de cette organisation, le Pays d'Aix, par son service tourisme au sein de la Direction du Développement économique, coordonne les actions de dimension communautaire avec les différents partenaires touristiques du territoire.

L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, fortement structuré en matière de commercialisation des offres touristiques du territoire et de création d'animations structurantes pour le soutien des filières de la destination, met à disposition son savoir-faire, ses équipes et mobilise ses moyens techniques au profit du territoire Pays d'Aix et des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Pays d'Aix.

Il s'agit donc d'établir une convention financière avec cet Office de Tourisme pour l'accompagnement du Territoire Pays d'Aix et des OTSI sur certaines actions de dimension communautaire favorisant le développement touristique et économique. Le secteur du tourisme en Pays d'Aix représente, en effet, 11 % du PIB quand le Département en comptabilise 7 %.

Ces actions, détaillées dans la convention annexée, concernent plusieurs actions de compétence tourisme facultatives hors promotion du tourisme :

- La création d'événementiels et le soutien logistique aux OT gestionnaires de filières pour la commercialisation de ces animations.
- Le démarchage commercial et la commercialisation de l'offre touristique du territoire
- La commercialisation via des outils mutualisés tels que la

centrale de réservation et la boutique

- La production de données et d'analyses issues de l'observatoire économique du tourisme sur le Pays d'Aix.

Son positionnement incontestable en matière de promotion culturelle, tant sur le patrimoine vivant et bâti que sur les festivals de renommée mondiale permet de s'appuyer sur un Office dont l'attractivité dépasse largement le territoire de la Ville ou du Pays d'Aix mais inonde la Métropole toute entière.

En effet, l'OT d'Aix-en-Provence, fort de l'accueil de ses 610 000 visiteurs (4 fois plus que sa population aixoise) en 2016 et ses 2,2 millions d'Internautes est une vitrine qui rayonne bien au-delà de la ville d'Aix-en-Provence, de son territoire ou de la Métropole.

En parfaite coordination et complémentarité avec les autres Offices de Tourisme Intercommunaux qui couvriront l'ensemble du territoire Pays d'Aix, et en partenariat avec Provence Tourisme, cet OT apportera donc un soutien technique et commercial afin de poursuivre l'ensemble des actions mises en place et de conforter la structuration des filières touristiques correspondant à ses atouts

Enfin, la délibération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme autorise le conventionnement avec un office de Tourisme communal.

Afin de mener à bien ces missions de commercialisation, d'animation technique et de création d'événementiels sur le Territoire du Pays d'Aix (hors promotion du tourisme), l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence sollicite pour 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une aide financière de 200 000 €. Avec un budget prévisionnel de 6 843 554 € pour 2018, cette subvention représente 2,9 % du budget global de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Il convient également de noter qu'une subvention de 574 000 € est attribuée dans le cadre du développement d'actions concertées avec la Métropole sur l'animation et la promotion touristique du Territoire du Pays d'Aix, ainsi qu'une subvention de 50 000 € pour la 15^{ème} édition des rencontres du 9^{ème} art, festival de bande dessinée et autres arts associés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° 207-378 du 20/07/2017 du conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence s'opposant au transfert de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » à la Métropole ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les résultats de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence qui témoignent d'une attractivité qui va bien au-delà du territoire de la Commune, du Pays d'Aix, de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 200 000 € (deux cent mille euros) à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'année 2018.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président du de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2018.
Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0

Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 183

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence relative aux actions de promotion de développement touristique sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

La Métropole Aix-Marseille-Provence est une métropole à statut particulier créée le 1^{er} janvier 2016 par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014. Elle regroupe à sa création six établissements publics de coopération intercommunale (décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du conseil métropolitain du 28 avril 2016 et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

La loi permet néanmoins aux communes classées stations de tourisme qui n'avaient pas transféré la compétence « *promotion du tourisme* » à leur ancienne intercommunalité, de conserver l'exercice de la compétence sur leur territoire en s'opposant, par délibération, à son transfert à la Métropole avant le 1^{er} janvier 2018 (article L. 5218-2, I, alinéa 2 du CGCT).

La commune d'Aix-en-Provence, Commune membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est classée station de tourisme par décret du 29 novembre 2017. Par délibération n° 207-378 du 20/07/2017 le conseil municipal de la commune s'est opposé au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole. La commune d'Aix-en-Provence conserve donc l'exercice de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* ».

Toutefois, dans un contexte de concurrence internationale accrue, une coopération entre les différents acteurs apparaît indispensable. C'est pourquoi la commune d'Aix-en-Provence, tout en conservant sa compétence en matière de promotion du tourisme sur son territoire, souhaite s'associer au projet ambitieux de la Métropole en matière de tourisme.

Depuis 2010, cet OT est le bras armé de la politique touristique sur le territoire. En effet, comme ses résultats en témoignent, il produit une attractivité qui va bien au-delà du territoire de la Commune d'Aix-en-Provence, du Pays d'Aix, de la Métropole, et permet de diffuser son rayonnement : il accueille au sein de son Office, 610 000 visiteurs (4 fois plus que sa population aixoise), il rayonne au-delà de son territoire avec plus de 2,2 millions d'internautes, il est le mieux structuré avec ses 70 agents (dont un service de promotion à l'international, une direction de la communication étoffée de graphistes, community manager, et toute une équipe pour structurer les offres touristiques).

La présente convention n'entraîne pas une délégation de compétence.

Il s'agit d'un partenariat entre la Métropole / Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme Communal d'Aix-en-Provence en matière de promotion touristique par la mise en œuvre d'actions concertées.

Celles-ci sont concernées par les actions suivantes :

- animation de réflexions stratégiques relative au développement touristique ;
- animation de réseaux de professionnels dans le cadre de démarche concertée à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix
- réalisation d'opérations de marketing touristique en lien avec la stratégie promotion-marketing de la Métropole ;
- réalisation d'outils et de supports de communication divers ;
- mise en place d'événements promotionnels
- promotion de la destination du Territoire du Pays d'Aix.

D'autres actions, décidées d'un commun accord entre la Métropole / Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme, peuvent également être mises en œuvre dans le cadre de ce partenariat.

La Métropole / Territoire du Pays d'Aix s'appuiera sur l'expertise de l'Office de Tourisme en matière de tourisme de proximité pour :

- Animer à l'échelle du Territoire Pays d'Aix une ou des filières, en coordonnant la réalisation du plan stratégique et du plan d'action métropolitains ;
- Animer sur le Territoire du Pays d'Aix, défini dans le cadre de la délibération-cadre approuvée par le conseil de la Métropole le 19 octobre 2017, un réseau d'offices de tourisme de gouvernance métropolitaine.

Ce partenariat permettra, d'une part, à l'Office de Tourisme de bénéficier de la force stratégique de la Métropole en matière de tourisme pour développer son attractivité notamment à l'international et, d'autre part, à la Métropole de s'appuyer sur une structure de proximité afin de développer son offre touristique et bénéficier de son expertise à l'échelon local comme il a été précisé par la Métropole dans sa délibération-cadre du 19 octobre 2017, axe n°3 : « ***Dans chaque bassin touristique, existeront un ou plusieurs Offices de Tourisme sur le périmètre communal, notamment des stations classées qui gardent leur autonomie d'action en lien avec la coordination et la stratégie métropolitaines. Dans chaque bassin touristique, un organisme de tourisme animera les actions réalisées par les bureaux de tourisme intercommunaux... Il pourrait également être un Office de Tourisme communal qui aura conventionné avec la Métropole Aix-Marseille-Provence pour assurer cette mission d'animation et sera financé par la Métropole pour la mener à bien*** ».

Afin de mener à bien ces différentes actions, l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence sollicite une aide financière de 574.000 € (cinq cent soixante-quatorze mille euros) pour 2018. Avec un budget prévisionnel de 6 843 554 € pour 2018, cette subvention représente 8,4 % du budget global de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Il convient également de noter qu'une subvention de 200 000 € est attribuée pour des missions de commercialisation, d'animation technique et de création d'événementiels sur le territoire du Pays d'Aix, soit des missions de compétence tourisme facultatives, ainsi qu'une subvention de 50 000 € pour la 15^{ème} édition des rencontres du 9^{ème} art, festival de bande dessinée et autres arts associés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La délibération n° 207-378 du 20/07/2017 du conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence s'opposant au transfert de la compétence « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme » à la Métropole ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les résultats de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence qui témoignent d'une attractivité qui va bien au-delà du territoire de la Commune, du Pays d'Aix, de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 574 000 € (cinq cent soixante-quatorze mille euros) à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'année 2018.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure entre la Métropole / Territoire Pays d'Aix, et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention ainsi que tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 184

AVIS - Demande de subvention auprès de la Région PACA pour le jalonnement de l'itinéraire eurovélo "la Méditerranée à vélo" de Jouques à la gare de Meyrargues

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La Communauté du Pays d'Aix devenue Territoire du Pays d'Aix au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, travaille depuis 2015 auprès de la Région afin de soutenir l'eurovélo route N°8.

Le 29 octobre 2015, le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix validait ainsi une convention de partenariat avec le Comité d'Itinéraire de l'Eurovélo route N°8 et une convention financière pour trois ans. Depuis, chaque année des avenants sont votés incluant de nouvelles collectivités et de nouvelles actions.

Pour rappel, la Méditerranée à Vélo traverse l'ex-Région Languedoc-Roussillon et la Région Provence-Alpes Côte d'Azur. Dans sa globalité elle s'étend sur une distance de 5 388 km et reliera à terme Cadix, en Espagne, à Chypre, à travers onze pays du bassin méditerranéen.

En France, l'itinéraire s'étend sur 700 km et la Métropole Aix-Marseille-Provence est concernée par un passage entre Rians et Vinon sur Verdon qui concerne les communes de Jouques et de Saint-Paul-les-Durance.

D'ici 2020, le Comité d'Itinéraire de l'eurovélo 8 vise à :

- Assurer la continuité de l'itinéraire
- Jalonner l'eurovélo 8 de manière continue de la frontière espagnole à la frontière italienne
- Structurer l'offre touristique, qualifier les services et favoriser l'intermodalité
- Mettre en œuvre la stratégie de communication et promotion de l'eurovélo 8

Adhérer à un comité d'itinéraire fonde un engagement des collectivités concernées à ce que l'itinéraire soit réalisé dans les meilleurs délais en assurant une cohérence des aménagements cyclables, la signalisation, la qualité des services touristiques ou encore l'image et les supports de communication.

Si le passage délicat entre Rians et Jouques devrait être solutionné grâce à l'implication de la commune, du Département des Bouches-du-Rhône et du Domaine de Revelette, le passage jusqu'à Manosque en passant par Saint-Paul-les-Durance est pour le moment très difficile et dangereux.

A l'heure actuelle, aucune solution à court ou moyen terme n'a pu être trouvée. Il a donc été acté en Comité d'itinéraire de la Méditerranée à Vélo du 14 décembre 2017 de trouver un itinéraire entre Jouques et la gare de Meyrargues afin de permettre aux itinérants de prendre le train avec leurs vélos entre Meyrargues et Manosque et de poursuivre ainsi la véloroute en toute sécurité.

Dans cet esprit, des réunions ont été organisées avec les partenaires concernés afin de trouver des solutions pour accéder à une continuité de la véloroute depuis la limite du Var voisin.

Le 25 janvier dernier les Maires des trois communes concernées (Jouques, Peyrolles-en-Provence et Meyrargues) validaient ainsi le tracé proposé qui s'appuie en grande partie sur des routes communales tranquilles (cf. Annexe : plan de situation).

Sans avoir besoin de déployer des investissements d'infrastructure, il faut cependant baliser cette quinzaine de kilomètres, notamment aux abords des 19 carrefours entre Jouques et la gare de Meyrargues. Les panneaux de signalisation seront à la charge du Territoire tandis que sur les routes départementales les installations seront effectuées par le Département et sur les routes communales par les communes concernées.

Le dossier annexé, entièrement réalisé par les services du Département, permet de déterminer, avec précision, les intersections et lieux où un panneau est nécessaire ainsi que les mats ou poteaux sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour limiter les dépenses.

Il s'agit aujourd'hui d'effectuer une demande de subvention auprès des services de la Région PACA afin d'abonder le financement des travaux de signalisation et de sécurité de ce tronçon d'itinéraire qui emprunte des routes départementales mais en majeure partie des voies communales.

Cette demande entre dans le cadre des aides définies en novembre 2016 concernant la réalisation des Véloroutes du schéma régional et en particulier en ce qui concerne l'Eurovélo route 8 (EV8) : « la méditerranée à vélo » ainsi que la délibération de la Région N°17-892 du 20 octobre 2017 modifiant le taux de financement des travaux à 80 % du coût HT des travaux de signalisation et de sécurité de la Méditerranée à Vélo, dans la limite de 800€ HT/km, soit 1 000 € TTC/km de dépenses subventionnables.

Concernant les coûts inhérents à ce type de balisage, ils sont estimés à 1 000 € TTC du kilomètre soit un maximum de 15 000 € TTC (12 500 euros HT).

La demande de subvention porte donc sur 80 % du montant HT soit 10 000 €.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES HT
Région Provence Alpes Côtes d'Azur « dispositif à préciser »	80 %	10 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	2 500 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération n°2015_B539 du 29 octobre 2015 portant sur la mise en place d'une convention de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'eurovélo n°8 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les délibérations n°2016_CT2_213 du 12 octobre 2016 et n°2017_CT2_453 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 portant avenants à la convention de partenariat et de participation financière au Comité d'itinéraire de l'eurovélo n°8, « La Méditerranée à Vélo » ;
- Les délibérations n° 16-840 du Conseil Régional du 22 novembre 2016 et 17-892 du 20 octobre 2017 modifiant le taux de financement des travaux à 80 % du coût HT des travaux de signalisation et de sécurité de la Méditerranée à Vélo.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : jalonnement de l'itinéraire eurovélo « la Méditerranée à vélo » de Jouques à la gare de Meyrargues.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter une aide financière auprès du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte D'azur, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 185

Mise en place d'une organisation touristique sur le Territoire du Pays d'Aix pour l'exercice de la compétence tourisme déléguée

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

De plus, le tourisme est une compétence partagée : les communes conservent la compétence relative à

la création d'animations, la gestion d'équipements touristiques, la commercialisation de prestations de services touristiques et perçoivent la taxe de séjour ; la métropole Aix-Marseille Provence est compétente en matière de « promotion du tourisme et création d'offices de tourisme » soit les quatre actions obligatoires d'un Office de Tourisme (OT) : « accueil », « information », « promotion » et « coordination des acteurs touristiques »

La Métropole d'Aix-Marseille-Provence est une métropole à statut particulier créée le 1^{er} janvier 2016 par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014. Elle regroupe à sa création six établissements publics de coopération intercommunale (décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « ***promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme*** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du conseil métropolitain du 28 avril 2016 (HN088-291 /16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ». Le territoire est donc compétent sur la gestion de l'organisation touristique.

Pour permettre aux communes et à leurs Offices de Tourisme et/ou Syndicats d'Initiative (OTSI) d'être informés des évolutions législatives les concernant, plusieurs actions ont été effectuées par le Territoire du Pays d'Aix :

- Le 21 juin 2016, organisation d'un séminaire d'information à l'attention des Maires et élus des 36 communes ainsi que de leurs structures touristiques.
- De novembre 2016 à janvier 2017, une visite a été effectuée auprès des communes concernées par un OTSI pour information.
- De septembre 2016 à janvier 2017, la Fédération Régionale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (FROTSI) a engagé une étude sociale afin de déterminer le temps imparti pour chacun des agents des OTSI dans les actions de promotion touristique.
- En janvier 2017, une série de questions de portées juridiques et organisationnelles a été posée auprès du cabinet-conseil de Bouches-du-Rhône Tourisme

- Une délibération du 6 juillet 2017 (2017_CT2_276) a élaboré les premières prémisses d'une structuration touristique pour le territoire du Pays d'Aix.

Cependant, les délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre des procédures de transfert, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient de la compétence, n'ont pas permis le transfert opérationnel de la compétence. Dès lors, afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il a été nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice de ces dernières en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Sur le territoire du Pays d'Aix, 18 communes ont signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Elles participent à des échelles différentes à la promotion touristique.

Etat des lieux des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (OTSI) du Territoire Pays d'Aix au 1^{er} janvier 2018 :

- **Une station classée qui maintient sa compétence : Aix-en-Provence**

La loi permet aux communes classées stations de tourisme qui n'avaient pas transféré la compétence « *promotion du tourisme* » à leur ancienne intercommunalité, de conserver l'exercice de la compétence sur leur territoire en s'opposant, par délibération, à son transfert à la Métropole avant le 1^{er} janvier 2018 (article L. 5218-2, I, alinéa 2 du CGCT).

La commune d'Aix-en-Provence, Commune membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est classée station de tourisme par décret du 29/11/2017. Par délibération n° 207-378 du 20/07/2017 le conseil municipal de la commune s'est opposé au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole. Cette commune conserve donc l'exercice de cette compétence.

Toutefois, dans un contexte de concurrence internationale accrue, une coopération entre les différents acteurs apparaît indispensable. C'est pourquoi la commune d'Aix-en-Provence, tout en

conservant sa compétence en matière de promotion du tourisme sur son territoire, souhaite s'associer au projet ambitieux de la Métropole en matière de tourisme.

Depuis 2010, cet OT est le bras armé de la politique touristique sur le territoire. En effet, comme ses résultats en témoignent, il produit une attractivité qui va bien au-delà du territoire de la Commune d'Aix-en-Provence, du Pays d'Aix, de la Métropole, et permet de diffuser son rayonnement : il accueille au sein de son Office, 610 000 visiteurs (4 fois plus que sa population aixoise), il rayonne au-delà de son territoire avec plus de 2,2 millions d'internautes, il est le mieux structuré avec ses 70 agents (dont un service de promotion à l'international, une direction de la communication étoffée de graphistes, community manager, et toute une équipe pour structurer les offres touristiques)

- **Une commune touristique : La Roque d'Anthéron**

Le territoire du Pays d'Aix compte également une commune touristique, La Roque d'Anthéron, dont la personnalité morale de son OT sous forme d'EPIC fait actuellement obstacle au transfert à la Métropole.

La commune touristique possède un OT classé, organise des animations culturelles, artistiques, gastronomiques ou sportives et dispose d'une proportion minimale d'hébergements touristiques variés.

Son OT est obligatoirement maintenu dans le cadre du transfert de compétence :

« Tout office de tourisme institué par une commune touristique ou une station classée de tourisme est transformé en **bureau d'information** mentionné à l'article L.133---3---1 lorsqu'il lui est substitué un nouvel office de tourisme exerçant ses compétences sur un territoire élargi à d'autres communes membres.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque le siège de l'office de tourisme de substitution est fixé sur le territoire de la commune touristique ou de la station classée de tourisme. »

Cet OT fait partie des OT qui ont choisi depuis 2010 d'investir certaines de leurs compétences dans des actions communautaires. C'est ainsi qu'il est devenu le leader de la filière des activités de pleine nature pour le territoire. Avec un budget de 315 000 € (65 000 € de subvention Métropole + 165 000 € Mairie), il emploie 5 personnes (5 ETP)

- **Neuf communes dites « ordinaires » possédant un Office de Tourisme (OT)**

Sur ces 9 OT, 3 sont des OT associatifs, un OT est en transition entre une association qui a déposé son bilan et la régie directe de la commune et 6 sont en régie directe.

- Gardanne a un OT associatif qui a choisi de s'impliquer dans des actions communautaires depuis plus de 3 ans. Cet organisme a pris en main le développement de la filière du tourisme industriel. L'OT est installé à titre gratuit dans un local de la Mairie adapté à l'accueil des personnes handicapées et est géré par 3 personnes. Son budget annuel est de 175 580 € (80 000 € de subvention Mairie + 40 000 € de subvention Métropole)
- Fuveau a un OT associatif. Il est aussi OT de bassin pour la haute vallée de l'Arc et . Il est enfin chef du projet de la destination de niche « Provence, Mines d'Énergies » qui concerne 7 communes sur le Pays d'Aix et associe également 7 autres communes sur le Pays d'Aubagne. L'OT est installé à titre gratuit dans un local de la Mairie adapté à l'accueil des personnes handicapées et est géré par 2 personnes ou 1,5 ETP. Le budget annuel est de 70 000 € (40 000 € Métropole) pour une masse salariale de 52 800 €
- Pertuis avait un OT associatif mais dont le jugement de dépôt de bilan a eu lieu en février 2018. Cette association était installée à titre gratuit dans un local de la Mairie inadapté à l'accueil des personnes handicapées. Compte tenu des problèmes financiers de l'OT depuis de nombreux mois et en prévoyance d'une cessation d'activité, la commune a créé, en décembre 2017, un OT en régie directe. Le budget prévisionnel alloué en 2017 était de 200 000€ pour une masse salariale de 130 000 € (70 000 € de subvention Mairie + 106 000 € OT Aix) et 3 personnes en 2017. Cet OT, responsable de la filière oenotouristique, faisait le lien stratégique avec les actions de l'OTI du Pays d'Aigues et les socioprofessionnels du Sud Lubéron du Label Vignobles & Découvertes « Pays d'Aix et Sud Lubéron », label porté par l'OT d'Aix. Le maintien de cet OT avec deux personnes minimum est incontournable.
- Mimet a un OT associatif mais composé exclusivement de personnel bénévole. Les locaux sont mis à disposition par la Mairie

- Peyrolles possède un OT en régie directe dans des locaux municipaux. Il est installé dans un local accessible aux personnes handicapées. Les missions sont en partie des missions d'accueil et de promotion touristique, des missions culturelles, création d'événementiels et services aux associations. Cet OT compte 2 personnes. L'analyse de la Fédération Régionale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative (FROTSI) en 2016 estimait à 30 % l'action du personnel sur l'accueil et la promotion du tourisme.
- Jouques possède un OT en régie directe dans des locaux municipaux. Il est installé dans un local accessible aux personnes handicapées. Les missions sont en partie des missions d'accueil et de promotion touristique, des missions culturelles, création d'événementiels et services aux associations. Cet OT compte 2 personnes dont une partage son temps avec l'accueil de la bibliothèque municipale (1,5 ETP). L'analyse de la FROTSI en 2016 estimait à un temps plein l'action du personnel sur l'accueil et la promotion du tourisme.
- Lambesc possède un OT en régie directe dans des locaux municipaux. Il est installé dans un local accessible aux personnes handicapées. Les missions sont en partie des missions d'accueil et de promotion touristique, des missions culturelles, création d'événementiels et services aux associations. Cet OT compte 2 personnes. L'analyse de la FROTSI en 2016 estimait à 80 % d'un temps plein l'action du personnel sur l'accueil et la promotion du tourisme.
- Rognes possède un OT en régie directe dans des locaux municipaux. Il est installé dans un local accessible aux personnes handicapées. Les missions sont en partie des missions d'accueil et de promotion touristique, des missions culturelles, création d'événementiels et services aux associations. Cet OT compte 2 personnes. L'analyse de la FROTSI en 2016 estimait à 80 % d'un temps plein l'action du personnel sur l'accueil et la promotion du tourisme.
- Vitrolles possédait un Bureau d'Information en régie directe sur deux emplacements municipaux, l'un dans le vieux village et l'autre partagé dans les locaux de la police municipale. Cette commune qui emploie 5 personnes n'a pas signé de convention de gestion et souhaite conserver son

personnel pour des actions locales et communales. La commune ne pourrait alors plus exercer de missions d'accueil et de promotion touristique.

- **Dix communes participent au développement touristique par le biais d'autres structures (services internes ou Syndicats d'Initiative)**
- Venelles possède un service culture et animation du territoire au sein de l'équipe municipale qui alimente les informations touristiques de la commune dans la base de données Patio. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Eguilles possède un « Bureau de Tourisme » non référencé comme tel. C'est un service communal installé dans un local accessible aux personnes handicapées. Les missions sont en partie des missions d'accueil et de promotion touristique, des missions culturelles, création d'événementiels et services aux associations. Cet OT compte 2 personnes. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Trets possède un service culture au sein de l'équipe municipale qui alimente les informations touristiques de la commune dans la base de données Patio et participe à des actions de promotion. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Simiane possède un service culture au sein de l'équipe municipale qui alimente les informations touristiques de la commune dans la base de données Patio. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Ventabren possède un service communication qui alimente les

informations touristiques de la commune dans la base de données Patio. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ».

- Gréasque a un Syndicat d'Initiative (SI) qui participe à la promotion touristique, organise des manifestations, renseigne les habitants ... Une personne en contrat aidé et des bénévoles animent ce SI. La commune n'a pas signé de convention de gestion et ne peut donc pas accorder de subvention sur la base d'une promotion touristique.
- Les Pennes Mirabeau a un Syndicat d'Initiative qui participe à la promotion touristique, organise des manifestations, renseigne les habitants ... Il compte une personne et de nombreux bénévoles. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Saint Cannat a un Syndicat d'Initiative qui participe à la promotion touristique, organise des manifestations, renseigne les habitants ... Un personnel à temps plein et des bénévoles s'occupent de ce SI. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Le Puy Sainte Réparate a un Syndicat d'Initiative qui participe à la promotion touristique et renseigne les habitants. Le budget, constitué d'une subvention communale de , est de . Il y a un emploi aidé. La commune a signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ». Il reste à évaluer la part des actions du personnel dédiées à la promotion du tourisme.
- Puylobier a un Syndicat d'Initiative qui est exclusivement composé de bénévoles. Ouvert le week-end essentiellement il permet de renseigner les habitants. La commune a pour autant signé une convention de gestion au titre de la

compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme ».

Toutes ces communes et leurs structures/services participent activement aux projets de développement touristiques du territoire et les équipes ont pris l'habitude de travailler ensemble.

Les **communes concernées par le transfert des compétences** et ayant signé une convention de gestion au titre de la compétence « Promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme » sont donc les suivantes : Eguilles, Fuveau, Gardanne, Jouques, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Les Pennes Mirabeau, Mimet, Pertuis, Peyrolles en Provence, Le Puy-Sainte-Réparate, Puylobier, Rognes, Simiane, Saint-Cannat, Trets, Venelles et Ventabren.

Proposition d'une organisation touristique sur le Territoire Pays d'Aix :

Le maillage du territoire sur le Pays d'Aix est effectif et toutes les communes et leurs services/OTSI ont pris l'habitude de travailler ensemble, animées par le service tourisme de la Métropole / Territoire Pays d'Aix et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, office de référence pour ce territoire notamment à l'international. L'OT d'Aix applique des décisions stratégiques et organise une promotion homogène. Il permet aux chefs de filières de se consacrer au développement et coordonne les actions de promotion.

Ainsi, afin d'enrichir la réflexion et d'apporter des éléments pour une organisation touristique optimale, le territoire du Pays d'Aix propose l'organisation suivante :

- Coordination des Offices de Tourisme, Syndicats d'Initiatives et autres structures du territoire Pays d'Aix par le service Tourisme du CT2

Le service tourisme coordonne les actions dédiées à la promotion du territoire effectuées par les différentes structures. Il mobilise les acteurs sur des projets transversaux.

- Animation, soutien logistique par l'OT d'Aix-en-Provence
 - Chaque année, des conventions financières fixeront précisément les actions, d'une part parmi les compétences optionnelles (commercialisation, création d'événementiels ...) et d'autre part les actions suivantes :

- animation de réflexions stratégiques relative au développement touristique ;
- animation de réseaux de professionnels dans le cadre de démarche concertée à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix
- réalisation d'opérations de marketing touristique en lien avec la stratégie promotion-marketing de la Métropole ;
- réalisation d'outils et de supports de communication divers ;
- mise en place d'événements promotionnels ;
- promotion de la destination du Territoire du Pays d'Aix.
- Proposition de transformation de l'OT de la Roque d'Anthéron en Office de Tourisme Intercommunal (OTI) pour le Territoire du Pays d'Aix.

En adéquation avec la délibération du 6 juillet 2017 et afin de pouvoir gérer la compétence, le territoire a besoin d'un OTI référent qui devra superviser les différents Bureaux d'information Touristique (BIT). Ces derniers n'ayant plus de personnalité juridique devront, en effet, dépendre d'un OTI.

Ainsi, l'OT de La Roque d'Anthéron doit prévoir de changer ses statuts et sa gouvernance pour les adapter à l'action du périmètre du Territoire Pays d'Aix et des compétences exercées.

- Maintien du développement des filières d'excellence

Les OT de filières ou de destination doivent également se mettre en conformité avec la loi.

Pour eux, deux possibilités sont à envisager :

- Les associations de Gardanne et de Fuveau et l'OT Municipal de Pertuis sont transformés en Offices de Tourisme Intercommunaux à compétence territoriale limitée (sur leur commune exclusivement) mais responsables de la filière tourisme industriel et scientifique pour Gardanne, de la filière agritourisme (dont l'oenotourisme) et des relations avec le Sud Lubéron pour Pertuis et de la destination « Provence, Mines d'énergies » pour Fuveau par des conventions avec la Métropole / Territoire du Pays d'Aix. Les deux OT associatifs Fuveau et Gardanne et l'OT Municipal de

Pertuis doivent ainsi prévoir d'élargir la composition et le champ d'intervention de leur activité dans leurs statuts et leur gouvernance devenue métropolitaine.

- Ces OT peuvent aussi être transformés en BIT et dépendre de l'OT de la Roque d'Anthéron transformé en Office de Tourisme Intercommunal (OTI) pour le territoire du Pays d'Aix. Ils restent responsables de leurs filières pour tout le territoire du Pays d'Aix.

- Transformation des OT en régie directe en Bureaux d'information Touristique (BIT)

Les OT des autres communes ayant signé une convention de gestion avec la métropole pourront être transformés en BIT et dépendront de l'OTI.

Le Territoire du Pays d'Aix propose donc de maintenir sur le territoire tous les Offices de Tourisme existants soit :

- OT de La Roque d'Anthéron
- OT de Pertuis
- OT de Jouques
- OT de Peyrolles
- OT de Rognes
- OT de Lambesc
- OT d'Eguilles
- OT de Mimet
- OT de Fuveau
- OT de Gardanne

Il continuera à entretenir des liens étroits avec les structures ayant un lien avec la promotion du tourisme comme les Syndicats d'Initiative de Gréasque, de Saint Cannat, des Pennes Mirabeau ou du Puy Sainte Réparate et les services culture des communes et notamment les services de Vitrolles, Trets, Venelles, Simiane et Ventabren.

Les personnels affectés antérieurement à la compétence tourisme dans les communes membres relèveront des dispositions de droit commun conformément à l'article 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales.

Lorsque le service est plus large (service culturel ou communication, par exemple) seule la compétence promotion et accueil est transférable. Cette compétence ne peut théoriquement plus être exercée par la commune.

Le personnel municipal dédié pourra être transféré à la métropole si 100 % de son activité correspond à la compétence transférée. Il pourra également

être mis à disposition dans la proportion du temps imparti à cette mission.

En ce qui concerne les biens, il conviendra d'appliquer les règles de droit commun pour la mise à disposition des compétences, conformément à l'article 5211-5-2 III du code général des collectivités territoriales.

Le financement de cette organisation sera composé des éléments de la CLECT pour chacun des BIT et d'un financement assorti d'une convention établis entre le Territoire et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, l'Office de Tourisme Intercommunal et les Offices de Tourisme Intercommunaux à compétence limitée s'il en est (Fuveau, Gardanne, Pertuis).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 207-378 du 20/07/2017 du conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence s'opposant au transfert de la compétence « *promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme* » à la Métropole
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La délégation de l'exercice de la compétence « promotion du tourisme dont création d'Offices de Tourisme » de la Métropole aux Territoires.

Délibère

Article unique :

Le Territoire du Pays d'Aix approuve la mise en place d'une organisation touristique applicable au Territoire telle que définie

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 186

Retrait de la délibération n°2017_CT2_452 du Conseil de Territoire du 12 octobre 2017 - Approbation de la convention d'objectifs avec l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis 2010, des conventions d'objectifs triennales ont été conclues entre l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence (OMT d'Aix) et le Pays d'Aix afin de mener à bien une politique dynamique, en synergie avec les 35 autres communes du territoire et en conformité avec les objectifs du Schéma de Développement Touristique (SDT) validé le 14 décembre 2012.

Dans ce cadre et dans la poursuite d'une organisation qui a porté ses preuves d'efficacité et d'efficience, en date du 12 octobre 2017 le Territoire du Pays d'Aix a renouvelé la convention triennale à conclure avec l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Il s'agissait pour l'OMT d'Aix de poursuivre :

- L'animation et la production de données issues de l'observation économique du tourisme sur le territoire du Pays d'Aix
- L'animation du réseau des offices de tourisme / syndicats d'initiative du Pays d'Aix (OTSI) et des professionnels du tourisme
- La communication et promotion du territoire et des filières d'excellence
- Le développement d'une stratégie de communication et marketing pour l'accueil du grand projet des Olympiades de 2019

La commercialisation de produits du terroir

En date du 6 avril 2018, le Préfet des Bouches-du-Rhône a déféré la délibération n°2017_CT2_452 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 portant approbation d'une convention d'objectifs triennale avec l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Aux motifs suivants :

- le Conseil de Territoire n'était pas compétent pour approuver une délibération relative à une compétence que la Métropole ne détenait pas encore,
- il revient au bureau métropolitain d'approuver les conventions autres que relevant de la catégorie des marchés publics et des délégations de services,
- l'OMT d'Aix, constitué sous forme d'établissement public industriel et commercial (EPIC) rattaché à la ville d'Aix-en-Provence est régi par un principe de spécialité matérielle mais aussi territoriale, on ne peut donc pas lui confier des missions au-delà du périmètre communal,
- si un EPIC peut être amené à réaliser des prestations de services, la légalité du recours à des prestations de services, subordonnée à plusieurs conditions juridiques, n'est pas démontré.

Même si le territoire considère qu'elle a été prise en parfait respect :

- de la délibération cadre du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 ;
- de l'application du principe de spécialité, et notamment de l'article L.5215-27 du CGCT, mais aussi de deux réponses ministérielles, et enfin de l'avis de la Direction Générale des Entreprises auprès du Ministère des Finances ;

Le Territoire considère que cette délibération n'est qu'une délibération de principe sans effet juridique immédiat, il est donc demandé de la retirer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_452 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 approuvant la convention d'objectifs avec l'OMT d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 17 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le déféré du Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 6 avril 2018, à l'encontre de la délibération n°2017_CT2_452.

Délibère

Article unique :

Est retirée la délibération n°2017_CT2_452 approuvant la convention d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Forêt

2018 CT2 187

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention d'investissement à l'association "Les Amis de Sainte-Victoire" pour la sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N° ENV 004-1135/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire et la poursuite du projet global de territoire.

Le Grand Site Sainte-Victoire, espace naturel de 35 000 hectares est un territoire fortement protégé avec deux sites classés au titre de la loi de 1930 et une inscription au réseau Natura 2000. Il est labellisé "Grand Site de France" depuis 2004.

La fréquentation annuelle de la montagne Sainte-Victoire est estimée à 1 million de visiteurs par an avec une augmentation moyenne de 2 % par an. Ce million de visiteurs (étude de fréquentation 2011) exerce une pression importante, nécessitant des aménagements des lieux d'accueil du public les plus remarquables.

Le Prieuré de Sainte-Victoire se situe au sommet de la montagne Sainte-Victoire, en contrebas de la Croix de Provence. C'est un lieu emblématique fortement fréquenté, le plus visité du massif, avec quelques 60 000 visiteurs par an.

Soucieuse d'assurer au mieux la sécurité des visiteurs, l'association Les Amis de Sainte-Victoire propriétaire et gestionnaire du Prieuré a procédé à une expertise géologique des falaises qui entourent l'esplanade du Prieuré, abritant notamment une chapelle, un monastère du XVII^e siècle, un refuge de montagne non gardé ouvert au public, un logis associatif et un belvédère.

Il ressort de cette expertise la nécessité de procéder à une purge et à un confortement des falaises afin d'éviter des accidents pouvant être provoqués par des chutes de blocs.

Les travaux se dérouleront essentiellement sur l'année 2018, selon deux phases :

- purge de blocs et de quelques grandes écaïlles susceptibles d'être détachées. Cette

inspection complète des falaises permettra d'effectuer un diagnostic plus précis des gros blocs devant être fixés dans la deuxième phase ;

- Confortement des gros blocs, qui nécessitera l'installation de moyens lourds de forage et d'ancrage et des héliportages de matériel.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des obligations de sécurité à l'égard des visiteurs du site et de mise en valeur du patrimoine.

Faute de pouvoir garantir l'accueil des visiteurs en toute sécurité, l'association des Amis de Sainte-Victoire en qualité de propriétaire et gestionnaire du site se verra contrainte de procéder à sa fermeture.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N°GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Oui/non
2018_00 028	Sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire	Les Amis de Sainte-Victoire	Restaurer et entretenir le Prieuré de Sainte-Victoire	0 euro	48 336 euros	48 336 euros	24 628 euros	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 07 avril 2016 portant sur le Règlement Budgétaire et Financier.
- La délibération n°ENV 004-1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre

2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 24 628 euros à l'association des Amis de Sainte-Victoire pour la sécurisation des falaises surplombant le Prieuré de Sainte-Victoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'association Les Amis de Sainte-Victoire.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 4581.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 188

Demande de subventions d'investissement relatives à l'opération "Mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de Massif

Concors - Sainte-Victoire pour la Protection des Forêts Contre les Incendies - Appel à projet 2018"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré lors de l'étude du « Plan de massif Concors – Sainte-Victoire pour la Protection des Forêts Contre les Incendies », il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI (Défense des Forêts Contre l'Incendie) pour l'année 2018, répondant aux objectifs de cette étude.

Programmation 2018 – Appel à projet :

	Quantité	Montant (HT)
Réfection SV214 (Vauvenargues)	0,800 km	13 200 €
Réfection SV112 (Vauvenargues, Puyloubier)	2,855 km	47 100 €
Réfection CO102 (Saint-Marc Jaumegarde)	2,200 km	24 200 €
Réfection CO213 (Peyrolles-en-Provence)	2,895 km	41 400 €
Réfection CO115, accès Lambruisse (Vauvenargues)	0,620 km	6 900 €
BDS SV112 – SV214 (Vauvenargues, Puyloubier)	7,9 ha	27 800 €
Citerne enterrée Maison Sainte-Victoire (St-Antonin-sur-Bayon)	2 x 60 m ³ (120 m ³)	55 000 €
TOTAL		215 600 €

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEADER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes – Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette programmation est estimé à 215 600 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	43 120 euros
Conseil Régional PACA	20 %	43 120 euros
Etat	20 %	43 120 euros
Union Européenne	20 %	43 120 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	43 120 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° HN 009 -011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des Massifs Concors Sainte-Victoire, modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat mixte départemental des massifs Concors Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programmation de travaux à but DFCI pour l'appel à projet 2018 sur le Plan de massif Concors – Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes – Côte d'Azur et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget primitif 2019 et suivants de la Métropole, section d'investissement - Chapitre 13 – Fonction 76 – Opération 247.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 189

Grand Site Sainte-Victoire - Approbation d'une convention de partenariat avec Dubois Récup pour le traitement des épaves et des déchets métalliques sur le territoire du Grand Site Sainte-Victoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Direction Grand Site Sainte-Victoire, dans le cadre de sa mission de conservation des espaces naturels sensibles a réalisé un inventaire exhaustif des dépôts sauvages de déchets métalliques (véhicules hors d'usage - VHU -, mobilier, ...) sur l'ensemble de son territoire.

Depuis 2013, une trentaine d'épaves et plus de 100 m3 de ferrailles diverses ont été évacués du massif grâce à une convention annuelle de partenariat avec l'entreprise Dubois Récup, entreprise spécialisée dans la récupération, le recyclage, le démantèlement de sites et friches industrielles, fer et métaux.

Actuellement, ce sont 55 points de dépôts métalliques ou d'épaves qui attendent leur enlèvement des espaces naturels.

Le renouvellement de cette convention pour 3 ans permettra de réaliser, dès 2018, l'élimination et le recyclage de ces déchets afin de rendre son état naturel au milieu et de lutter contre la dynamique d'installation de décharges sauvages.

Cette convention n'impactera en aucun cas le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, puisque aucune contrepartie financière n'est due pour l'une ou l'autre des deux parties.

Telles sont les raisons qui incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV 004 -1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV 001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité d'entreprendre des actions d'enlèvement des déchets métalliques et des épaves des espaces naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat entre le Territoire du Pays d'Aix et l'entreprise Dubois Récup afin de définir la relation fonctionnelle entre les deux structures.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 190

Réalisation d'un chantier forestier d'insertion professionnelle par l'activité "Protection et valorisation des espaces forestiers" sur les communes de Venelles, Meyrargues et Ventabren

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par Délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de participer à la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux sur le territoire du Pays d'Aix. Le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre cette action en faveur des demandeurs d'emploi en difficulté sociale et économique.

Depuis 2003, 28 communes du Pays d'Aix ont bénéficié d'un ou plusieurs chantiers forestiers d'insertion. Chaque année, ce sont trois équipes de huit personnes qui interviennent sur les espaces naturels communaux dans le cadre de travaux forestiers.

Aujourd'hui, le Territoire du Pays d'Aix est sollicité pour la mise en œuvre d'un chantier d'insertion sur les communes de Venelles, Meyrargues et Ventabren afin de protéger la forêt contre l'incendie et de valoriser le patrimoine dans les zones sensibles aux départs de feux et/ou fréquentées par le public.

Il est rappelé que ces chantiers sont confiés à l'IE 13, association orientée vers l'Insertion par l'Économique, dans le cadre d'une convention, pour la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire du Pays d'Aix. Il convient également de rappeler que l'IE 13 bénéficie d'une subvention annuelle du Territoire du Pays d'Aix pour la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion et la couverture d'une partie des frais correspondants à l'exécution des opérations. Le financement de ces chantiers sera pris sur cette subvention annuelle.

L'IE 13 a en charge la réalisation des travaux (débroussaillage, abattage et façonnage des arbres morts et chablis, élagage des branches basses, broyage des rémanents...), des frais de transports des salariés, de la réparation et de l'entretien du matériel et des salaires des ouvriers.

Le Territoire du Pays d'Aix contribuera à l'atteinte de l'objectif d'insertion des personnes en difficulté en permettant aux participants des chantiers de bénéficier d'un terrain de production et de travail entrant dans le cadre de leur programme de formation.

Les Communes de Venelles, Meyrargues et Ventabren apporteront une aide logistique aux travaux comprenant l'accueil des équipes et l'évacuation des déchets qui pourraient être trouvés sur le chantier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions pour la réalisation d'un chantier d'insertion par l'activité en forêt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix, l'IE 13 et les communes de Venelles, Meyrargues et Ventabren.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions et les pièces relatives à ce dossier.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 191

Approbation d'une coupe forestière 2018 en forêt intercommunale relevant du Régime Forestier au lieu-dit "Le Clos des 3 Pigeons" sur la commune de Bouc-Bel-Air

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors du Conseil Communautaire du 16 avril 2004, la Communauté du Pays d'Aix a décidé d'acquérir des terrains forestiers dont la superficie totale est de 68ha 73a 40ca. La répartition de ces terrains s'organise pour partie sur la commune d'Aix-en-Provence, aux lieux-dits « Les Trois Pigeons » « Bois de Jussieu » et « Quartier de l'Enfant », et pour partie sur la commune de Bouc Bel Air aux lieux-dits « Clos des Trois Pigeons » et « Vallon de l'Huguenot ».

Dans le cadre de sa politique de préservation de l'espace naturel, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé d'inscrire l'ensemble des terrains

boisés dont elle est propriétaire au régime forestier (Conseil du 17 décembre 2004 et du 20 octobre 2006).

Cette décision a impliqué l'élaboration d'un plan d'aménagement de la forêt pour la période 2010 à 2024 afin d'engager une gestion durable et responsable (c'était également les attendus de la Charte de l'Environnement du Pays d'Aix).

Selon le Code forestier, dans le cadre de la gestion des forêts des collectivités relevant du régime forestier, l'Office National des Forêts (ONF) porte à la connaissance les propositions d'inscription des coupes à l'état d'assiette, c'est-à-dire des coupes prévues au programme de l'aménagement en vigueur (coupes réglées) ainsi que, le cas échéant, des coupes non réglées que l'ONF considère comme devant être effectuées en raison de motifs techniques particuliers.

La nature de l'opération envisagée

Pour l'exercice 2018, l'Office National des Forêts (ONF) propose à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix d'inscrire une coupe réglée sur la parcelle cadastrale AH02 prévue initialement dans le Plan d'Aménagement Forestier de sa forêt communautaire sous la mention :

- **Coupe d'amélioration (éclaircie) en futaie de pin d'Alep sur 10,2 ha - Parcelle n°3p**

dont l'État d'Assiette est le suivant

2 Année proposée par l'ONF : SUPP pour proposition de suppression de la coupe

3 Année décidée par le propriétaire : à remplir uniquement en cas de changement par rapport à la proposition ONF

Par ailleurs, l'estimation des volumes de bois concernés par cette opération sylvicole est de 276 m3 pour les pins d'Alep et de 11 m3 de chênes verts.

Mode de commercialisation des bois façonnés

A la vue de leur valeur commerciale, les bois sont destinés, exclusivement, à l'alimentation de grosses chaudières ou de centrales de co-génération. L'ONF dispose de contrats d'approvisionnement spécifiques avec ces unités industrielles qui permettent de commercialiser les bois issus des propriétés forestières publiques. À ce titre, l'ONF propose donc de bénéficier de ces contrats. Ces contrats étant négociés en billons bord de route, ils nécessitent donc la réalisation des exploitations à l'amont.

Ce mode opératoire permet d'intervenir plus rapidement sur les coupes en maîtrisant, notamment mieux, les délais et les attentions particulières lors des exploitations. C'est ce que l'on appelle le processus de vente « groupée » étant donné que l'ONF vend du bois négocié à l'avance à un professionnel de la filière, en prenant en responsabilité l'exploitation des bois, et en effectuant des livraisons émanant de plusieurs forêts communales et domaniales.

La possibilité de vendre les bois de gré à gré reste toujours possible, dans les conditions connues d'une vente en direct à un exploitant forestier qui propose un prix et exploite les bois dans un délai fixé par les clauses particulières de la vente. Toutefois, dans le cadre de l'opération envisagée, ce mode opératoire ne peut garantir un prix d'achat et un délai d'exécution autant avantageux qu'une vente sous contrat d'approvisionnement négocié par l'ONF.

Sur la base de ces informations, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix de se prononcer sur une destination et un mode de vente qui correspond à un contrat d'approvisionnement négocié par l'ONF (vente groupée) pour la coupe prévue de l'année 2018.

À NOTER EN CAS DE REFUS :

Dans le cas où, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix décide de reporter ou supprimer la coupe réglée proposée par l'ONF, la délibération doit impérativement exposer les motifs qui fondent cette décision refusant l'inscription à l'état d'assiette au titre de l'année 2018.

La réglementation relative à cette décision de refus a récemment évolué. La Loi sur l'Agriculture, l'alimentation et la forêt du 13/10/2014 a introduit

Parcelle	Type de Coupe (1)	Vol. Présumé Réalisable (m3)	Surf. (ha)	Régulée/ Non réglée	Année Prévue aménagement	Année proposée par l'Onf (2)	Année décidée par l'Onf	Mode de commercialisation prévisionnel				
								Destination	Mode de Vente	Mode de mise à disposition à l'acheteur	Mode de dévolution	A la mesure
								Délivrance (m3)				
								Vente (m3)				
								Appel d'Offre				
								Gré à gré – contrat d'approvisionnement				
									Surpié			
									Façoné			
									bloc			
3P	AMEL	350	10,2	R	Non fixée	2018	2018		X		X	X

Le mode de commercialisation pourra être revu en fonction du marché et de l'offre de bois en accord avec la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix

1 Nature de la coupe : AMEL amélioration ; AS sanitaire, EM emprise, IRR irrégulière, RGN Régénération, SF Taillis sous futaie, TS taillis simple, RA Rase

dans le Code Forestier (article L214-5) une disposition selon laquelle l'ajournement de coupes de bois prévues dans le plan d'aménagement forestier doit faire l'objet d'une notification motivée à l'autorité administrative compétente de L'État. Cette disposition a été précisée dans le Décret d'application de cette Loi : Décret 2015-678 du 16/06/2015.

Conformément à l'article L214-5 du code forestier, la délibération reportant ou supprimant l'inscription d'une coupe réglée doit être transmise par nos soins au Préfet de Région (**Préfecture de la Région PACA – CS30001 – Place Felix Baret – 13259 MARSEILLE Cedex 06**) dans le mois qui suit la réception du présent courrier.

Il est rappelé qu'en l'absence de transmission de la délibération dans ce délai, la collectivité est réputée avoir accepté l'inscription des coupes proposées à l'état d'assiette (art D 214-21-1 CF).

Dans l'hypothèse où le Préfet de Région considérerait comme non réels et sérieux les motifs invoqués dans la délibération à l'appui de la décision d'ajourner une ou des coupes, il dispose d'un délai de deux mois pour en informer la collectivité (art D 214-21-1 CF). Dans ce cas, il lui est possible, pour non-respect effectif du programme des coupes, de retirer la garantie de gestion durable dont bénéficie actuellement la forêt (art L 121-4 CF). Cette décision compromettrait notamment l'éligibilité de la collectivité à certaines aides publiques et le maintien ou l'obtention du certificat PEFC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n° HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2004_A60 du Conseil communautaire de la CPA du 16 avril 2004 relative à l'acquisition des terrains SNC forum d'Aix-en-Provence et Bouc-Bel-Air ;
- La délibération n° 2006_A269 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2016 relative à l'inscription au régime

forestier des terrains boisés appartenant à la CPA sur les communes d'Aix-en-Provence et Bouc-Bel-Air ;

- La Charte de l'Environnement du Pays d'Aix ;
- La Charte Forestière de Territoire du Pays d'Aix adoptée par le Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2012 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

L'état d'assiette des coupes de l'année 2018 est approuvé.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix demande à l'Office National des Forêts de bien vouloir procéder en 2018 à la désignation de la coupe inscrite à l'état d'assiette présentée.

Article 3 :

Il est décidé de destiner les bois de la coupe réglée à la vente selon le mode de commercialisation correspondant au contrat d'approvisionnement négocié par l'ONF (vente groupée).

Article 4 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à procéder à la signature des actes administratifs liés au présent état d'assiette 2018 du Plan d'aménagement de la forêt communautaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Collecte et traitement des déchets

2018 CT2 192

Attribution d'une subvention à la ressourcerie EVOLIO pour l'année 2018

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des déchets.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence considère la prévention comme une priorité dans la chaîne de gestion des déchets dont les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants.

Le Territoire du Pays d'Aix avait en outre décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre.

Ainsi, par délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, modifiée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, avait été approuvée une convention cadre avec l'association EVOLIO, pour une durée de cinq ans à compter de 2015.

Dans ce cadre, pour l'année 2017/2018 (novembre à octobre), l'association EVOLIO a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour l'attribution d'une subvention de 7.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2018, réemployés et valorisés.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2018/00108	Ressourceries	EVOLIO	Insertion	7.000€	-	7.000€	7000 €	oui

L'association Evolio bénéficie également d'une subvention (160.000€) par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile instruite dans le cadre d'un autre dispositif d'aide dont l'objet est de développer des activités d'utilité sociale visant l'insertion professionnelle et sociale de personnes affectée par des difficultés d'emploi, de qualification, d'insertion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_B544 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 approuvant l'évolution de la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 7.000€ à l'association EVOLIO pour l'année 2018 (période de novembre 2017 à octobre 2018).

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 193

Approbation de la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 19 octobre 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets qui intègre 4 axes en termes de prévention des déchets. Au sein de ces axes « prévention », la réutilisation / réemploi des textiles, linges de maison et chaussures est un projet prioritaire.

La récupération des textiles, linges de maison et chaussures, dans un objectif de réutilisation, réemploi ou de recyclage, est déjà ancienne mais était jusqu'en 2009 liée à un tissu associatif ou d'entreprises dont l'économie était fragilisée par les aléas du marché. La mise en place d'un éco organisme en charge de la gestion de ces déchets (éco TLC) en 2009 et la contribution financière des metteurs sur le marché a permis de sécuriser la filière.

Depuis plusieurs années les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont encouragé les communes membres dans l'implantation de conteneurs à textile sur le domaine public en accompagnement des initiatives privées. Ces actions, initiées dans une démarche de réduction des déchets ont de multiples intérêts :

- économique : chaque vêtement déposé à une association ou dans une borne à un coût nul pour la collectivité. Inversement, les textiles déposés avec les ordures ménagères représentent une dépense de collecte et traitement (coût complet OMR HT/tonne sur AMP de 308 € en 2016),
- social : la filière de collecte et de tri des textiles génère, à tonnage équivalent, un nombre d'emplois plus important que les autres modes de traitement. De plus, certains collecteurs présents sur le territoire portent des centres de tri locaux avec un travail d'insertion (Le Relais sur Marseille 13014, Magreg sur Marseille 13015 et Provence Tlc sur Vitrolles qui emploient au global une quarantaine de personnes). L'implantation de bornes sur notre territoire montre la complémentarité entre les collectes associatives et la récupération par les colonnes d'apport volontaire implantées sur les domaines public et/ou privé.
- environnemental : l'éco organisme permet de garantir plus de 99.7% de valorisation des textiles collectés dont 59,4% sont réutilisés en l'état, 40,3% sont recyclés ou valorisés (9,3% en chiffons, 22,5% en effilochage, 7,5% transformés en Combustibles Solides de Récupération et 1% éliminé avec valorisation énergétique).

Au niveau national chaque habitant achète en moyenne 9.2 kg de textiles par an (vêtements, linge de maison, chaussures) dont 3.2 kg/habitant/an sont collectés pour réemploi/réutilisation/recyclage à partir de 41 700 points de récupération de ces textiles, soit une dotation de 1 point pour 1 600 habitants.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence près de 750 points de récupération des textiles sont à la disposition des habitants pour donner leurs vêtements-linge de maison-chaussures, soit un point pour 2 500 habitants. Ces points de récupération ont permis de collecter sur 2016 plus de 1.5kg/habitant/an soit 2 700 tonnes sur la Métropole ce qui est important mais inférieur à la moyenne nationale (3.2 kg/habitant/an qui représenterait pour AMP environ 6 000 tonnes). Ce gisement non valorisé, encore conséquent, nécessite de poursuivre la communication sur le tri des textiles mais aussi d'accroître les moyens de tri mis à disposition des usagers.

Les points de récupération sont constitués majoritairement de colonnes d'apport volontaire installées sur le domaine public (61%) mais également de colonnes d'apport volontaire implantées sur le domaine privé et de vestiaires d'associations.

De plus 6 opérateurs de collecte ont été identifiés sur la Métropole dont 3 sont actuellement sous convention avec les Conseils de territoire (Le Relais, Provence Tlc et Eco-Textiles).

L'implantation des colonnes sur le domaine public est régie par des conventions signées par les conseils de territoire. Ces conventions, sauf pour le conseil de territoire Istres Ouest Provence, arrivent à échéance fin 2018.

Cette délibération a donc pour objet d'autoriser le lancement d'un appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réutilisation sur les conseils de territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec signature d'une convention type relative à l'implantation et à l'exploitation des bornes de récupération des textiles usagés sur le domaine public.

La procédure de l'appel à projets sera la suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation ;
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères de sélection définis dans le dossier de consultation ;
- Les projets sélectionnés seront analysés par un jury composé des vice-présidents déchets des conseils de territoire concernés ainsi que de l' élu Métropolitain délégué aux déchets ménagers. Les candidats pourront être auditionnés par le jury.
- Une fois le ou les opérateurs retenus sur chacun des lots géographiques proposés des conventions d'implantation de ces équipements seront proposés pour une durée de 4 années avec versement d'une redevance d'occupation du domaine public au gestionnaire du domaine (commune ou Métropole) ;
Ces conventions signées entre le gestionnaire du domaine public, la Métropole et l'opérateur retenu préciseront notamment le rôle des opérateurs : recherche et proposition d'emplacements appropriés en accord avec le gestionnaire du domaine public, gestion des demandes d'autorisation d'occupation du domaine public, fourniture, installation et entretien des bornes d'apport volontaire, collecte de ces points, suivi qualitatif et quantitatif du gisement capté, tri et envoi du gisement vers les filières de valorisation.
Chaque responsable de son domaine public reste décisionnaire sur ces

implantations et la signature de la convention.

- La mise en œuvre de ces conventions se fera à partir de janvier 2019. Chaque année un bilan sera réalisé des quantités de textiles détournés.

En complément de cette démarche la Métropole engagera des actions de sensibilisation des habitants pour favoriser le réemploi / réutilisation des textiles sur son territoire et encouragera le maillage entre les domaines privé et public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement
- L'information aux conseils de territoire ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEA 018-2836/17/CM du 19 octobre 2017 d'approbation des axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires en vue de leur réemploi / réutilisation représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, en accord avec les axes principaux du schéma métropolitain de gestion des déchets délibéré en octobre 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la procédure de l'appel à projets pour la collecte des textiles-linge de maison-chaussures en point d'apports volontaires sur le domaine public en vue de leur réemploi / réutilisation.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets correspondants.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement

2018 CT2 194

Demande de subvention de fonctionnement relative à l'opération "Campagne 2018 de recherche et d'identification des micro-polluants sur 10 stations de traitement des eaux usées du Territoire du Pays d'Aix"

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de la note technique ministérielle du 12 août 2016 relative à la recherche de Rejets de Substances Dangereuses dans les Eaux usées (RSDE) et à leur réduction, le Territoire du Pays d'Aix doit réaliser une campagne de recherche avec identification des micropolluants présents en quantité significative, en entrée et en sortie des Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) de capacité nominale supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5 (> 10 000 EH).

D'autre part, il convient de procéder de manière conjointe avec les analyses RSDE à 3 campagnes de mesures des micropolluants dans les boues sur chacune des 10 stations afin de pouvoir répondre à l'appel à projet de l'Agence de l'Eau.

La campagne de mesure doit démarrer au plus tard en juin 2018 et se terminer au plus tard le 31 décembre 2018, elle portera sur les analyses de 96 molécules sur les eaux usées en entrées et sorties de stations, et 71 molécules pour les boues.

Les campagnes de recherche des RSDE et boues porteront sur les 10 stations suivantes :

Territoire du Pays d'Aix :

Territoire du Pays d'Aix :

- Bouc-Bel-Air (20.000 EH),
- Coudoux (16.000 EH),
- Fuveau (12.000 EH),
- Lambesc (13.500 EH),
- La Roque d'Anthéron (12.000 EH)
- Rousset (12.000 EH)
- Trets (14.000 EH)
- Gardanne (50.000 EH)
- Aix-en-Provence (Ouest 30.000 EH et la Pioline 150.000 EH)

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à 230.400€HT (selon le devis du bureau d'étude A2E

Environnement, titulaire du marché T17/120 des analyses avec la Métropole Aix-Marseille-Provence).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	DÉPENSES SUBVENTIONNABLES <i>Coût Hors Taxes</i>	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse Appel à projet Campagne RSDE 2018	230.400€HT	70 %	161.280€HT
Métropole Aix-Marseille-Provence	230.400€HT	30 % Autofinancement	69.120€HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2018 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de réaliser l'opération "Campagne 2018 de recherche et d'identification des micro-polluants sur 10 stations de traitement des eaux usées du Territoire du Pays d'Aix".

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget Annexe « Assainissement en délégation - Pays d'Aix » 2018 pour partie (78%) et au Budget Annexe « Assainissement en régie - Pays d'Aix » 2018 pour le reste (22 %) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 195

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Rénovation d'un réservoir d'eau potable et de la station de filtration" sur la commune de Puyloubier CDDA tranche 2018

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En 1998, la commune de Puyloubier a engagé un vaste programme visant au renouvellement des canalisations d'adduction d'eau potable et d'assainissement vétustes dans le centre ancien. Ce programme est aujourd'hui achevé. Il importe maintenant de remettre en conformité le réservoir du village de 1.200m³.

De manière à conserver un temps de réserve supérieur ou égal à 24 heures à l'horizon 2025, avec un volume pour la défense incendie, le volume de réserve ne devra pas être inférieur à 1.000m³. L'inspection du réservoir du village, par des experts de la SEM, a démontré de manière générale que le génie civil est concerné par un problème structurel tant au niveau de la couverture qu'au niveau des murs de l'ouvrage. Il est proposé la création d'un nouveau réservoir en lieu et place de celui existant.

Ce réservoir sera composé de deux cuves rectangulaires de 500m³ à la même coté altimétrique CR = 380,0 m NGF.

Cette réalisation nécessitera la mise en place d'une réserve de stockage et de filtration provisoire afin d'assurer la continuité du service durant les travaux de démolition et de construction des deux nouvelles cuves. Il sera nécessaire de maintenir la station de filtration en ligne avec la réserve provisoire afin de continuer l'approvisionnement en eau de la commune. Cette manœuvre est restreinte en vue de la capacité de stockage provisoire d'un volume qui ne pourra pas écriéter la demande en période de pointe.

Deux tranches de travaux ont été financées en 2016 et 2017. Les travaux ont effectivement débuté en octobre 2017 et devraient être terminés à la fin du premier semestre 2018. Une dernière tranche de financement est prévue pour l'année 2018.

Le coût global de l'opération est estimé à 1.147.554€HT.

La présente délibération vise à approuver le plan de financement de la tranche 2018, tel que figurant ci-dessous.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Dépenses :

	Montant €HT
Travaux	1.012.964 €
Honoraires maîtrise d'œuvre	63.240 €
Honoraires divers	4.608 €
Contrôle technique	4.200 €
Diagnostic amiante	1.452 €
Etude de sol	3.900 €
Divers et imprévus	57.190 €
Total HT	1.147.554 €

Recettes :

	%	Montant €HT
Conseil Départemental CDDA 2016	10 %	117.000 €
Conseil Départemental Equipement rural 2016	5 %	52.000 €
Conseil Départemental CDDA 2017	16 %	181.800 €
Conseil Départemental CDDA 2018	14 %	165.600 €
Métropole	55 %	631.154 €
Total HT	100 %	1.147.554 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

**Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de solliciter la subvention pour la tranche 2018 du Contrat de Développement et d'Aménagement 2015-2019 attribuée initialement à la commune de Puyloubier puis transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de compétence au 1er janvier 2018.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter la subvention de la tranche 2018 du Contrat Départemental de Développement et d'Aménagement 2015-2019 attribuée initialement à la commune de Puyloubier pour la réfection des réseaux Eau et Assainissement.

Article 2 :

Est approuvé le plan de financement tel que figurant dans le rapport ci-dessus, soit un montant total de subvention départementale pour la tranche 2018 de 165.600€HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes et documents relatifs au contrat pluriannuel.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget Annexe dénommé Eau en délégation – Pays d'Aix et d'Aubagne en section d'investissement – Nature 1313.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39

Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 196

Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation d'équipements concernant des compétences transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame le Président soumet pour avis au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- Programme local de l'habitat ;
- Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- Assainissement et eau ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- Lutte contre la pollution de l'air ;
- Lutte contre les nuisances sonores ;
- Contribution à la transition énergétique ;
- Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Élaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de

l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il n'a pas été conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assurait les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, depuis le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes, des opérations dont la maîtrise d'oeuvre était engagée dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à réaliser seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à réaliser

seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, à l'occasion de la séance du Bureau de la Métropole qui s'est tenue le 14 décembre 2017, des conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'ouvrage et de Maîtrise d'Ouvrage déléguée concernant 16 communes et 63 opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été approuvées, puis à l'occasion du Bureau du 22 mars 2018, 8 nouvelles conventions concernant 18 opérations supplémentaires ont été adoptées.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de deux nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguées et d'une nouvelle convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Beaurecueil, portant sur l'opération suivante : Réfection du réseau d'eau potable et reprise de branchements-chemin la Calotte.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde portant sur l'opération suivante : sécurisation du réseau d'eau potable.

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Saint-Estève-Janson, portant sur l'opération suivante : Renouvellement des réseaux humides pour la traverse des Tarrasses.

Article 4 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Fuveau portant sur l'opération suivante :

- Réalisation des réseaux d'eau potable, d'assainissement et de pluvial au niveau de l'entrée de Ville de Belcodène

Article 5 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Fuveau portant sur les opérations suivantes :

- Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le chemin du chalet suisse
- Suppression des eaux usées dans le Grand Vallat
- Extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement sur le secteur de Grande Bastide

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles portant sur l'opération suivante :

- Extension du réseau d'assainissement chemin des Fourques.

Article 7 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune d'Eguilles portant sur l'opération suivante :

- Extension du réseau d'assainissement chemin des anciennes cascades.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Sports

2018 CT2 197

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la Ville d'Aix-en-Provence

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013, la Communauté du Pays d'Aix a confié une mission d'étude à la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » (SPLA) afin d'évaluer la faisabilité d'une modernisation et d'un repositionnement du stade Maurice David, articulé avec une opération d'aménagement du secteur du Jas de Bouffan.

Au vu du résultat de cette étude, la CPA a déclaré, par la délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire du 19 décembre 2013, le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confié à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération avec des travaux en deux phases sur deux ans afin de ne pas perturber les entraînements et le calendrier de compétition du PARC.

La Communauté du Pays d'Aix a confié à la Ville d'Aix-en-Provence, par convention signée le 15 septembre 2014, la gestion du Stade Maurice David, durant la réhabilitation de ce dernier.

Cette convention prévoit dans son préambule, que la CPA, du fait de l'imbrication du stade Maurice David avec d'autres équipements gérés par la Ville d'Aix-en-Provence sur ce site, confierait provisoirement à cette dernière la gestion et l'entretien du stade pendant la période des travaux et ceci jusqu'à la remise définitive de l'ouvrage réaménagé. Cette convention est conclue notamment pour permettre la continuité du service public au titre de cet équipement.

La Ville a acté ce principe ainsi que le périmètre définitif du transfert du Stade Maurice David dans sa délibération n° DL.2014.829 du Conseil municipal du 27 janvier 2014 et la CPA dans sa délibération n°2014_B193 du Bureau communautaire du 20 février 2014.

La Ville a approuvé la convention de gestion du Stade Maurice David par sa délibération n°DL.2014.253 du Conseil municipal du 21 juillet 2014 et la CPA par sa délibération n°2014_B253 du Bureau communautaire du 19 juin 2014 modifiée par la délibération n°2014_B323 du Bureau communautaire du 17 juillet 2014.

Un avenant n°1 à la convention de gestion a été acté par la délibération n° DL.2015-519 du Conseil municipal du 16 novembre 2015 de la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que par la délibération n°2015_B644 du Bureau communautaire du 26 novembre 2015 de la CPA. Cet avenant, au regard de la prolongation de la période de travaux de requalification du stade prévoyait une prolongation de la date de fin de la convention au 30 juin 2018 et précisait certaines missions.

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix qui se substitue à la CPA et conformément à l'article L5211-41 modifié par la Loi n°2013-403 du 17 mai 2013 – art.37, « *l'ensemble des biens, droits et obligation de l'établissement public de coopération intercommunale transformé sont transférés au nouvel établissement public qui est substitué de plein droit à l'ancien établissement dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'acte duquel la transformation est issue* ». A cet égard, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix se substitue à la CPA dans la mise en œuvre de la convention de gestion.

Un avenant n°2 à la convention a été acté par délibération 2016_CT2_228 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016, ainsi que par la délibération DL.2016-542 du Conseil municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 10 novembre 2016. Cet avenant précise que l'entretien de la pelouse du stade est retiré du champ d'intervention de la Ville pour être confié au territoire et ce, au regard de contraintes de fonctionnement exprimées par la Ville.

La modification du programme de la phase n°2 (report sine-die de la construction de la tribune sud) a nécessité de nouvelles études. Ces dernières ont retardé le début du chantier et de facto, la date de livraison qui est désormais arrêtée au mois d'octobre 2018, assortie d'un délai d'un an de Garantie de Parfait Achèvement courant à minima jusqu'en octobre 2019. En outre, cette phase n°2 d'agrandissement du stade va générer de nouvelles missions d'entretien et de maintenance.

La délibération n°CSGE 003-3397/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 reconnaît d'une part, l'intérêt métropolitain, à partir du 1^{er} janvier 2018, des équipements sportifs jusqu'alors d'intérêt communautaire, dont le stade Maurice David, et d'autre part, prévoit après le 1^{er} janvier 2018, la poursuite de la réflexion engagée dans le cadre de la commission relative à l'intérêt métropolitain des équipements culturels et sportifs dans un esprit de cohérence, de plus-value métropolitaine et de soutenabilité financière.

Ces travaux permettront d'envisager et de proposer au Conseil de la Métropole d'éventuels transferts descendants d'équipements vers les communes ou de retenir l'intérêt métropolitain pour des équipements exceptionnels dont le rayonnement le justifiera.

Ce dernier point génère une incertitude sur le devenir de l'intérêt métropolitain du stade Maurice David, dont un transfert descendant vers la commune d'Aix-en-Provence, qui assure actuellement sa gestion par convention, pourrait être envisagé.

Compte tenu de ce qui précède et dans l'optique de conserver une cohérence dans la gestion de cet équipement, au cours de la période de travaux, du délai de parfait achèvement, ainsi que durant la réflexion menée dans le cadre de la commission relative à l'intérêt métropolitain des équipements culturels et sportifs, le présent rapport a pour objet d'approuver un avenant n°3 à la convention initiale de gestion du stade Maurice David dont l'objet précise la prolongation de la durée de la convention de gestion de 3 ans, soit jusqu'au 30 juin 2021, mais également les nouvelles missions d'entretien et de maintenance du stade, tout en rappelant le champ d'intervention des signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_A150 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 18 juillet 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'étude de faisabilité d'une opération d'aménagement au Jas de Bouffan articulée autour du projet de rénovation et d'extension du stade Maurice David à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°2013_A300 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013, déclarant le stade Maurice David d'intérêt communautaire et confiant à la SPLA la maîtrise d'ouvrage de cette opération pour un coût d'opération de 15 Millions € HT (18 Millions € TTC) avec des travaux en deux phases sur deux ans avec pour objectif de ne pas perturber les entraînements et le calendrier de

compétition du PARC, devenu Provence Rugby ;

- La délibération n°2014_B253 du Bureau communautaire de la CPA du 19 juin 2014, modifiée par la délibération n°2014_B323 du Bureau communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix du 17 juillet 2014 confiant à la ville d'Aix-en-Provence, l'entretien, la maintenance et la gestion de l'occupation du stade Maurice David ;
- La délibération n°2015_B644 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la ville d'Aix-en-Provence ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2016_CT2_228 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 approuvant l'avenant n°2 à la convention de gestion du stade Maurice David avec la ville d'Aix-en-Provence ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de gestion relatif au stade Maurice David liant la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer l'avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 198

Soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national - Attribution de subventions aux clubs éligibles et approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

La délibération cadre n°2012_A006 relative à la politique sportive communautaire validée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 modifiée par la délibération cadre n°2014_A278 validée par le Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 11 décembre 2014 définit la mise en œuvre de plusieurs dispositifs de soutien aux clubs de haut niveau.

Ces différents dispositifs permettent de répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique amateur et professionnelle autour notamment du soutien aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national.

Dans le cadre des compétences déléguées par le Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire, il est proposé de soutenir les clubs amateurs de sports collectifs de niveau national et d'approuver la convention afférente ci jointe.

Il convient de rappeler les critères d'attribution de subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national et de les compléter au regard des modalités de fonctionnement des équipes de rugby nécessitant un nombre important de joueurs licenciés :

- Les frais fédéraux : il est proposé de prendre en compte 100 % des dits frais, en excluant les sanctions ou amendes, ainsi que les frais de mutation des joueurs constituant les équipes. Les frais fédéraux correspondent aux frais d'engagement de

l'équipe seniors en championnat de France et coupe de France, les frais d'affiliation, les frais d'arbitrage et de table de marques, les frais pour douze licences joueurs et deux licences entraîneurs, et les autres frais imputables au fonctionnement en championnat de France.

Compte tenu de la particularité de la pratique du rugby nécessitant la présence d'au moins 30 joueurs pour assurer la tenue d'un match de championnat que ce soit en déplacement ou à domicile, il est proposé de prendre en compte les frais ci-dessus énoncés pour trente licences de joueurs et deux licences entraîneurs en ce qui concerne les clubs de rugby.

- Les frais de déplacement : ils correspondent à des charges difficiles à assumer pour la plupart des clubs. Il est proposé de prendre en compte 100 % du montant total des frais liés aux déplacements relatifs aux jours de matchs officiels inscrits au calendrier national des championnats de la Fédération concernée. Le calcul sera effectué sur la base de remboursement d'indemnité kilométrique pour 2 véhicules 8 cv type minibus 9 places. Le calcul prendra en compte les kilomètres aller-retour à 0,32 euros du kilomètre ainsi que les frais de péage. Concernant la particularité des clubs de rugby telle qu'énoncée ci-dessus, il est proposé de porter le remboursement d'indemnité kilométrique pour 4 véhicules de 9 places ou moyen de transport équivalent à une quarantaine de personnes.

Les déplacements suscitant d'autres moyens de transport (avion, train) seront indemnisés à hauteur de 50% pour 20 personnes, et jusqu'à 32 personnes pour les clubs de rugby, sur présentation des justificatifs.

- Les frais de couchage et de restauration : les frais d'hôtel peuvent être pris en compte pour les déplacements train ou avion ne permettant pas un retour dans la même journée. Le calcul de remboursement sera effectué sur la base de 7 chambres doubles et sur la base de 16 chambres doubles pour les clubs de rugby. Le prix des chambres pris en compte est de 50 euros maximum. Les frais de couchage seront pris en charge à hauteur de 50% et sur présentation des pièces justificatives.

Les frais de restauration ou de collation seront forfaitisés au prix de 10 euros par personne sur la base de 14 personnes (12 joueurs et 2 entraîneurs) et de 32 personnes pour les clubs de rugby, multipliés par le nombre de déplacement en championnat de France ainsi que le 1^{er} tour de la coupe de France.

Ce dispositif est plafonné à 20.000 € par club et par année civile.

Compte tenu des bilans financiers présentés en fin d'année 2017, il est proposé de définir une somme forfaitaire et globalisée maximum pour chaque club sportif représentant les disciplines suivantes, le basket, le handball, le rugby et le volley-ball, comme suit :

- Nationale 1 : 20.000 €
- Nationale 2 : 15.000 € maximum
- Nationale 3 : 10.000 €

Il convient de noter que ces sommes forfaitaires et globalisées représentent un maximum que le Territoire du Pays d'Aix pourra verser, dans le cadre du présent dispositif, sous réserve des disponibilités financières correspondant au budget primitif voté de l'année en cours.

Cinq clubs peuvent donc prétendre aujourd'hui à une subvention de la part du Territoire du Pays d'Aix, pour un montant total de 63.000 €, telles que décrites dans le tableau ci-dessous :

Clubs (Guichet Unique/Fonct)	BP 2018	Subv sollicitée 2018	Subv attribuée	Subv (n-1)	Total	Conven- tion
Union Pays d'Aix Bouc Handball NF1 2018/00255	335.000 €	20.000 €	18.000 €	20.000 €	18.000 €	Non
Vitrolles Handball NM2 2018/00455	184.500 €	15.000 €	13.500	15.000 €	13.500 €	Non
Vitrolles sport volley ball NF2 2018/00343	117.948 €	15.000 €	13.500 €	15.000 €	13.500 €	Non
Basket Métropole Aix Venelles N3M 2018/00094	262.000 €	10.000 €	9.000 €	15.000 €	9.000 €	Oui
AUC Rugby F3 2018/00365	355.000 €	20.000 €	9.000 €	10.000 €	9.000 €	Non
TOTAL					63.000 €	

Concernant les modalités de paiement, un acompte de 80% sera versé à l'association après notification de la présente délibération.

Le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre :

- du récapitulatif des frais fédéraux, des frais de déplacement, des frais de couchage et de restauration pour un montant au minimum égal à la subvention forfaitaire attribuée,
- d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné du compte de résultat définitif de l'année n-1 signés du Président et du Trésorier de l'association,
- s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

Il convient de noter que le Conseil de Territoire du 8 février 2018 a validé dans sa délibération n°2018_CT2_067 l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 50.000 € à l'association Basket Métropole Aix Venelles dans le cadre du dispositif de soutien aux clubs de sport collectif de 1ère, 2ème et 3ème division de niveau national ce qui porte la totalité des subventions 2016 à 59.000 € pour ce club.

A ce titre, une convention annuelle entre le club et le Territoire du Pays d'Aix permettra de consolider l'aide financière supérieure à 23.000 € apportée à ce club.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2018_CT2_067 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018 relative au soutien au sport de haut niveau ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées cinq subventions aux clubs amateurs de sports collectifs de niveau national telles que décrites dans le tableau ci-dessous pour un montant total de 63.000 €.

Clubs (Guichet Unique/Fonct)	BP 2018	Subv sollicitée 2018	Subv attribuée	Subv (n-1)	Total	Conven- tion
Union Pays d'Aix Bouc Handball NF1 2018/00255	335.000 €	20.000 €	18.000 €	20.000 €	18.000 €	Non
Vitrolles Handball NM2 2018/00455	184.500 €	15.000 €	13.500	15.000 €	13.500 €	Non
Vitrolles sport volley ball NF2 2018/00343	117.948 €	15.000 €	13.500 €	15.000 €	13.500 €	Non
Basket Métropole Aix Venelles N3M 2018/00094	262.000 €	10.000 €	9.000 €	15.000 €	9.000 €	Oui
AUC Rugby F2 2018/00365	355.000 €	20.000 €	9.000 €	10.000 €	9.000 €	Non
TOTAL					63.000 €	

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Basket Métropole Aix Venelles ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne de crédit 1001 / Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 199

PRODAS 2018 - Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives - Approbation d'une convention d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives), modifiée par la délibération cadre n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017.

PRODAS est un dispositif sportif, éducatif et social répondant aux besoins sociaux et sociétaux des populations jeunes situés en ZUS (Zone Urbaine Sensible).

En partenariat avec les services des sports et Politique de la Ville des différentes communes répondant aux critères du nouveau « Contrat de ville » (loi n°2014-173 du 21 février 2014), le dispositif Prodas a pour ambition de fédérer les différents partenaires sportifs, clubs de haut niveau, clubs sportifs, associations de proximité ainsi que les centres sociaux culturels, autour d'un projet de développement des activités sportives au sein même des quartiers prioritaires (actions en pied d'immeuble) ou au sein des clubs sportifs.

Le dispositif Prodas a pour objectif principal de favoriser l'accès au « Sport pour Tous » ; il répond notamment au besoin des jeunes d'accéder à des activités sportives, de rétablir l'égalité de la pratique sportive en supprimant les freins financiers.

Ce dispositif représente un outil d'insertion sociale et joue le rôle de passerelle entre une population jeune souvent en situation de décrochage et les clubs sportifs.

Ce programme permet aujourd'hui à des jeunes des quartiers ou des villes des 4 communes concernées par ce dispositif, Aix-en-Provence, Pertuis, Vitrolles et Gardanne, de s'initier aux disciplines sportives en partenariat avec 69 associations.

La mise en œuvre du Prodas s'articule notamment autour de deux axes :

1- Participation des clubs de haut niveau bénéficiant d'une subvention de fonctionnement de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix

Les clubs de haut niveau soutenus financièrement par le Territoire du Pays d'Aix qui sont liés par une convention d'objectifs visant à fixer les droits et les obligations des deux parties ont pour obligation de mettre en place des actions sportives ou de répondre aux demandes des associations de proximité ou des centres sociaux culturels par la mise à disposition d'éducateurs sportifs.

Ces interventions peuvent se dérouler dans les quartiers prioritaires ou au sein même des clubs sportifs (accueil de jeunes motivés licenciés par les clubs).

Toutes les actions menées par les clubs de haut niveau dans le cadre des conventions d'objectifs n'appellent aucune contrepartie financière.

2- Les associations de proximité et les clubs sportifs du Territoire du Pays d'Aix

Le dispositif doit permettre de développer et compléter l'initiation à la pratique sportive pour tous avec les associations de proximité et les clubs sportifs du territoire.

Le constat est que peu d'enfants ont accès à une pratique sportive diversifiée dans les quartiers situés en ZUS et qu'une grande majorité de jeunes

filles ne pratiquent plus aucune activité sportive à l'adolescence.

Un des objectifs du Prodas est de faire découvrir à ces jeunes d'autres pratiques sportives que le football dont la discipline est quasiment exclusive des offres sportives faites dans les quartiers, grâce à des associations sollicitées pour proposer un ensemble d'actions annuelles prédéfinies par le biais de stages ou des sorties extérieures : voile, plongée sous-marine, ski alpin, moto cross, trampoline, équitation, baptême de l'air ...

Ainsi le dispositif PRODAS permet au Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions des associations sportives et de proximité sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les dix subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 57.000€.

Concernant les modalités de paiement de la subvention :

- un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et, s'il y a lieu, que la convention d'objectifs est signée ;
- le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant le 1^{er} novembre, d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire des opérations visées signé du Président et du Trésorier de l'association, et s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

En outre si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

(Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 € de subventions, une convention annuelle type entre l'association et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

A ce titre, une convention sera établie entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Ensemble pour les Jeunes du 13 (EJ13) dont le cumul des trois subventions attribuées dans le présent rapport s'élève à 25.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;
- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_521 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 relative à la modification de la délibération cadre du dispositif Prodass ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées dix subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 57.000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association «Ensemble pour les Jeunes du 13 ».

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive - Culture

2018 CT2 200

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'organisation de la 15ème édition des rencontres du 9ème art - Festival de la bande dessinée

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de 50 000 € à l'Office de Tourisme d'Aix-en Provence dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations pour l'organisation de la 15ème

édition des rencontres du 9ème art – Festival de la bande dessinée.

Dix expositions sont prévues en avril-mai dans dix lieux différents, à Aix-en-Provence, Vitrolles et Pertuis. Le temps fort de la manifestation se déroulera les 20, 21 et 22 Avril 2018 à la Cité du Livre d'Aix-en-Provence, avec une cinquantaine d'auteurs et plus de cent professionnels du livre, autour de rencontres, de séances de dédicaces, d'ateliers, de projections et de concerts.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2018-00128	Office municipal du tourisme d'Aix-en-Provence	Aix-en-Provence cedex 1	15ème édition des rencontres du 9 ^e art, Festival de bande dessinée et autres arts associés	de Avril à Mai 2018, Week End BD 20 au 22 avril 2018	52 000,00 €	52 000,00 €	241 152,30 €	60 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €	OUI	18/04/18	15/05/18

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations et des EPIC qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant total de 50 000 € à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence telle que présentée dans le tableau ci-dessus.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence- Territoire du Pays d'Aix et l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence .

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à signer la convention et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 657381, LC1007.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 201

Attribution d'une subvention de fonctionnement au Centre International des arts en Mouvement (CIAM) dans le cadre de la convention triennale 2018-2020

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la

Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). Cette politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Territoire du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Territoire du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution d'une subvention de 150 000 € à l'association « Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) », dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

Par ailleurs, l'association « CIAM » a bénéficié d'une subvention de 100 000 € pour son fonctionnement général (Conseil de Territoire du 8 février 2018), ce qui porte le total général des subventions perçues à 250 000 € en 2018.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée	Subvention sollicitée ville	Montant proposé	Convention d'objectif
2018-00172	CIAM	Aix-en-Provence	Festival Jours et Nuits : Festival des Arts du cirque traditionnel et contemporain	Du 15 au 24 septembre 2018	150 000 €	460 000,00 €	150 000,00 €	100 000,00 €	150 000,00 €	Convention triennale

Total : 150 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est un partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire, démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 150 000€ à l'association « Centre International des Arts en Mouvement (CIAM) », telle que présentée dans le tableau ci-dessus, dans le cadre de la convention triennale annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 202

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). Cette politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNÉE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITÉE	SUBV° PROPOSÉE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
0024	FOYER SOCIO EDUCATIF SAINTE VICTOIRE	Projet de mobilité des apprentis du CFA	10.000 €	80.000 €	20.000 €	15.000 €	NON
0224	CFAI 84	Promotion développement et mise en œuvre des formations sur l'antenne de Pertuis	10.000 €	190.500 €	15.000 €	10.000 €	NON
0423	ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT DES JEUNES EN PAYS D'AIX	Fonctionnement espace vie collective	30.000 €	80.100 €	50.000 €	30.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
0011	LA FIBRE SOLIDAIRE	Chantier d'insertion « la fibre solidaire »	45.000 €	870.000 €	50.000 €	45.000 €	OUI
0027	LES ATELIERS DE LA TREVARESSE	Chantier d'insertion	36.000 €	304.010 €	36.000 €	36.000 €	OUI
0037	DE FIL EN AIGUILLE	Chantier d'insertion « Au fil de soi »	36.000 €	298.494 €	36.000 €	36.000 €	OUI
0066	REMISE EN JEUX	Chantier d'insertion « Remise en jeux »	50.000 €	690.000 €	72.000 €	50.000 €	OUI
0072	LES ATELIERS DE GAIA	Chantier d'insertion « Le potager de Gaia »	25.000 €	528.097 €	25.000 €	25.000 €	OUI
0139	AIX MULTI SERVICES	Chantier d'insertion « espaces verts et naturels du Pays d'Aix »	175.000 €	1.195.063 €	200.000 €	175.000 €	OUI
0178	IE 13	Chantier d'insertion « Aménagement urbain et valorisation des espaces boisés »	40.000 €	502.953 €	40.000 €	40.000 €	OUI
0231	ATELIER JASMIN	Costumes carnaval 2018	15.000 €	30.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
0268	ELAN JOUQUES	Développement des activités et création d'emploi – Territoire zéro chômeur	29.200 €	223.411 €	30.000 €	30.000 €	OUI
0419	TOUTES LES FEMMES	Chantier d'insertion conciergerie	20.000 €	351.403 €	22.000 €	20.000 €	NON
0541	ATELIER JASMIN	Chantier d'insertion	63.000 €	533.592 €	63.000 €	63.000 €	OUI
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
0198	FEMMES RESPONSABLES FAMILIALES	Auto-école sociale	20.000 €	69.196 €	20.000 €	20.000 €	NON
TOTAL					694.000 €	610.000 €	

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 12 subventions pour un montant total de 80 900 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 80 900 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout

document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 203

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix - Approbation de conventions d'objectifs et de moyens

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté ensuite sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). Cette politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à

l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. ((Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 4

subventions pour un montant total de 161 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

La subvention de fonctionnement attribuée à l'association « Pays d'Aix Auto Classic » l'est dans le cadre d'une convention triennale jointe en annexe.

L'attribution des subventions en fonctionnement pour les autres associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention type d'objectifs et de moyens.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2018_00545	Les Actrices en Provence	Fuveau	26ème édition « Les écrivains en Provence »	30 août au 02 septembre 2018	38 000,00 €	55 000,00 €	103 500,00 €	38 000,00 €	Fuveau : 12 000,00 €		35 000,00 €	OUI	18/04/18	15/05/18
2018_00201	Aix qui	Aix-en-Provence	Tour du Pays d'Aix 2018	Novembre 2018	100 000,00 €	100 000,00 €	125 800,00 €	100 000,00 €	0,00 €		100 000,00 €	OUI	18/04/18	15/05/18
2018_00658	Patrimoine art et culture	La Roque d'Anthéron	Promouvoir le patrimoine culturel de la commune. Abbaye de Silvacane et galerie-musée de la Roque d'Anthéron	Année 2018	25 000,00 €	25 000,00 €	54 282,00 €	27 000,00 €	La Roque d'Anthéron : 12 900,00 €		23 000,00 €	OUI	18/04/18	15/05/18
2018_00957	Pays d'Aix Auto Classic	Bouc Bel Air	Organisation dans les jardins d'Albertus d'un rassemblement de véhicules anciens	16 et 17 juin 2018	0,00 €	3 000,00 €	42 300,00 €	3 000,00 €	0,00 €		3 000,00 €	OUI	18/04/18	15/05/18

Total 161 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 18 avril 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions de fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 161 000 €.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention type d'objectifs et de moyens à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les associations.

Article 3

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2018 CT2 204

Approbation de la prolongation du reversement aux communes de la taxe d'aménagement pour les autorisations d'urbanismes délivrées après le 1er janvier 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit la taxe d'aménagement depuis le 1^{er} janvier 2016.

Cependant, la loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République a prévu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence un transfert progressif des compétences communales dont l'exercice est financé, en particulier, par le produit de la taxe d'aménagement.

L'article L.331-2 du Code de l'Urbanisme prévoit la possibilité pour la Métropole de reverser le produit de la taxe d'aménagement aux communes, compte tenu de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences, notamment, la voirie, les espaces publics, les crèches, les écoles primaires et les autres équipements publics de proximité.

Du fait de ce transfert progressif de compétences, le pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016 a prévu que « La taxe d'aménagement perçue en vue de financer les actions et opérations contribuant à la réalisation des objectifs définis à l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme, c'est-à-dire contribuer au financement des équipements publics, **est reversée a minima jusqu'au 1^{er} janvier 2018 et au-delà jusqu'à échéance des sommes dues au titre des années précédentes, aux communes compétentes dès la réception de la notification du versement**».

Les services de la Métropole ont mis en œuvre cette prescription du pacte et effectuent les reversements de taxe d'aménagement pour chaque commune, sur la base des relevés transmis par les services de l'Etat.

Suite à l'adoption de la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, le transfert des compétences en matière de création et d'aménagement de voirie et d'espaces publics ne sera réalisé qu'à partir du 1^{er} janvier 2020.

Nonobstant les transferts de compétences intervenus au 1^{er} janvier 2018, les communes vont continuer à supporter les charges d'équipement qui sont financées par le produit de la taxe d'aménagement.

En conséquence, les communes doivent continuer à bénéficier de la perception de **l'intégralité du produit de la taxe d'aménagement**

correspondante aux autorisations d'urbanisme délivrées à partir de 2018 et les années suivantes.

A partir de 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera compétente sur l'ensemble de son territoire en matière de voirie et d'espaces publics. Ce n'est qu'à partir de cette date que la charge de ces équipements publics éligibles à la taxe d'aménagement pourra être répartie entre la Métropole et les communes. Un travail associant Métropole et communes devra être mené pour déterminer la répartition du produit de la taxe d'aménagement.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Conseil de Territoire du Pays d'Aix demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver une prolongation du reversement de la totalité du produit de la taxe d'aménagement aux communes concernées pour les autorisations d'urbanisme délivrées à partir de l'année 2018 et les années suivantes, selon le même dispositif adopté à l'occasion du pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et notamment son article 76 modifiant l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix demande à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver une

prolongation du reversement de la totalité du produit de la taxe d'aménagement aux communes concernées pour les autorisations d'urbanisme délivrées à partir de l'année 2018 et les années suivantes, selon le même dispositif adopté à l'occasion du pacte de gouvernance financier et fiscal approuvé le 30 juin 2016. A partir de 2020, un travail associant Métropole et communes devra être mené pour déterminer la répartition du produit de la taxe d'aménagement.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.